

# Travailler ensemble

**La société civile se mobilise  
pour la sécurité alimentaire au Canada**

*Sous la direction de Anne-Marie Hamelin, Mustafa Koc et Rod MacRae*

## Table des matières

---

1. Introduction .....	3
2. Le contexte de l'événement .....	3
3. Objectifs .....	5
4. Remerciements .....	7
5. La nécessité de faire des progrès au Canada .....	8

### VENDREDI 15 JUIN 2001

6. Messages clés .....	9
6.1 Ouverture de la séance plénière .....	9
6.2 Panel de discussion : Organisation de la société civile pour la sécurité alimentaire .....	17
6.3 Discours introductifs .....	21

### SAMEDI 16 JUIN 2001

7. Ateliers .....	25
7.1 Atelier A : Le droit à l'alimentation et la justice sociale .....	25
7.2 Atelier B : Une agriculture et des systèmes alimentaires durables .....	31
7.3 Atelier C : La santé communautaire et les communautés en santé .....	40
7.4 Atelier D : L'aide à l'étranger et le commerce international .....	44

### DIMANCHE 17 JUIN 2001

8. Compte rendu des ateliers .....	53
9. Clôture de la séance plénière .....	54
10. Résolution .....	57
11. Appel de Cathy Campbell .....	58

RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES DES CONGRESSISTES .....	58
---	----

## ANNEXES

A. Liste des participants par province/région d'origine et organisme .....	
65	
B. Invitation au Congrès .....	
69	
C. Matériel écrit distribué aux participants de la session du dimanche matin .....	
71	
D. Appel à l'action et à la mobilisation au Sommet mondial de l'alimentation/cinq ans après.	
74	
E. Quelques références pertinentes à la sécurité alimentaire, rédigées par les participants .....	
81	
F. Liste des encadrés .....	83
G. Liste des acronymes .....	84

## 1. Introduction

---

**Travailler ensemble : la société civile se mobilise pour la sécurité alimentaire au Canada** s'est tenu du 15 au 17 juin 2001, à l'Université Ryerson de Toronto. Ce congrès était une première au Canada. Il a réuni les représentants des divers réseaux et organismes de la société civile de chaque province et territoire pour développer des stratégies afin d'accroître l'implication du Canada dans la sécurité alimentaire domestique et internationale.

Le congrès visait à :

1. Élaborer un plan de travail en vue d'un plan d'action national pour la sécurité alimentaire, ancré dans la société civile ;
2. évaluer la contribution du Gouvernement canadien à la sécurité alimentaire aux niveaux national et international ;
3. faire des propositions concrètes d'énoncés de politiques aux gouvernements provincial et fédéral en vue d'atteindre les objectifs du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire.

Le congrès a été conçu comme un événement interactif, où, en plus du dynamisme de nombreux orateurs, les participants se sont impliqués activement durant les périodes de questions et au cours d'ateliers thématiques, trois jours durant. Ces thèmes étaient:

- Le droit à l'alimentation et la justice sociale ;
- L'agriculture et les systèmes alimentaires durables ;
- La santé communautaire et la sécurité alimentaire ;
- La place de la sécurité alimentaire dans la politique étrangère canadienne (aide et commerce).

Le compte rendu de ce congrès a été effectué par Mustafa Koc et Rod MacRae. Nous espérons que ce document suscitera une discussion qui se poursuivra. Nous le considérons comme un document de travail reflétant l'étendue de nos intérêts communs et la diversité de nos besoins spécifiques. Les participants au congrès ont aussi pris la résolution de former un réseau national canadien sur la sécurité alimentaire. Des informations sur ce réseau peuvent être trouvées à l'adresse suivante: <http://www.ryerson.ca/~foodsec/foodsec/fd.htm>

Le congrès reconnaît que la sécurité alimentaire passe par une quantité adéquate de nourriture saine, nutritive, culturellement acceptable et accessible à tous d'une façon digne et abordable; que les producteurs doivent être capables d'obtenir une juste rétribution de leur travail et que les méthodes de production doivent préserver l'environnement. Ces éléments liés à la sécurité alimentaire requièrent fondamentalement une réorientation des systèmes canadiens et mondiaux d'alimentation et de promotion de la santé.

## 2. Le contexte de l'événement

---

La plupart d'entre nous avons œuvré de notre mieux au sein de nos communautés, souvent sans être en communication avec ceux qui partagent des préoccupations communes et qui luttent pour des objectifs similaires. D'importants changements ont cours dans l'économie mondiale, et dans

les relations internationales, affectant le futur de notre agriculture et de notre système alimentaire. En tant que citoyens, nous sentons que nous avons une influence limitée sur l'orientation de ces changements. Nous sommes d'avis qu'il y a un besoin croissant de participation civile éclairée dans les décisions liées à la politique alimentaire, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être.

Le 6 juin 1999, plusieurs membres de la société civile se rencontraient à Toronto pour discuter de la possibilité d'organiser un réseau canadien sur la sécurité alimentaire : un réseau de citoyens, incluant les fermiers, les organisateurs communautaires, les praticiens, les chercheurs, les universitaires, les décideurs et les consommateurs qui voient l'accès à l'alimentation comme un droit humain et revendiquent que la santé et le bien-être des personnes soient la première priorité du système alimentaire. Notre communication a mené à la formation du *Food Democracy Network* (réseau pour la démocratisation de l'alimentation).

Depuis, les participants à ces échanges à travers le pays ont appuyé et encouragé la formation d'un forum pour discuter en profondeur des problèmes émergents. En même temps, le Gouvernement canadien procédait à la préparation d'une soumission pour le Sommet mondial de l'alimentation/cinq ans après (SMA/CAA) qui se tiendrait à Rome en novembre 2001.

Le 9 mars 2001, plusieurs d'entre nous, issus de toutes les provinces et territoires, ont communiqué par téléconférence afin de discuter des thèmes relatifs à la tenue prochaine du SMA/CAA, du développement du réseau national de sécurité alimentaire et de la tenue d'un congrès sur la sécurité alimentaire. Eileen Durand, du Bureau des affaires internationales de Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), a aussi pris part à cette téléconférence. À la fin de

la téléconférence, nous nous sommes entendus sur la tenue, à Toronto, d'un congrès réunissant les organismes de la société civile (OSC) travaillant pour la sécurité alimentaire au Canada, en

### **Le Sommet mondial de l'alimentation**

Le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) a pris place en 1996, du 13 au 17 novembre au Siège de la FAO à Rome, en Italie. Ce sommet a été convoqué par la FAO en réponse à la persistance d'une sous-alimentation généralisée et à une inquiétude croissante quant à la capacité de l'agriculture à satisfaire les besoins alimentaires futurs. L'événement a rassemblé près de 10,000 participants incluant des représentants venus de 185 pays. L'objectif du Sommet était de renouveler les engagements mondiaux quant à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition avant dix ans. L'aboutissement du Sommet mondial de l'alimentation a été l'adoption par 112 chefs d'États et de gouvernements ou celle de leur adjoints, et plus de 70 hauts représentants venus d'autres pays de deux documents nommés « La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale » et le « Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation ». « La Déclaration de Rome » énonce sept engagements qui posent les fondements en faveur de la sécurité alimentaire pour tous et « le Plan d'action » décrit pour sa part les objectifs concrets à atteindre et les mesures à prendre pour mettre en œuvre les engagements. Le début de la « Déclaration de Rome » se lit ainsi :

« Nous, Chefs d'État et de gouvernements, ou nos représentants, réunis pour le Sommet mondial de l'alimentation à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, réaffirmons le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim.

Nous proclamons notre volonté politique et notre engagement commun et national de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015 au plus tard. ... »

Source : FAO, Sommet mondial de l'alimentation : du 13 au 17 novembre 1996, Rome, Italie.

( [http://www.fao.org/wfs/index\\_en.htm](http://www.fao.org/wfs/index_en.htm) )

espérant que les agences du Gouvernement fédéral apportent une aide financière. Le dynamisme du Bureau des affaires internationales en partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Santé Canada, et les Affaires indiennes et du Nord Canada, a permis de rendre cet événement possible dans de brefs délais.

Le congrès a été organisé grâce aux efforts combinés du Centre d'études en sécurité alimentaire de l'Université Ryerson et du comité organisateur afin de développer un programme efficace et d'établir des critères de soutien aux participants. Ce processus a reposé sur les réseaux régionaux existants à travers le Canada pour identifier les participants potentiels et faciliter l'élaboration d'un cadre de sélection. Au fur et à mesure de l'organisation du congrès, les candidats intéressés, originaires de toutes les provinces et territoires, furent encouragés à y assister. Les acteurs clés des organisations gouvernementales et non-gouvernementales (ONG) furent également invités, et nous avons porté une attention particulière au fait que tous les secteurs discutant de questions relatives à la sécurité alimentaire soient représentés. S'appuyant sur les forces et l'expérience de chaque participant, ainsi que sur les objectifs du congrès, des ateliers ont été créés sur les thèmes du droit à l'alimentation et la justice sociale, de l'agriculture et des systèmes alimentaires durables, de la santé communautaire et de la sécurité alimentaire et de cette dernière dans la politique étrangère canadienne.

Le congrès « **Travailler ensemble...** », un événement sur invitation seulement, a rassemblé plus de 150 représentants de divers organismes ayant trait à la sécurité alimentaire, des banques alimentaires, des organismes d'aide sociale, des fédérations d'agriculteurs et des représentants de divers organismes gouvernementaux. Il a reçu l'appui financier de Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les Affaires indiennes et du Nord Canada, Santé Canada et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

<b>Distribution des participants par province et pays d'origine</b>	
Alberta	2
Colombie britannique	22
Manitoba	7
Nouveau Brunswick	3
Terre-Neuve	4
Nouvelle écose	1
Nunavut	1
Ontario*	83*
Ile du prince Edouard	2
Québec	13
Saskatchewan	6
Yukon	1
<b>International :</b>	
Bangladesh	1
Italie	1
USA	2
* Comprend les organisateurs et volontaires locaux.	

### 3. Objectifs

Ce congrès a été conçu par le Centre d'études en sécurité alimentaire de l'Université Ryerson comme la première étape d'un programme quinquennal de recherche visant à évaluer les initiatives canadiennes en matière de sécurité alimentaire existantes aux niveaux local, régional, national et international, et à contribuer à l'élaboration de politiques.

Les objectifs du programme de recherche sont:

1. Faciliter la discussion entre les OSC, les décideurs des différents paliers gouvernementaux et les chercheurs universitaires afin d'évaluer l'efficacité des initiatives actuelles en matière de sécurité alimentaire.

2. Identifier les priorités politiques aux niveaux provincial et fédéral et développer des propositions d'énoncés de politiques visant à établir un programme qui répondra aux engagements canadiens nationaux et internationaux en matière de sécurité alimentaire au 21<sup>ème</sup> siècle.
3. Identifier les priorités politiques locales et régionales et développer des plans d'action ou des initiatives locales ayant trait au système alimentaire afin que l'offre agricole/locale au 21<sup>ème</sup> siècle rencontre la demande urbaine/locale.
4. Identifier les points communs d'accord et de conflits entre les différents secteurs, institutions et agents du secteur agroalimentaire au regard de la sécurité alimentaire et des moyens de l'atteindre.
5. Développer un plan de travail pour "un contrôle semestriel de la sécurité alimentaire", un compte rendu qui intégrera les apports des différents segments du système agroalimentaire, aux niveaux national et international; ce compte rendu contiendra des informations sur l'étendue de l'insécurité alimentaire et les meilleurs moyens d'y remédier.

### **Objectifs du congrès**

Le congrès a représenté le premier élément clé de ce processus ; il a été conçu dans le but d'examiner les objectifs ci-dessus. En tant que première étape de ce projet, le congrès a visé à :

1. Élaborer un plan de travail en vue d'un plan d'action national pour la sécurité alimentaire ancré dans la société civile ;
2. évaluer la contribution du Gouvernement canadien à la sécurité alimentaire aux niveaux national et international ;
3. faire des propositions concrètes d'énoncés de politique aux gouvernements provincial et fédéral en vue d'atteindre les objectifs du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire.

Le congrès a été conçu comme un événement interactif autour de quatre ateliers thématiques :

- Le droit à l'alimentation et la justice sociale ;
- L'agriculture et les systèmes alimentaires durables ;
- La santé communautaire et la sécurité alimentaire ;
- La place de la sécurité alimentaire dans la politique étrangère canadienne (aide et commerce).

Cet événement fut rapidement organisé pour fournir des directions au Gouvernement et aux représentants de la société civile qui devaient présenter le point de vue du Canada à Rome en novembre 2001. Malgré un budget limité, nous avons essayé de communiquer avec les représentants de la société civile à travers tout le Canada. Nous avons essayé de réunir autant de représentants des diverses régions, communautés, secteurs et classes sociales que possible. Nous n'avons que partiellement atteint nos objectifs. Certains n'ont pas pu se joindre à nous du fait de problèmes financiers et d'un manque de temps, d'autres avaient été frustrés par le manque de résultats concrets obtenus lors des consultations précédentes et ont refusé d'y assister. Tandis

que nous essayions de réunir des représentants des diverses organisations et milieux, il est important de souligner que ces derniers n'étaient pas élus ou mandatés par des comités locaux pour y assister. De ce fait, ils ont apporté une contribution individuelle, malgré leurs diverses expériences.

Nous pensons que ce congrès a été un premier pas vers notre unification. Les participants à ce congrès ont unanimement appuyé la création d'un **réseau national canadien de sécurité alimentaire** et ont mandaté le comité organisateur du congrès pour continuer à explorer les moyens de faciliter la formation d'un large réseau national. Le Centre d'études en sécurité alimentaire de Ryerson a créé une liste de distribution électronique pour le processus en cours en vue d'accueillir vos commentaires. Si vous voulez vous joindre à nous, visitez notre site à l'adresse: <http://www.ryerson.ca/~foodsec/foodsec/fd.htm>

## 4. Remerciements

---

Cet événement a demandé un effort collectif considérable nécessitant de nombreuses heures de communication, de bonne volonté et de coopération. Nous voudrions remercier nos commanditaires pour avoir encore une fois soutenu la sécurité alimentaire et cet événement. Ce dernier n'aurait pas eu lieu sans leur aide généreuse et sans qu'ils aient bien voulu écouter le point de vue de la société civile. Nous voulons remercier Agriculture et Agroalimentaire Canada, ACIDI, Santé Canada, CRDI, et les Affaires indienne et du Nord Canada. Eileen Durand a joué un rôle très important en facilitant le dialogue entre le congrès et les divers organismes gouvernementaux reconnus. Stuart Clark, le représentant de la société civile canadienne au SMA/CAA a joué un rôle essentiel dans l'organisation de cet événement ; il était toujours disponible quand nous avions besoin de son aide ou de ses suggestions. Debbie Field a largement contribué à faire pression pour développer une action et un ordre du jour au niveau national ; elle a été un membre clé du comité local d'organisation. Nous remercions FoodShare pour nous avoir nourris pendant le congrès. Les membres du comité d'organisation ont toujours été joignables par téléphone ou par courriel par les coordinateurs du congrès ; ils les ont conseillés sur de nombreux points et ont communiqué avec d'autres représentants de la société civile de leurs régions. Stuart Clark, Cathleen Kneen, Rod MacRae, Wayne Roberts et Vida Stevens ont travaillé longuement à la médiation des ateliers, à l'identification de spécialistes et à la préparation des résumés des compte rendus des ateliers.

Il serait trop long d'énumérer les noms des dizaines de volontaires qui ont travaillé avec les organisateurs, évalué les arrangements locaux, aidé lors des inscriptions et qui ont donné de leur temps durant les conférences et les ateliers. Mustafa Koc a coordonné l'organisation et la mise en œuvre du congrès. Sans ses efforts d'envergure l'événement n'aurait pas eu lieu. Tracey Lue a fait un travail impeccable au niveau administratif, en travaillant avec Cecilia Rocha et Jennifer Welsh pour trier les factures de l'après-congrès. Le compte rendu final a été rédigé par Mustafa Koc et Rod MacRae à partir des procès verbaux enregistrés et écrits, et des rapports d'ateliers préparés par les coordinateurs des ateliers. Nos remerciements les plus sincères vont à Murray Pomerance et Media Studies Working Group pour avoir fait de cette publication une réalité. Nous tenons à remercier Micheline Beaudry, Neil Glauser, Anne-Marie Hamelin, Maura Hanrahan, Graham Riches et Beth Wilson pour leur aide durant ce processus. Le compte rendu

final a été revu par le comité organisateur et sera disponible sur le site web du Centre d'études en sécurité alimentaire de Ryerson. En dépit de nos efforts intenses, nous admettons que cela n'a pas été une tâche facile. Si nous avons oublié vos remarques dans notre résumé, faites-nous part de vos commentaires et observations dans notre bulletin électronique à l'adresse : <http://www.ryerson.ca/foodsec/foodsec.worki.htm> . La version française a été réalisée avec la collaboration de Perrine Nadaud et de Yves Lachapelle. Tous, nous espérons continuer à travailler ensemble pour la sécurité alimentaire aux niveaux national et international.

## 5. La nécessité de faire des progrès au Canada

---

L'importance de l'alimentation pour la santé humaine et l'économie est bien comprise. En tant qu'un des éléments vitaux de l'existence humaine, de la production à la consommation, l'alimentation touche un grand nombre d'activités culturelles, sociales et économiques qui sont parmi les plus importantes des sociétés humaines. Malheureusement, en dépit de toutes les avancées scientifiques et technologiques qui ont modernisé la production alimentaire et sa distribution, la faim et la malnutrition sont encore une menace pour la santé et le bien-être de centaines de millions de gens à travers le monde. Loin de disparaître, la faim et la malnutrition se développent même dans des pays industrialisés comme le Canada. La preuve en est le recours aux banques alimentaires qui a doublé durant la décennie 1990. La réalité constante de la faim et les questions autour de la durabilité des pratiques actuelles, que se soit aux niveaux national ou international, ont fait de la sécurité alimentaire une préoccupation fondamentale. La sécurité alimentaire est comprise comme la condition selon laquelle chacun, et en tout temps, doit pouvoir acquérir une nourriture saine, nutritionnellement adéquate et personnellement acceptable d'une façon qui respecte la dignité humaine. La sécurité alimentaire définie ainsi, nécessite la satisfaction de quatre composantes :

- **disponibilité** : une offre suffisante de nourriture pour tous et en tout temps ;
- **accessibilité** : l'accès à l'alimentation pour tous et en tout temps ;
- **acceptabilité** : nourriture et systèmes de distribution culturellement acceptables et appropriés ;
- « **adéquation** » : qualité nutritionnelle, sûreté, et durabilité des sources disponibles et des méthodes d'approvisionnement.

La sécurité alimentaire au niveau national ne garantit pas la sécurité alimentaire au niveau de la communauté, au niveau des ménages ou au niveau individuel. Au Canada, nous produisons sans problème suffisamment de nourriture ; le problème de l'insécurité alimentaire surgit plutôt au niveau de la communauté et au niveau des ménages du fait de barrières limitant l'accès à l'alimentation.

La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 ont lancé un appel à toutes les nations visant à développer et à mettre en pratique un plan d'action national pour atteindre la sécurité alimentaire aux niveaux domestique et international. Agriculture et agroalimentaire Canada a pris l'initiative de développer le Plan d'action du Canada.

Le Plan d'action pour la sécurité alimentaire est la réponse canadienne au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) au cours duquel 187 pays se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici l'an 2015 au plus tard. La structure du Plan d'action du Canada est basée sur celui du SMA approuvé à Rome en 1996. Dans le contexte des obligations canadiennes liées aux objectifs du SMA, ce plan présente les perspectives canadiennes sur le problème complexe qu'est la sécurité alimentaire et spécifie les actions à mener dans le contexte des défis actuels. Il reconnaît que la sécurité alimentaire suppose l'accès à un apport suffisant et adéquat de nourriture et que la réduction de la pauvreté, la justice sociale et des systèmes alimentaires durables constituent des conditions essentielles.

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire implique tous les niveaux du gouvernement et les organismes de la société civile (OSC). Il est fondé sur les engagements canadiens internationaux et sur les politiques et programmes domestiques, économiques, sociaux et environnementaux. Cette approche multi-sectorielle constitue la force du Plan d'action du Canada puisqu'elle implique le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, les OSC, les groupes et institutions privés. Le Plan comprend une combinaison d'initiatives domestiques et internationales ainsi que des activités nationales et à l'étranger qui touchent les nombreux aspects de la sécurité alimentaire, incluant : l'assurance d'un approvisionnement sain et nutritif pour tous, la recherche de moyens permettant d'augmenter la production alimentaire qui soit économiquement viable et qui préserve l'environnement, ainsi que la promotion de la santé et de l'éducation. Ce compte rendu du congrès « **Travailler ensemble...** » représente une réponse préliminaire de la société civile au Plan d'action du Canada.

## 6. Les messages clés des sessions

---

### 6.1 Ouverture de la séance plénière (13 : 00-14 :30)

Message de bienvenue du président du congrès  
**Mustafa Koc**, Centre d'études en sécurité alimentaire, Université Ryerson

---

Dans son introduction, le Docteur Koc a affirmé que ce congrès avait peu à ajouter en ce qui a trait au diagnostic des problèmes et à la recherche de solutions : ces thèmes ont déjà été amplement discutés lors de congrès et colloques précédents. L'objectif principal de ce congrès a été de réunir les représentants de la société civile afin de trouver des stratégies d'action communes contre la faim et l'insécurité alimentaire aux niveaux national et international. Koc a souligné le paradoxe suivant : bien que nous vivions dans l'un des plus riches pays du monde, doté d'un des systèmes alimentaires les plus efficaces, les fermiers et les pêcheurs vivent dans un état de crise chronique, tandis qu'un pourcentage significatif de ménages canadiens vit dans un état d'insécurité alimentaire chronique.

Koc a mis en avant le rôle historique des organisations civiles dans la création d'un mécanisme démocratique de pouvoirs et de contre-pouvoirs face à la puissance de l'État dans nos sociétés démocratiques modernes. Cependant, alors que l'État a une autorité politique légitime, les OSC manquent de cette légitimité qui accompagne le pouvoir électoral. Les OSC sont souvent écartés car considérés comme des groupes servant leurs propres intérêts, opérant à partir de ressources

financières limitées, et très fragmentés ; cependant, on s'attend à ce qu'ils remplacent les fonctions érodées de l'État providence dans une époque de restructuration.

Koc a fait remarquer que les OSC ont un rôle clé à jouer en matière de sécurité alimentaire, non seulement en offrant des services que le marché et l'État ne prennent pas en charge mais en servant également de conscience sociale pour le système lorsqu'ils travaillent avec :

- X les gouvernements fédéral, provincial et local pour identifier et guider leurs actions en matière de sécurité alimentaire ;
- X l'industrie et le monde des affaires, pour leur rappeler que l'exercice de la bonne citoyenneté corporative ne signifie pas juste des droits mais aussi des responsabilités sociales et des engagements auprès des communautés ;
- X les autres OSC aux niveaux local, national et mondial pour la sécurité alimentaire.

### **L'insécurité alimentaire dans les ménages canadiens**

Selon l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP), réalisée par Statistique Canada, environ 8% des canadiens ou un peu moins de 2.5 millions de personnes, ont eu à compromettre la qualité ou la quantité de leur régime au moins une fois en 1998/99 à cause d'un manque d'argent. Durant la même période, un demi million de personnes supplémentaires se sont inquiétées d'un éventuel manque de nourriture, faute d'argent. Au total, d'après l'enquête, on estime que trois millions de canadiens, i.e. 10% ont vécu à un moment donné en 1998-1999 dans ce qu'on appelle un ménage souffrant « d'insécurité alimentaire ».

Les enfants âgés de 0 à 17 ans ont représenté le groupe d'âge le plus susceptible de vivre dans un ménage souffrant d'insécurité alimentaire (14%), les aînés âgés de 65 ans ou plus étant les moins susceptibles (4%). Cependant, les enfants de tels ménages n'étaient pas nécessairement sous-nourris. Les soignants adultes tendaient à sacrifier leur propre apport alimentaire pour que leurs enfants n'aient pas faim. Un tiers (32%) des ménages monoparentaux dirigés par une femme souffraient d'insécurité alimentaire, et 28% ont rapporté que leur régime alimentaire avait déjà été compromis.

Le rapport montre que l'insécurité alimentaire au Canada est fortement associée au revenu des ménages. Plus du tiers (35%) des membres des ménages à faible revenu ont présenté une forme quelconque d'insécurité alimentaire en 1998/99. Quelques 30% d'entre eux ont estimé que leur apport alimentaire avait été compromis. L'ENSP a permis d'observer que l'insécurité alimentaire ne se limitait pas aux familles à faible revenu. Environ 14% des membres des ménages à revenu moyens ont déclaré une forme quelconque d'insécurité alimentaire, et près de 12% d'entre eux ont signalé que leur régime alimentaire avait été compromis. L'existence de l'insécurité alimentaire à des niveaux de revenus plus élevés peut s'expliquer par le fait que le revenu annuel est une mesure statistique qui n'est peut être pas sensible aux changements économiques soudains entraînant des épisodes temporaires d'insécurité alimentaire.

Source : Health reports, Vol 12, no 4, 15 août 2001, Catalogue No : 82-003-XIE

<http://www.statcan.ca:80/Daily/English/01815/d010815a.htm>

Koc a affirmé qu'il y avait déjà un consensus sur certains sujets parmi la plupart des représentants de la société civile canadienne :

- X Nous avons besoin de mesures en matière d'alimentation qui soient explicites et compréhensives pour nous guider aux niveaux local, national et mondial ;
- X Nous devons éradiquer la faim. Tous les membres de notre société devraient avoir accès à une alimentation de qualité qui favorise la santé. Le Canada doit également jouer un rôle clé dans l'amélioration de la sécurité alimentaire au niveau mondial ;
- X Nous devons éradiquer les crises financières au niveau de l'agriculture et de la pêche au Canada. Nous ne pouvons pas laisser se poursuivre les dévastations au sein de la communauté, de la famille et de l'individu associées à ces crises ;

X Nous devons rechercher des formes de production et de distribution alimentaires durables.

En référence au Plan d'action du Canada sur la sécurité alimentaire, considéré comme un document de référence des mesures publiques, Koc a conclu que Ace n'est pas d'une nouvelle liste de choses à faire dont nous avons besoin mais d'un plan d'action indiquant quand, comment, et par qui ce plan sera réalisé.

### **Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire**

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire a été élaboré pour donner suite aux engagements du Canada faits en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome. Un groupe consultatif mixte (GCM) constitué de représentants de la société civile et du Gouvernement s'est rassemblé pour créer ce document. Le Plan d'action énonce différentes mesures à l'égard de la sécurité alimentaire domestique et mondiale comme le fait de s'assurer d'un approvisionnement alimentaire suffisant et fiable, de promouvoir la santé et l'éducation et de mettre en œuvre une production alimentaire durable. Ce document n'a pas la prétention de tout inclure ou d'être « final ». Au contraire, le GCM voit plutôt ce document comme un travail en cours qui est « ouvert et flexible, adaptable aux conditions changeantes et sensible à l'évolution des besoins. »

Source : Agriculture and Agri-Food Canada, (1998) Canada's Action Plan for Food Security : A response to the World Food Summit.

### **Leçons du Sommet mondial de l'alimentation**

**David MacDonald**, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia, ancien président, Réseau mondial sur la sécurité alimentaire

David MacDonald, qui a pris part aux consultations de la société civile qui ont conduit au SMA en 1996 et qui a joué un rôle clé dans l'élaboration du Plan d'action du Canada, a analysé l'état actuel des choses en matière de sécurité alimentaire au Canada et dans le monde et a fait part de ses inquiétudes quant à l'absence de politiques claires à ce sujet. « À l'égard d'une chose aussi essentielle que la nourriture et le droit à l'alimentation, aux niveaux domestique et international, il n'y a pas de politiques. Ce n'est pas pour dire qu'il n'y a pas beaucoup de monde qui travaille sur la politique alimentaire mais c'est qu'il n'y pas de politiques en matière d'alimentation. Il est temps d'en faire une. »

Selon MacDonald, la croyance selon laquelle les gens ont le droit de se nourrir est bien ancrée dans notre pays. Par exemple, pendant la famine qui a eu lieu en Afrique dans les années 1980, les deux tiers des canadiens ont « répondu » de façon significative à cette crise.

Il a mis en avant le fait qu'il y a eu des étapes clés qui ont mené au SMA en 1996. Durant l'époque de l'après-guerre mondiale, les essais de rétablissement d'une économie solide et d'une réorganisation mondiale stable ont mené à la création de la Banque mondiale et du FMI, suivie par la création de l'Organisation de l'agriculture et de l'alimentation (FAO) par l'Organisation des Nations Unies en 1945. En 1994 a eu lieu le « congrès du 50<sup>ème</sup> anniversaire » de la Banque mondiale et du FMI, au cours duquel beaucoup des membres d'origine étaient présents ; ces derniers ont parlé de la vision initiale. Il ont créé un noyau qui est devenu plus tard « l'Assemblée mondiale sur la sécurité alimentaire », une rencontre entre 200 personnes venues de 60 pays différents. Cette assemblée fut une première étape à l'activité des ONG qui a mené, un an plus tard, au SMA.

Les initiatives des ONG ont permis à la société civile de s'exprimer et d'apporter des changements à certains arguments qui étaient au fondement de la position du Gouvernement canadien au SMA.

MacDonald a expliqué que pour avoir un impact, nous devons avoir un ensemble de priorités très précises. « Ce congrès n'aboutira pas à une réelle différence tant que nous ne nous engagerons pas à accomplir une seule tâche précise » a-t-il argumenté. « Nous avons des politiques agricoles, mais à ma connaissance nous sommes un pays sans politique alimentaire, autant aux niveaux domestique qu'international. Nous avons besoin d'une telle politique. De plus, nous ne sommes pas bons dans l'art de transformer les politiques en actions et ceci doit changer. »

**De Seattle à Rome, la société civile et le Sommet mondial de l'alimentation/cinq ans après. **Stuart Clark**, conseiller analyste senior, *Canadian Foodgrains Bank* et le délégué canadien de la société civile au SMA/CAA**

---

Stuart Clark a réfléchi à ses observations faites en tant que délégué canadien de la société civile au Sommet mondial de l'alimentation/CAA et explique que « développer un plan d'action (Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire) sans une volonté politique en arrière-fond Ψne mène vraiment nulle part. » Il a proclamé qu'il y a des leçons à retenir du SMA qui a eu lieu il y a cinq ans :

1. Développer un plan d'action sans volonté politique n'aura qu'un faible impact.
2. L'Organisation des Nations Unies (ONU) n'a pas un poids important au niveau des affaires internationales en comparaison de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; ces agences doivent être tenues responsables des conséquences des politiques qu'elles soutiennent en matière de développement économique et de stabilité monétaire sur la sécurité alimentaire, tout comme de leurs actions directes sur la sécurité alimentaire.
3. Nous devons repérer les vrais problèmes et nous concentrer dessus : le droit à l'alimentation, la souveraineté de l'alimentation, les modèles de productions agricoles, l'accès aux ressources (la terre, l'eau, les ressources génétiques). La façon dont nous sommes gouvernés et la manière dont sont prises les décisions politiques sont des questions clés que nous devons considérer dans nos discussions concernant la sécurité alimentaire.

Le prochain Sommet mondial de l'alimentation se concentrera sur :

1. La répétition d'un processus parallèle à celui du SMA de 1996- se concentrant sur le lien entre le commerce et la sécurité alimentaire.
2. Un dialogue multi-sectoriel (c'est à dire entre les ONG, la FAO, le secteur privé et le Gouvernement) pour comprendre pourquoi les résultats ont été si faibles ces cinq dernières années, et pour trouver le moyen de les améliorer.

## Orientations futures de l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA) Marjorie Bencz, ACBA

Marjorie Bencz a expliqué que la pauvreté et la faim sont présentes au sein des sociétés humaines depuis la nuit des temps. Maintenant nous avons les ressources pour vaincre ces problèmes, c'est pourquoi le fait que la faim et la pauvreté subsistent dans la société moderne est une sérieuse anomalie qui nécessite d'être discutée.

Bencz a raconté l'expérience de l'Association des glaneurs d'Edmonton. Cette association, communément connue comme la banque alimentaire d'Edmonton, a été originellement conçue pour glaner les surplus des industries alimentaires et pour les distribuer aux groupes qui pouvoient l'aide alimentaire

aux personnes qui en ont besoin. C'est une association qui effectue en collaboration avec un réseau d'agences de services sociaux et d'églises (et en leurs noms), le glanage de la nourriture, son transport, la sélection et la recommandation de clients. Tandis que nombre d'individus et de familles accèdent directement aux services de l'organisation, la banque alimentaire d'Edmonton est un entrepôt et un centre de référence pour un réseau de 100 agences, églises, soupes populaires et dépôts de nourriture pour la ville d'Edmonton et les alentours.

Selon Bencz, alors que dans les années 1980 le bien-être était relativement suffisant pour satisfaire les besoins des Canadiens, la situation a dramatiquement empiré au fil des années requérant une plus grande participation de la part des banques alimentaires.

Bencz met en avant certains dilemmes auxquels font face celles-ci :

1. Les aliments génétiquement modifiés – les banques recevant une grande quantité de nourriture de l'industrie (OGM), il est difficile d'engager une discussion sur ce problème ;
2. Les limites des banques alimentaires - le manque de ressources contrarie une partie du travail qu'elles peuvent faire ;
3. Les banques alimentaires peuvent fournir une légitimité à la discussion sur la sécurité alimentaire parce que le public comprend ce qu'elles font.

Ayant été nouvellement nommée présidente de l'ACBA, elle a expliqué l'importance de leur rôle dans le soulagement à court terme de la faim, mais également dans le fait qu'elles travaillent sur des solutions à long terme pour soulager la faim et diminuer la pauvreté.

### **Tendance à la hausse de l'utilisation des banques alimentaires au Canada**

La première banque alimentaire au Canada a été établie en 1981. Depuis ce temps, il y a eu une augmentation alarmante du nombre de personnes utilisant les banques alimentaires au Canada. En fait, le nombre d'individus requérant de la nourriture d'urgence de la part des banques alimentaires a augmenté pour atteindre 726,902 dans un mois donné (mars 2000). Le nombre d'utilisateurs a pratiquement doublé depuis 1989. L'augmentation de l'usage n'a cessé depuis cette période. Actuellement pas moins de 615 banques alimentaires et 2213 agences/programmes d'assistance en alimentation additionnelles opèrent au Canada (1) pour tenter de répondre à l'augmentation de la demande.

Source :

1. Wilson, B., Steinman, C. (2000) HungerCount 2000 : Canada's Annual Survey of Emergency Food programs.

Comment nous nourrissons les gens : la perspective des Premières Nations  
**Herb Naziel**, Chef des samooh, chef héritier du clan des Gil\_seyhu (Grande grenouille)

---

« Nous sommes troublés par les problèmes continuels de santé physique, mentale et émotionnelle et la dépression sociale qui accablent les peuples autochtones. »

Suite à la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996, laquelle a livré un document sur la dégradation de la santé ainsi que sur la dégradation physique et mentale continue de ces peuples, Herb Naziel a établi une liste des problèmes auxquels font encore face les Autochtones du Canada : des taux de chômage dans les deux chiffres ; de nombreuses familles vivant sous le seuil de pauvreté ; de pauvres conditions de vie ; le racisme et une faible estime de soi.

Outre ces problèmes sociaux, les Autochtones font face à un grand nombre de défis économiques et environnementaux comme la perte de leurs terres, de l'eau non potable, les pesticides et la pollution, les restrictions sur les activités traditionnelles de pêche, de chasse et de trappe, la perte de leur culture et de leur savoir traditionnel sur les plantes médicinales ainsi que la perte de leur industrie.

Dû au fait que la grande majorité des réserves sont localisées dans des régions rurales ou éloignées, les difficultés de transport qui en résultent donnent lieu à une nourriture ayant un coût élevé et de ce fait augmentent les risques d'insécurité alimentaire.

Naziel a mentionné des programmes que le peuple Wet=suwet=en de Moricetown, C-B, ont adoptés pour venir à bout de l'insécurité alimentaire, incluant *Healthy babies*, les cuisines communautaires et les jardins communautaires. Ces activités visent des solutions simples pour promouvoir des programmes durables, faire pression sur le Gouvernement, développer des stratégies régionales et parvenir à la sécurité alimentaire à l'aide de la sensibilisation du public.

**L'insécurité alimentaire au sein des populations autochtones**

Les populations autochtones sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire au Canada. De plus faibles revenus et de plus hauts taux de chômage dans ces populations semblent être les principaux responsables de ce problème. Les données du recensement de 1996 ont montré que leur taux de chômage était le double de celui de la population générale (20% contre 10%). De plus, le revenu moyen des Autochtones ne vivant pas dans une réserve était de 34 % sous la moyenne nationale (\$26,474 contre \$17,382). Le revenu moyen des Autochtones vivant dans une réserve était encore plus faible soit \$14,055. Les chiffres montrent également que 44% de la population autochtone ne vivant pas dans une réserve se situent sous le seuil de pauvreté, comparé à 17.8% dans la population générale.

Source : Statistics Canada 1996 Census of Canada.

(<http://www.statcan.ca/start.html>)

Des communautés en santé : visions pour un système alimentaire durable  
**Cathleen Kneen**, BC Food Systems Network

---

« Sans fermiers, pas de nourriture. »

Cathleen Kneen a expliqué que Apour se débarrasser de la faim, nous devons examiner le contexte et la structure dans laquelle la faim subsiste.≡ Elle a mentionné certains de ces problèmes contextuels :

- X La désertion des campagnes et la réduction des aliments à leur valeur marchande pour les besoins de l'exportation
- X Le contrôle du système alimentaire par un petit nombre de groupes économiquement puissants
- X La non-reconnaissance que le bien-être individuel n'est pas le bien-être de la communauté
- X Les solutions minimalistes sont dominantes et elles ne fonctionnent pas.

Selon Kneen, l'objectif d'un système alimentaire durable est de fournir des aliments à la communauté. Les systèmes alimentaires, pour être durables, devraient être conçus pour répondre aux besoins des consommateurs, ne devraient pas engendrer de pertes et devraient satisfaire autant les producteurs que les consommateurs.

Elle soutient que les conditions à respecter pour une communauté en santé et en sécurité alimentaire incluent les suivantes :

#### **Le déclin de la population agricole au Canada**

Depuis 1941, le nombre des fermes au Canada a baissé de 732,800 à approximativement 276,500, en 1996. Durant cette même période, le nombre de personnes vivant dans les fermes au Canada a chuté considérablement passant de 3.2 millions à 851,400 personnes. En proportion de la population totale, le nombre de personnes vivant dans les fermes a diminué, passant de plus de un quart de la population totale du Canada en 1941 à seulement 3% de la population en 1996.

Source : Statistics Canada. 1996 Census of Agriculture: Final Report.  
(<http://www.statcan.ca/english/census96/agri.htm>)

1. Les fermiers doivent gagner leur vie de façon adéquate. À ce propos, elle a déclaré avec vigueur : « Si vous voulez avoir une agriculture durable, les fermiers doivent pouvoir gagner leur vie correctement. Nous ne pouvons pas exploiter les gens (les fermiers), de la même façon que nous exploitons le sol. »
2. La communauté rurale doit être sauvegardée. Elle requiert des infrastructures.
3. Réduire le contrôle des corporations sur les actions des fermiers (semences, etc.).
4. Faire de la recherche sur les techniques en agriculture durable.
5. Arrêter la pollution de l'environnement, incluant les graines génétiquement modifiées.

#### **Le défi fondamental de la sécurité alimentaire**

**Lise Bertrand**, Direction de la santé publique de Montréal-Centre, Québec

« La sécurité alimentaire, en tant que réalité multidimensionnelle, requiert une action intersectorielle et de ce fait, une approche gouvernementale plutôt que ministérielle. »

Lise Bertrand a mis en avant le fait que bâtir la sécurité alimentaire requiert d'abord la réduction des inégalités sociales en matière d'alimentation; dans le domaine de la santé publique, cet effort s'inscrit directement dans la réduction des inégalités de la santé. La Direction de la santé publique de Montréal-Centre a adopté cette orientation et a inscrit la sécurité alimentaire parmi ses actions prioritaires. Comme dans tous les grands centres urbains, a-t-elle expliqué, les personnes qui vivent dans les quartiers défavorisés sont moins bien desservies que l'ensemble de la population au point de vue de l'accessibilité géographique, de la variété et du coût des aliments. L'aménagement urbain y est davantage accessoire que prioritaire. Il va donc de soi

qu'avant de planifier des interventions éducatives pour des comportements de santé, il faut se préoccuper des facteurs qui font obstacle aux choix alimentaires.

Bertrand rappelle que les éléments qui font ou défont la sécurité alimentaire sont multiples et relèvent de divers niveaux de notre société. Ainsi, au niveau des individus, outre leur faible pouvoir d'achat, l'absence de compétences culinaires, la faible estime de soi, le coût du logement et les pressions sociales sont parmi les éléments qui s'additionnent dans l'insécurité alimentaire des ménages. Au niveau d'un groupe, d'un quartier ou d'une communauté, la sécurité alimentaire a trait autant au système de transport qu'au système de distribution alimentaire, aux équipements collectifs mis à la disposition des citoyens ( e.g. jardins) ou aux ressources d'entraide centrées sur la participation de la communauté aux décisions qui l'affectent, à l'exercice de son contrôle sur le système alimentaire. Au niveau de la société, a soutenu Bertrand, ce sont bien sûr les politiques qui affectent le plus l'état de la sécurité alimentaire, mais aussi les valeurs sociétales et la réciprocité entre celles-ci et les politiques. Les gouvernements doivent ainsi participer aux réflexions de la société sur les inégalités engendrées par leurs choix.

Si plusieurs types d'actions doivent être entreprises pour la sécurité alimentaire, il va sans dire que c'est par l'engagement d'une diversité d'acteurs dans un travail de partenariat et de complémentarité qu'elles seront le plus efficaces. On assiste à la formation d'instances intersectorielles telles le Conseil de la politique alimentaire de Toronto et le Groupe des Partenaires pour le développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal travaillant à des objectifs communs. Pour Bertrand, il importe que cette intersectorialité s'actualise aussi aux niveaux provincial et national. Nous demandons que dans son Plan d'action qu'il présentera à nouveau au SMA à Rome, le Canada fasse preuve d'une volonté politique nationale d'assurer la sécurité alimentaire de sa population et celle des autres pays. Jusqu'à maintenant, outre des énoncés ministériels, on ne voit pas les gestes concrets qui les accompagnent; on ne voit surtout pas la convergence des politiques en cours qui émanent des divers ministères. Le même type d'observation s'applique aux gouvernements provinciaux. Par exemple, au Québec, en juin, le ministère de la Solidarité sociale et de l'emploi rendait publiques des orientations pour la lutte à la pauvreté et pour la sécurité alimentaire, des mesures largement axées sur le don de repas aux enfants de milieux défavorisés; on n'a cependant pas annoncé de mesures pour les familles de ces enfants. Le ministère de la Santé et des services sociaux a récemment énoncé sa position sur la réduction des inégalités de la santé. On n'y lit aucune allusion à l'insécurité alimentaire, aucun lien avec les orientations du ministère de la Solidarité sociale ni d'ailleurs avec d'autres ministères. Cela est déplorable, et nous souhaitons inciter le Gouvernement du Canada à exercer un réel leadership à l'égard de ces observations.

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire énonce des priorités intéressantes mais dans un contexte macro économique de production et de commerce des aliments. Nous demandons au Gouvernement du Canada d'exercer une prudence à l'égard des intérêts financiers de la méga industrie qu'est celle de l'alimentation. La recherche ne doit pas être axée uniquement sur l'augmentation de la production alimentaire mais avant tout sur la protection à long terme de la capacité des sols de produire. La protection de la production agricole de petite échelle est essentielle à notre avis pour mettre un frein à l'emprise commerciale internationale sur l'autonomie alimentaire des populations. Enfin nous préconisons un soutien privilégié aux initiatives locales qui permettent l'accessibilité à la diversité alimentaire en même temps que le contrôle des communautés locales de leur économie alimentaire.

Bertrand termine en soulignant que la transparence dans les prises de décisions et la sensibilisation aux divers enjeux liés à la sécurité alimentaire ne peuvent prendre forme que par une libre circulation de l'information.

## 6.2 Panel de discussion :

### Organisation de la société civile pour la sécurité alimentaire (15h00-16h30)

Président : **Marian Lucas Jefferies**

PWRDF du diocèse de Fredericton, Fredericton, Nouveau Brunswick

---

Dans cette session, des participants venus de différentes régions du Canada ont fait part de leurs expériences en matière de sécurité alimentaire. La session a été conclue par les questions et commentaires de l'auditoire.

Établir un réseau de sécurité alimentaire « sur le roc »

**Annette Stapenhorst**, Coalition en matière de sécurité alimentaire de Terre-Neuve  
St. John's, Terre-neuve

---

Annette Stapenhorst a déclaré que le Plan d'action était un document très important à Terre-Neuve et au Labrador, fournissant une légitimité à la formation d'un réseau en matière de sécurité alimentaire. Ceci a été crucial puisque le contexte d'approvisionnement de la nourriture a changé dramatiquement cette dernière décennie. « Nos communautés rurales ne tirent plus majoritairement leurs ressources de la pêche, même si ces ressources représentaient la raison pour laquelle la majorité des personnes s'installaient à Terre-Neuve et au Labrador. » Nous avons, a-t-elle dit, des problèmes majeurs d'insécurité alimentaire dans notre communauté rurale, et nous sommes face à une transition culturelle qui diminue réellement les valeurs de l'autosuffisance.

#### **L'alimentation et le fléchissement du nombre des morues du Nord**

Les habitants de Terre-neuve ont perdu une de leur principale source de protéines avec le fléchissement du nombre des morues dans le Nord et le subséquent moratoire en cours depuis 1992. La pêche à la morue était le pivot de la culture et de l'économie ; elle générait 70% des emplois sur l'île de la côte nord-est. Les changements technologiques tels que l'arrivée de l'industrie des chalutiers congélateurs permis par le ministère fédéral des pêches et des océans ont mis fin à la pêche à petite échelle qui subsistait depuis des siècles. Le moratoire a provoqué la perte de 40,000 emplois, ainsi que celle d'emplois secondaires; 65% du total des emplois perdus étaient localisés à Terre-Neuve et au Labrador. La Nouvelle-Écosse et l'Est du Québec ont aussi été affectés, comme l'ont été l'Île du Prince Édward et le Nouveau Brunswick à moindre degrés. De fait, la région rurale de Terre-Neuve a souffert d'une émigration massive ; la Great Northern Peninsula a perdu 11% de sa population dans une période de trois ans suivant le moratoire, et le chômage parmi ceux qui sont restés continue d'être très élevé.

Source : Statistics Canada, Newfoundland Statistics Agency.

For a good history of the fishery and its closure, see

<http://artcicircle.uconn.edu/NatResources/cod/mckay-html>

En 1998, le groupe des Diététistes en action a réclamé la formation d'un réseau sur la sécurité alimentaire à Terre-Neuve, coïncidant avec la publication du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire. Un ensemble d'autres événements ont eu lieu et qui ont réuni les gens (les

églises, la santé publique, les activistes sociaux, etc.). Soudainement, les gens se sont demandés : qu'est ce que la sécurité alimentaire ? Le Plan d'action du Canada a aidé à légitimer ce problème. Nous avons été capables d'insérer le problème de l'insécurité alimentaire dans nos discussions, a-t-elle dit. Les indicateurs de la sécurité alimentaire ont été forcés d'être pris en compte au sein des activités du Gouvernement et ils ont facilité une perspective interdépartementale à l'intérieur du Gouvernement en ce qui a trait aux politiques alimentaires. Elle a conclu avec cet appel émouvant : «quelques personnes travaillant ensemble peuvent apporter des changements.»

**Le réseau national de lutte contre la pauvreté**  
**David Northcott, Winnipeg Harvest, Manitoba**

« La faim n'est pas liée à la pauvreté, elle est liée au pouvoir. »

David Northcott, en tant que représentant de la société civile canadienne au SMA/CAA, a parlé de son expérience dans l'organisation d'un réseau national de lutte contre la pauvreté. Il a développé l'argument selon lequel le commerce, le gouvernement et la société civile doivent travailler en commun ; en effet, ils ne peuvent pas opérer de façon isolée. Il a suggéré que, pour être de bons partisans de la sécurité alimentaire, nous devons remettre en question trois comportements courants :

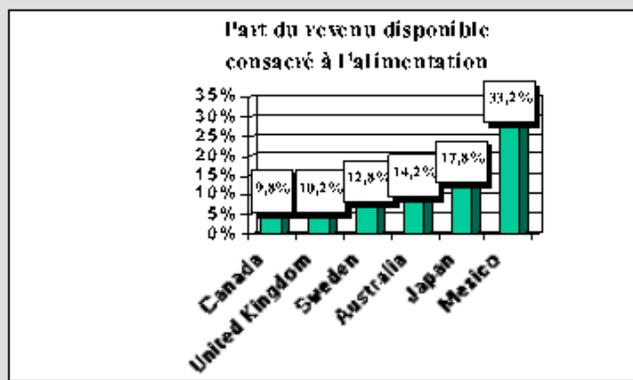
- X L'individualisme, qu'il appelle le « John Wayne » ;
- X La sensation qu'une existence polie et gentille apporte de justes récompenses ;
- X La perception selon laquelle la faim et la pauvreté ne sont pas des problèmes sérieux au Canada.

Nos pouvoirs, a-t-il expliqué, sont :

- X Le pouvoir financier- les consommateurs peuvent avoir un énorme impact. Le défi est de les réunir ensemble ;
- X Le pouvoir politique - les communautés populaires ont du pouvoir ;
- X Le pouvoir du peuple - tous les secteurs (commerce, gouvernement, etc.) opèrent en voisins là où les gens vivent ;
- X Le savoir – l'instruction universitaire et le savoir acquis durant la vie sont tout aussi valables ;
- X Le pouvoir des médias - nous avons le pouvoir de communiquer ;
- X L'esprit - le sentiment qu'ensemble nous pouvons changer le monde.

**Revenu disponible et alimentation**

Les canadiens dépensent une part relativement faible de leur revenu (9,8%) pour l'alimentation en comparaison avec d'autres pays dans le monde (voir le graphique ci-dessous)



Source : Agriculture and agri-food Canada, Facts on Food Freedom Day.

( <http://www.cfa-fca.ca/n01feb02.htm> )

Notre succès, a déclaré Northcott, dépend de notre capacité à utiliser ces pouvoirs efficacement pour faire la différence.

### Une approche « chaordique » de l'établissement d'une coalition **Herb Barbolet, Farm Folk / City Folk, Vancouver, C-B**

---

«L'alimentation est une merveilleuse métaphore. Ce qui se passe au niveau du système alimentaire est exactement ce qui arrive au niveau de tant d'autres domaines : celui des systèmes d'éducation, des systèmes religieux et dans tous les autres en termes de tendances à grande échelle», a prétendu Herb Barbolet.

D'après l'expérience de l'organisme Farm Folk / City Folk, créé il y a huit ans, il a revendiqué le fait que l'organisation d'un réseau pour la sécurité alimentaire signifie un emploi à la fois de l'ordre et du chaos, qu'il résume à un Amodèle chaordique≡. Ceci signifie la création d'un réseau fait à partir de liaisons et de collaboration avec diverses organisations.

Les gens allant au supermarché et voyant tout cet incroyable approvisionnement de nourriture qu'ils pensent être de haute qualité... en grande quantité ... ils se disent qu'il n'y a pas de problèmes. Et ce que nous leur répondons, c'est qu'il y a des gens qui actuellement ont faim et que nous sommes tous en danger, nous sommes tous menacés par l'insécurité alimentaire ; ce que nous avons à faire c'est « re démocratiser » le système alimentaire. ≡

#### **Les organisations de politique alimentaire**

Les organisations de politique alimentaire (OPA) sont des coalitions, des réseaux ou des conseils qui recourent à des initiatives politiques pour faire établir des systèmes alimentaires en faveur de la santé communautaire. Une caractéristique commune des OPA est qu'ils sont des groupes composés de représentants de divers secteurs et/ou organisations qui sont liés directement au système alimentaire. Ces divers groupes d'intérêts travaillent ensemble pour faciliter l'établissement d'une infrastructure basée sur la communauté et qui soutient la sécurité alimentaire. Le développement de politiques en matière d'alimentation et/ou les efforts mis en place pour changer les politiques existantes qui sont inadéquates représentent le cœur du processus. Les conseils pour une politique alimentaire sont quelques peu différents des coalitions et des réseaux dans le sens où ils sont sanctionnés par le Gouvernement et ont généralement au moins une agence gouvernementale qui leur est associée. Les coalitions et les réseaux pour une politique alimentaire n'ont pas forcément un représentant du Gouvernement. Le nombre d'OPA au Canada grandit en même temps qu'il devient évident qu'une solide politique alimentaire est cruciale pour l'établissement de la sécurité alimentaire au sein des communautés canadiennes.

Barbolet en a conclu que la plaidoirie pour la sécurité alimentaire doit rejoindre un large public. A Toutes les personnes opposées à la mondialisation et à la concentration des corporations et des régimes du commerce ; tous ceux qui sont opposés à l'absence de sacré, à la perte du spirituel et la « commodification » de toutes les choses de la vie, sont de notre côté.≡

### Construction d'un mouvement local sur la sécurité alimentaire **Debbie Field, Foodshare, Toronto, Ontario**

---

Debbie Field a parlé de son expérience personnelle en tant que militante et organisatrice communautaire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et a fait part de son expérience de réseautage avec le *Toronto Food and Hunger Action Committee*. Elle a défendu le fait que la démarche pourrait servir de modèle au niveau fédéral. AEn 1996, nous avons créé « *HungerWatch* » et avons fait part de nos inquiétudes au gouvernement municipal concernant la sécurité alimentaire. Suite à nos démarche, un comité comprenant cinq politiciens était formé (*The Toronto Food and Hunger Action Committee*) et mandaté par le Conseil de ville pour rédiger une charte d'alimentation (*Toronto's Food Charter*). Ce document est beaucoup plus clair que le plan d'action fédéral.≡

Selon Field, « cette approche met de l'avant de nouvelles stratégies d'intervention. Il faut réunir les représentants du Gouvernement sur ces problèmes et les forcer à écouter et à observer. La division des militants ne mène pas aux changements des orientations gouvernementales ».

Nous avons besoin qu'ils comprennent que :

- X La faim est créée dans une économie de marché où la nourriture est une denrée réduite à sa seule valeur marchande ;
- X Tous les problèmes de santé liés à l'alimentation ont un impact négatif significatif sur le système de santé ;
- X Nous devons nous pencher sur les causes structurelles des crises agricoles au Canada.

Field a suggéré qu'une ACommission royale sur l'alimentation≡ soit formée afin de se mettre à l'écoute des inquiétudes des canadiens d'un bout à l'autre du Canada. Cette façon de faire, pense-t-elle, serait utile pour informer le Gouvernement de l'étendue de l'insécurité alimentaire au Canada et mettra le public au courant des problèmes.

### **Questions et constats découlant du débat :**

#### ***Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire:***

- X Le Plan d'action a été très utile pour faire comprendre aux politiciens le concept de sécurité alimentaire ; le contenu peut ne pas être satisfaisant, mais il peut être un outil utile pour faire avancer le projet.

#### ***Rôle du Gouvernement :***

- X Comment croire que le Gouvernement fédéral peut faire quelque chose ?
- X Nous sommes épuisés par l'attitude du Gouvernement ; nous n'avons cessé de discuter et ce dernier ne veut rien entendre.
- X Le Gouvernement canadien va couramment aux rencontres internationales et il nie à chaque fois que la faim au niveau domestique existe. Cependant, il y a deux semaines à Rome (mai 2001), le Gouvernement canadien disait qu'il y avait des problèmes domestiques au Canada et qu'il s'engageait à réduire de moitié l'utilisation des banques alimentaires d'ici 2015.
- X Les statistiques montrent que beaucoup de personnes, en particulier les jeunes, ont perdu confiance dans le Gouvernement.
- X Le Gouvernement a perdu beaucoup de contrôle sur les corporations dans les accords de libre échange.
- X Comment pouvons nous rétablir la confiance envers le Gouvernement et inciter les gens à participer au processus parlementaire ?

- X Les rapports ont démontré le déclin des fermes familiales; le Gouvernement ne l'a pas pris en considération; un grand effort sur ce sujet a été mené en 1998 aux Etats-Unis, conduisant à des changements au sein du Département américain de l'agriculture (*USDA*).

***Rôle d'une commission royale sur la sécurité alimentaire :***

- X Il est nécessaire de créer des politiques alimentaires nationales : comment une commission royale peut-elle y contribuer ?
- X Un processus populaire ne force pas les politiciens à s'impliquer ; nous devons les forcer à regarder la réalité.
- X Trop de personnes ne savent rien de la sécurité alimentaire - une commission royale porterait une attention particulière à ce problème et ceci est favorable à l'éducation de la population.
- X Revenons sur la Commission populaire sur l'alimentation (CPA) (NDLR : la CPA a traversé le pays à la fin des années 1970 et a produit le rapport « Le pays du lait et de l'argent »).
- X Nous ne devons pas aller d'un côté ou de l'autre- nous devons tout faire- se servir des éléments utiles qui découlent de la CPA.
- X Les commissions royales échouent souvent.
- X Il est important d'avoir une présence nationale pour guider la Commission royale.
- X Une commission royale n'est pas suffisante - nous avons besoin d'un réseau national permanent

***En ce qui concerne l'organisation et la gestion du réseau :***

- X Maintenir à l'ordre du jour l'engagement concernant les moyens que nous allons employer pour ranimer au sein de tous, en particulier des jeunes, le désir de participer aux processus politiques ;
- X Nous devons nous servir de tous les courants possibles pour garder la sécurité alimentaire dans la ligne du courant dominant ; il ne faut pas seulement se concentrer sur l'alimentation ;
- X Le problème de la sécurité alimentaire a été suffisamment étudié, il est temps d'agir ;
- X Nous avons du pouvoir, nous avons seulement besoin de l'organiser et de l'utiliser à bon escient ;
- X L'objectif est la « re-démocratisation » du système alimentaire - nous devons nous engager dans le processus parlementaire ; la société civile ne peut avoir d'impact si elle ne s'implique pas dans le processus politique ;
- X Nous devons étudier les moyens d'améliorer la confiance du peuple envers le Gouvernement et de l'inciter à participer au processus parlementaire ;
- X L'organisation et l'unification rencontrent des difficultés, mais également des succès ; nous devons tirer les leçons de ces succès.

**6.3 Discours introductifs (18h00-20h00) :**

Présidé par : **Jennifer Welsh**

Centre d'études en sécurité alimentaire, Université Ryerson

**Bill Graham** au nom de

## l'Honorable Lyle Vanclief, ministre de Agriculture et Agroalimentaire Canada

Le député fédéral de Rosedale, Bill Graham, a lu un message de l'honorable Lyle Vanclief, ministre de Agriculture et Agroalimentaire Canada. Dans ce message destiné aux participants du congrès, Vanclief a affirmé que le Gouvernement fédéral attend avec impatience de pouvoir écouter les idées et les recommandations qui vont ressortir de ce congrès sur les moyens que peuvent employer le Canada et les Canadiens pour mieux contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire autant ici que dans l'ensemble du monde. Nous prendrons vraiment au sérieux les recommandations qui vont naître de ce congrès. ≡

Vanclief a déclaré que nous devons lutter contre les problèmes d'insécurité alimentaire aux niveaux local et mondial. Résoudre ces problèmes d'insécurité alimentaire concerne tout le monde; nous devons réunir le Gouvernement et les organismes communautaires. Trop de gens souffrent encore, en particulier les groupes vulnérables comme les enfants, les personnes âgées et les femmes; des stratégies sont requises à tous les niveaux pour s'occuper de la malnutrition. L'objectif du SMA était de réduire le nombre de mal nourris de moitié d'ici l'année 2015, c'est-à-dire passer de 800 millions à 400 millions. Cependant, d'après le taux actuel de réduction (8 millions par an), cet objectif ne sera pas atteint avant l'année 2030.

Le ministre a expliqué que ce congrès est une étape importante dans la préparation de la rencontre qui doit avoir lieu à Rome; les idées présentées ici sont importantes et vont influencer le rapport final qui sera adopté là-bas. Nous devons apprendre des autres pays. Le Canada fournit de la nourriture saine et fiable. Le secteur des fermiers canadiens a besoin d'une approche détaillée de la politique alimentaire et de la salubrité alimentaire: des régimes commerciaux multilatéraux, lesquels s'appuient sur des règles et éliminent les fausses subventions; l'acquisition de technologies; l'élimination des subventions en faveur de l'exportation, la recherche et la création de produits à valeur ajoutée et des aliments fonctionnels ≡ sont tous importants pour le maintien de nos fermes.

Nous devons nous concentrer également sur la sécurité alimentaire au Canada, en particulier sur l'alimentation appropriée des groupes vulnérables: familles à faible revenu, Premières Nations, enfants, personnes âgées, malades et sans domicile fixe.

**Pam McConnell**, conseillère, Ville de Toronto; Co-présidente, *Toronto Food Policy Council*; Co-présidente, *Task Force on Food and Hunger*

Pam McConnell a mis en avant le fait que la faim est un souci quotidien pour un trop grand nombre de gens au Canada, incluant la population de Toronto. Elle a mentionné qu'elle était venue à s'intéresser à la sécurité alimentaire par son travail avec les enfants, en étant une mère, un professeur, un fidéicommissaire, la présidente de la Commission scolaire de la région de Toronto et, plus récemment, en étant une conseillère municipale, représentant l'une des communautés les plus pauvres du pays. Les programmes de « dîner à l'école » (*School lunch*) ont représenté une part importante de son travail en tant que conseillère. Elle a dit que, dans le milieu des années 1980, il y avait eu beaucoup de réticences; les gens se demandaient si c'était vraiment la responsabilité de l'école de s'assurer que les enfants étaient adéquatement nourris pour apprendre. Ensuite les professeurs et les parents se sont impliqués. Les programmes

d'alimentation à l'école ont bourgeonné depuis les huit programmes servant quelques centaines d'enfants au début des années 1990 ; après moult difficultés, ce sont maintenant 53 000 enfants qui sont nourris quotidiennement le midi.

Pam McConnell a déclaré que le compte rendu national sur la pauvreté des enfants fournit des chiffres poignants : 36% des enfants vivent dans la pauvreté, 50 000 utilisent les banques alimentaires, 6 000 sont sans domicile, et 2000 parmi ces 6000 ont moins de 4 ans. « Une grande part du crédit revient à *HungerWatch* qui aide le Conseil municipal à comprendre ce que signifie la sécurité alimentaire ; qui justifie l'établissement, par la Ville, de programmes périnataux, de cuisines, de repas chauds, de dîners communautaires. ≅ La première étape selon Pam McConnell a été d'éduquer les services civils et les politiciens qui avaient besoin de voir et d'expérimenter le problème. Le *Task force on Food and Hunger* (Groupe de travail sur l'alimentation et la faim, formé de conseillers municipaux) a donc voyagé à travers la ville, guidé par les militants, afin de voir ce que le Gouvernement pouvait faire. Ces consultations ont offert de nouveaux aperçus au groupe de travail : le Département des parcs et de la récréation a réalisé qu'il pouvait aider les jardins communautaires et les dîners communautaires; le Département des travaux municipaux qu'il pouvait s'impliquer dans la réclamation d'aliments pour sauver de l'argent sur l'enfouissement des déchets.

Nous avons produit un rapport, *The Growing Season*, pour identifier des cibles d'intervention assorties d'engagements du personnel, des politiciens et des groupes communautaires ; nous avons insisté pour que la mise en place du personnel soit interdépartementale pour contrer les problèmes de la culture en silo entre les départements.

La conseillère McConnell a conclu qu'il était nécessaire que tous les niveaux du Gouvernement entreprennent un processus similaire à celui de la Ville de Toronto. « Nous pouvons tous devenir des défenseurs de la sécurité alimentaire... si les gouvernements pouvaient juste se mettre à la place des autres... cela pourrait faire la différence. »

### **Dianne Spearman, Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), Rome**

---

Dianne Spearman, une canadienne qui travaille actuellement pour le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, à Rome, a déclaré que « la faim chronique n'est pas prête de disparaître tant que nous ne travaillerons pas sur ce sujet collectivement, directement et sérieusement... l'aide alimentaire fait partie de cette solution. » En référence aux 40 années d'aide canadienne en faveur du PAM, Spearman a défendu le PAM comme étant une approche centrée sur les gens en vue de s'occuper d'une faim débilante, des désastres naturels et chroniques, et venir en aide auprès de ceux qui ont récemment dû fuir la violence et les familles vulnérables. Elle a déclaré que ceci était différent d'une approche politique de l'économie du commerce ou de l'import/export.

Le PAM a fourni l'équivalent de 1.5 milliards de dollars en 2000 pour l'aide à destination de 83 pays, incluant l'est du Timor, le Soudan, le Kosovo, la Serbie, l'Afghanistan, et l'Afrique de l'ouest. Une importante partie de la mission a été de promouvoir le développement. Selon Spearman, le PAM n'est pas un commerce d'aide gratuite : c'est seulement durant les phases de crise aiguë qu'est fournie la nourriture gratuitement aux familles et celles-ci acceptent de participer à certaines activités qui s'y rattachent.

« Ce que nous voyons sur le terrain défie la sagesse conventionnelle de la sécurité alimentaire a proclamé Spearman ». Nous pensons que la faim est causée par la pauvreté ; cependant nous avons également observé que la faim engendrait la pauvreté - elle sape l'initiative et produit des dommages sur la santé des enfants ; les difficultés à nourrir la famille ne laissent pas de temps pour les activités courantes de la vie, provoquant une alimentation encore plus déficiente ; la capacité de travailler est amoindrie ; moins de revenus rentrent lorsque le travail est compromis. À plus grande échelle, la faim a pour conséquence une trop grande utilisation de la terre, en particulier celles qui sont fragiles. Les nations les plus pauvres comme le Bangladesh sont marginalisées sur d'autres points : un faible taux de scolarisation, des problèmes au niveau de l'eau, des infrastructures déficientes, le manque de crédits et une extension de l'agriculture ; ils bénéficient faiblement de l'aide venue des programmes comme les banques ou les donateurs. Les fruits de la croissance économique n'atteignent pas ces personnes. »

Spearman a donné des exemples montrant la façon dont le PAM a apporté une aide à court terme en nourrissant des personnes et comment il s'est servi de la nourriture, couplée à des investissements dans l'infrastructure rurale à petite échelle, pour avoir des impacts à long terme. Elle a aussi mentionné le fait que le PAM a également appuyé l'alimentation de complément pour les enfants en bas âge.

**Charles Riemenschneider**, directeur, Organisation des Nations unies pour  
l'alimentation et l'agriculture (FAO), Amérique du Nord

---

« Combattre la faim n'est pas seulement un impératif moral... c'est aussi très  
clairement dans notre propre intérêt économique. »

Cette rencontre, a déclaré Charles Riemenschneider, est une composante clé de la rencontre qui aura lieu à Rome ; parvenir à une stratégie nord-américaine renforce la contribution au processus. Il a mentionné que 5 ans auparavant les dirigeants s'étaient mis d'accord pour réduire de moitié le nombre de gens souffrant de la faim d'ici 2015. Nous diminuons actuellement le nombre de 8 millions par an au lieu des 20 millions prévus, mais l'objectif visé peut être atteint même si certains pensent que c'est une cause perdue.

Riemenschneider a déclaré que les OSC étaient très importants parce qu'ils pouvaient travailler mondialement et régionalement. « Les dirigeants mettent un point d'honneur à la réduction de la pauvreté, mais la combattre requiert d'abord de lutter contre la faim. L'éducation et le développement agricole sont vraiment importants puisque 70% des pauvres du monde vivent dans les régions rurales. » Selon Riemenschneider, nous avons besoin de programmes durables et nous pouvons les réaliser en suscitant une croissance économique par le développement agricole. Il a conclu son exposé en recommandant aux OSC d'utiliser leur pouvoir pour mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires dans le but de réduire le niveau de faim.

**Sheela Basrur**, directeur de la santé publique, Ville de Toronto

---

Sheela Basrur a déclaré : A nous avons quand même une bonne nouvelle, et cette dernière est qu'il y a une reconnaissance grandissante du fait que la faim et l'insécurité alimentaire sont des

problèmes omniprésents qui sont systémiques à la société. C'est quelque chose que nous pouvons considérer comme étant un succès. Basur a mentionné qu'il y a énormément d'occasions pour des solutions créatives quand nous pouvons distinguer les causes à la source de la faim. Nous devons chercher des solutions à court et à long terme. Elle a expliqué qu'il est possible d'effectuer des changements sociaux et environnementaux quand nous avons des personnes sur place qui font un bon travail ; les gouvernements pourraient faciliter les actions communautaires ou seulement les laisser tranquilles. Elle a terminé son discours avec une pointe d'optimisme en disant qu'il y avait, pour les personnes travaillant dans divers départements, quantité d'occasions de se réunir et de faire tellement plus, en travaillant en partenariat et en faisant la démonstration de résultats tangibles.

---

### Questions et constats découlant du débat:

- X La libéralisation du commerce n'est pas une solution à l'insécurité alimentaire.
- X La position fédérale présente de nombreuses contradictions.
- X La valeur ajoutée n'est pas nécessairement favorable à la sécurité alimentaire.
- X Les engagements pour réduire l'insécurité alimentaire ont été mis en place dans les années 1980 et pourtant l'insécurité alimentaire continue de croître.
- X Comment pouvons nous rendre les succès, particulièrement ceux qui sont locaux, utilisables ?
- X Est-ce que le Canada et les Etats-Unis voient les problèmes liés à la sécurité alimentaire du même œil ?
- X Quelles sont les mesures concrètes prises par le FAO pour aider les personnes qui nous nourrissent - les fermiers ?

## 7. Ateliers

---

### 7.1 Atelier A. Le droit à l'alimentation et la justice sociale

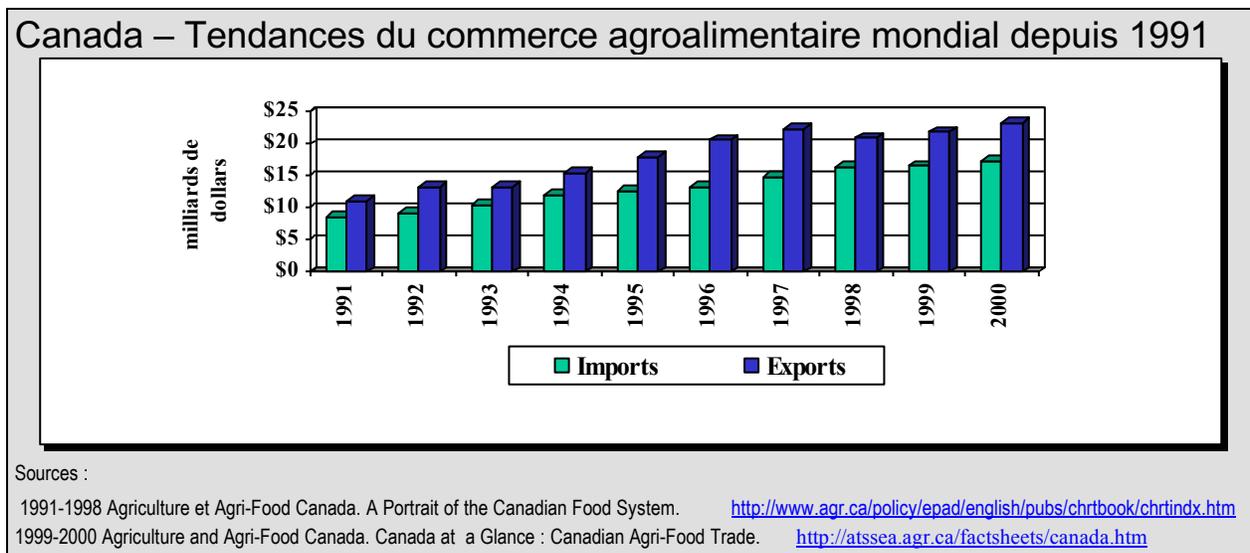
Modérateur : **Wayne Roberts**, Coordinateur, *Toronto Food Policy Council*

---

#### Toile de fond

Le droit à l'alimentation a été reconnu dans de nombreuses déclarations de l'ONU, incluant l'importante Convention internationale sur les droits économiques, culturels et sociaux. Le SMA de 1996 a été réclamé par la FAO dans le but de renouveler l'obligation et l'engagement de la communauté de mettre un terme à la faim, la plus flagrante violation du droit universel à se nourrir. Le Sommet a produit deux documents : la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Les deux réaffirment le principe historique de l'ONU sur le droit universel à se nourrir. L'objectif 7.4 du Plan d'action appelle les membres de l'ONU à clarifier le contenu du droit à une nourriture adéquate et le droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim et à « accorder une attention particulière à l'exécution et à la réalisation pleine et progressive de ce droit comme un moyen de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous. »

Depuis le Sommet de Rome, un certain nombre d'organisations internationales, plus particulièrement le *Food First Information and Action Network* (FIAN) (Réseau d'information et d'action pour le droit de se nourrir), une organisation indépendante de défense des droits de l'homme qui soutient le droit à l'alimentation, ont fait pression pour avoir un code de conduite international sur les droits de l'humain d'avoir une nourriture adéquate dans le but d'honorer l'objectif 7.4 du Plan d'action du SMA de 1996. Le FIAN prévoit que l'adoption de ce code volontaire fournirait des directives opérationnelles assez précises sur les significations légales et les engagements politiques qui devraient forcer les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux (les corporations multinationales, par exemple) à signer le code. Le FIAN a obtenu beaucoup de soutien pour cette campagne servant à préciser le droit à l'alimentation. Cette aide provient de nombreuses ONG qui ont joué un rôle important au cours du Sommet de 1996, venus d'un certain nombre de pays différents (l'Allemagne et la Norvège, par exemple) et du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ceci assure un certain profil aux problèmes reliés au droit à l'alimentation lors du SMA de 2001 (sic).



Les ONG ont joué un rôle crucial au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, et il est probable que leur prééminence augmente durant le Sommet de 2001 (sic). Les ONG ont déjà désigné le droit à l'alimentation comme étant un problème stratégique pour les rencontres qui auront lieu lors du prochain Sommet. Les ONG sont particulièrement vigilantes pour identifier aussi bien ce qu'il advient du droit à l'alimentation dans la tendance actuelle qu'ont les États-Unis et l'OMC à déréglementer le commerce, que la tendance prononcée des gouvernements des pays industrialisés à réduire les acquis sociaux qui ont traditionnellement protégé contre la pauvreté et la faim. La préparation de la participation des ONG en vue du prochain Sommet sera inévitablement marqué par le sentiment que nous avons perdu du terrain face à la faim, à la pauvreté et à l'appauvrissement des producteurs alimentaires depuis les retentissantes formulations de 1996. Le rassemblement de 2001 (sic) a déjà été nommé «le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après» (SMA/CAA), lequel servira probablement à souligner le mécontentement de ceux qui considèrent ces cinq ans comme des années perdues. Après cinq ans de perte de terrain, autant au niveau de la faim qu'au niveau de l'assurance des revenus aux producteurs alimentaires, après cinq ans marqués par d'innombrables protestations contre ce

commerce qui semble donner plus de droits aux corporations qu'aux personnes, il y aura peu de tolérance pour la rhétorique vide. Du même coup, cependant, il y aura un accroissement de l'intérêt pour encadrer le droit universel à l'alimentation dans les fondations des politiques domestiques, les relations internationales et les affaires commerciales conduites par les membres de l'ONU. Il est fort probable que le niveau d'appréciation des conséquences domestiques et internationales des déclarations sur le droit à l'alimentation soit sans précédent parmi les organisations communautaires au sein des délégations des ONG.

En dépit du niveau d'intérêt accru et de la passion pour donner une signification véritable au droit à l'alimentation, il est loin d'être acquis que le SMA/CAA acceptera un code de conduite traçant les grandes lignes d'obligations à respecter pour l'implantation de programmes en faveur du droit à l'alimentation. Le FAO lui-même est quelque peu circonspect quant à l'implantation de directives soutenant le droit à l'alimentation. Les États-Unis nient la réelle existence d'un droit de l'humain international à l'alimentation. De l'autre côté du spectre politique, les défenseurs d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales sont lassés d'adopter des déclarations de droits qui ne produisent que peu de rectificatifs d'actions. Beaucoup de partisans de la sécurité alimentaire s'inquiètent du fait que parler du droit à l'alimentation voile la compréhension du public sur les problèmes réels qui se cachent derrière la sécurité alimentaire, et de ce fait diminue, au lieu d'augmenter, le dynamisme politique des campagnes en faveur de la sécurité alimentaire ; les activistes des ONG croient que formuler la question d'alimentation comme une question de droit encourage A les discours ≡ individualistes et légalistes, lesquels sapent les campagnes politiques et communautaires.

Les personnes qui prennent part au congrès « **Travailler ensemble...** » ont compris la nécessité de répondre intelligemment à ce débat mondial. Un atelier d'une journée a traité exclusivement de ce sujet. Un soin particulier a été apporté aux choix des participants qui étaient préoccupés par les implications pratiques et théoriques des différentes approches visant à reconnaître le droit à l'alimentation. Trois objectifs ont été établis durant les ateliers : 1) instruire les militants canadiens de la sécurité alimentaire sur les avantages et les désavantages d'une approche de la sécurité alimentaire juridique ou basée sur les droits de l'humain; 2) fournir des conseils sur les politiques aux représentants des ONG canadiennes pour le prochain Sommet à Rome ; et 3) informer la délégation du Gouvernement canadien qui sera présente au Sommet à Rome sur les points de vue d'un ensemble représentatif de chefs de file en sécurité alimentaire qui ont acquis de l'expérience dans un éventail de projets de lutte contre la faim.

---

### **Débat sur le droit à l'alimentation**

Elaine Power, candidate au doctorat dans le domaine de la nutrition communautaire à l'Université de Toronto et conseillère respectée par de nombreux chefs de file en sécurité alimentaire et groupes de lutte contre la pauvreté à Toronto, a ouvert son argumentation en rappelant la difficulté qu'elle avait à présenter la sécurité alimentaire comme un problème de droit. Elle s'est inquiétée du fait que le combat pour le droit à l'alimentation puisse ne pas être la façon la plus stratégique d'utiliser les ressources limitées du mouvement, mais elle était ouverte aux arguments pouvant la convaincre du contraire ; elle a demandé à s'adresser en premier sans être interrompue pour qu'ensuite ceux qui seraient en désaccord avec ses propos puissent répondre amplement à sa critique.

Power identifie un certain nombre de caractères récurrents aussi bien au niveau de la signification précise que du contexte général des droits à l'alimentation. Qui, quoi, où, quand et comment décider ce que signifie le droit à l'alimentation ? Est-ce que la distribution d'aliments des banques alimentaires satisfait le droit à l'alimentation ? Et comment ce droit est-il imposé ? La mise en vigueur est assez simple lorsqu'il s'agit du droit de parler librement ou du droit à l'égalité entre les sexes parce que si quelqu'un peut délibérément nier que ce droit puisse être accordé, les faits historiques peuvent être invoqués et un jugement peut être formulé. Ce n'est pas aussi facile lorsqu'on aborde le droit à l'alimentation, lequel a souvent été nié comme résultant du système, souvent invisiblement lié au système, aux structures et aux politiques, et rarement nié comme un acte spécifique ou résultat d'abus personnels. Le système juridique n'étant pas bien adapté pour répondre aux problèmes systémiques comme la faim, le droit à l'alimentation peut avoir une signification dont la légitimité peut être remise en question, a affirmé Power. En supposant que les organismes de sécurité alimentaire, suite à un effort légitime, puissent mobiliser les ressources suffisantes pour accuser le Gouvernement de nier le droit à l'alimentation, ils vont avoir du mal à faire accepter les changements à la cour étant donné que les individus sont jugés comme acteurs de leur propre destin.

Power met en avant le fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU en 1948 et sa Convention sur les droits économique, culturel et social de 1996 considèrent le droit à l'alimentation comme faisant partie d'un ensemble qui inclue l'habillement, le logement et les soins médicaux ; le droit à l'alimentation, en d'autres termes, est juste conditionné à un modèle de vie considéré comme adéquat, et il n'a pas été isolé comme droit spécifique qui constituerait à lui seul une entité. L'approche de l'ONU se vérifie chez les personnes qui souffrent actuellement de la faim de façon chronique, a fait remarquer Power. Par exemple, ils payent habituellement le loyer avant de nourrir les enfants, particulièrement dans les villes comme Toronto, dans lesquelles les loyers sont très chers et où l'hiver est très froid. Il paraît donc insensé de se concentrer sur un droit en l'isolant d'un large éventail de besoins fondamentaux. D'autre part, les personnes qui exercent leur droit à l'alimentation peuvent ne pas faire de même quant à leur droit à se loger, ce qui est également très grave. Mme Power a cité de nombreux auteurs qui croient que réduire le problème d'insécurité du revenu et d'inégalité à une seule question comme celle de l'alimentation risque de banaliser les difficultés et les dilemmes auxquels font face les gens souffrant de pauvreté –c'est loin de leur remonter le moral et de leur donner les moyens de s'émanciper.

Power croit, tout comme les critiques de la Charte canadienne des droits, que ces discussions concernant la pauvreté et la faim font partie du domaine politique, pas de celui des cours, et qu'elles ont besoin d'être informées du contexte de nos responsabilités civiques envers chacun, et pas seulement nos droits individuels devant la loi. Le respect d'autrui nécessite plus que celui des droits en tant qu'individu, dit Power, et le moyen d'atteindre ce respect n'est pas nécessairement amélioré par la légalisation des problèmes de politique sociale.

Graham Riches, qui est un professeur en travail social de l'Université de Colombie Britannique et qui a travaillé sur la faim et la politique alimentaire au Canada, a présenté un point de vue opposé. Le Canada a déjà signé les déclarations concernant le droit à l'alimentation, a dit Riches. La question est : qu'est ce qu'il signifie, et comment peut-il être utilisé par les partisans de la sécurité alimentaire pour faire avancer les mesures dans ce domaine ?

Pour Riches, le droit à l'alimentation n'est pas un droit qui existe de façon isolée ; au contraire, c'est un dossier commun regroupant une variété de difficultés qui va de la durabilité des systèmes alimentaires, à la protection de l'environnement et à une distribution équitable. Le droit à l'alimentation est aussi fondamentalement un droit relatif à la société et à la communauté, et non pas un droit individuel, a expliqué Riches. Revendiquer le droit à l'alimentation renforce le droit des communautés et des gouvernements à traiter les besoins humains comme une priorité qui passe avant le droit des affaires commerciales, des marchés et des corporations ; de ce fait, la définition des objectifs de la communauté se base sur le fait que les droits de l'homme sont des droits collectifs, tandis que les partisans du marché posent comme prémisse que les droits sont exclusivement basés sur l'individu.

Riches est favorable à une approche considérant l'alimentation comme un droit, précisément parce qu'il veut politiser la discussion du public sur la pauvreté et la faim. Parler de l'alimentation comme étant un droit constitue juste un moyen pour inciter le public à débattre, a-t-il dit, c'est également un bon moyen de maintenir les politiciens sous pression : ils ont, après tout, signé ces déclarations ; pourquoi est ce qu'ils n'honoreraient pas leurs engagements et pourquoi ne devraient-ils pas être tenus responsables de leurs promesses ?

Tandis qu'ils exprimaient leurs différences face à l'utilisation du langage du « droit » comme une stratégie efficace pour la sécurité alimentaire, Power et Riches ont exprimé leur accord concernant le principe selon lequel l'élimination de la faim est une priorité. Ces derniers attachent une même importance au processus politique et encouragent le traitement des problèmes concernant les politiques publiques à travers le processus démocratique d'élection et d'influence des politiciens, pas par l'imposition de vues par le système juridique. De plus, ils considèrent le droit à l'alimentation comme un éventail de droits liés à la qualité et au niveau de vie, et le droit à l'alimentation comme un droit qui doit satisfaire les communautés, et non pas seulement les individus.

Don Buckingham, professeur à l'Université d'Ottawa à la Faculté de droit a présenté une défense de la notion du droit à l'alimentation selon un point de vue légal. Le droit à l'alimentation a été identifié par la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU en 1948, un legs du discours dit des « quatre libertés » du Président Roosevelt en 1941 et incluant le « droit d'être libéré du besoin » ; un discours qui a inspiré les nations alliées durant la Seconde Guerre Mondiale. Cependant, Buckingham a noté que cette déclaration n'a pas été appuyée par les états membres. Quand est venu le temps de créer des liens pour unir les gouvernements nationaux à un traité international, la guerre froide a laissé le droit à l'alimentation de côté. Les infaillibles et indivisibles droits sociaux et civils énumérés dans la Déclaration universelle furent séparés à cause de la Guerre froide ; le « *First World* » a soutenu la Convention internationale sur les droits politiques et civiques de 1996, lequel comportait les droits individuels et les libertés célébrés par le A monde libre ≅, tandis que le « *Second World* » ≅ a soutenu la Convention internationale sur les droits culturels, sociaux et économiques, laquelle souligne les limites de la A démocratie bourgeoise ≅.

Cette rupture entre les droits civils et sociaux a été seulement en partie résolue par le dégel de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, a fait remarquer Buckingham. Le legs de ce désordre bipolaire subsiste en partie parce que la fin de la guerre froide coïncide avec d'autres idées et stéréotypes concernant différentes sortes de droits. De nombreux théoriciens sur ce sujet, par exemple, pensaient que certains droits étaient A négatifs ≅ et donc bon marché et faciles à

mettre en application (e.e., tout ce que le gouvernement a à faire, c'est de restreindre son intervention dans la limite du droit à la libre expression). Par contre, les droits sociaux, culturels et économiques ont été considérés comme étant A positifs  $\cong$  et ont imposé des obligations proactives et onéreuses. Buckingham remarque que cette division entre des droits bon marché et les droits onéreux ne correspond pas à la réalité. Par exemple, l'établissement de systèmes de justice garantissant le droit à un jugement juste n'a pas été bon marché, tandis que la reconnaissance de quelques droits culturels pourrait contraindre le gouvernement à arrêter certaines pratiques discriminatoires. Négatif et positif, bon marché et onéreux, ne sont pas des termes qui décrivent la réalité des droits. Cependant, le pouvoir de ces stéréotypes légaux a retardé le développement et le soutien au droit à l'alimentation, a expliqué Buckingham.

Des progrès ont été faits depuis les années 1990 dans la mise du droit à l'alimentation sur la table des organisations nationales et internationales. Le SMA de 1996 a affirmé le droit à l'alimentation, et le Plan d'action subséquent (le 61<sup>ème</sup> paragraphe) a demandé au Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de définir plus précisément ce droit et de proposer des moyens de le mettre en application. Le comité de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels a approuvé l'observation générale No 12 sur le droit à une alimentation adéquate en réponse au Plan d'action du SMA. Ce commentaire rétablit l'entente originale de l'ONU concernant les droits indivisibles. Il explique que le « droit à une alimentation adéquate est lié à la dignité inhérente de la personne et est indispensable pour l'accomplissement des autres droits de l'homme ». La réalisation du droit à l'alimentation adéquate est « indissociable de la justice sociale » et « exige des politiques économiques, environnementales et sociales appropriées, visant à l'élimination de la pauvreté et à la satisfaction des besoins essentiels ».

Buckingham tente de soutenir ce nouveau dialogue autour des droits sur l'alimentation. Les approches basées sur ces droits font écho chez les Canadiens qui sont familiers avec le langage des droits. Les appels basés sur ces droits ont une plus grande pertinence dans une ère où les États et les traités commerciaux définissent les droits étendus des corporations et des propriétés privées. Si les droits de l'homme ne sont pas définis avec vigueur et précision, les droits accordés au peuple vont inévitablement en souffrir. Buckingham a continué en disant qu'une approche basée sur ces droits fournit aux défenseurs de la faim et de la pauvreté un levier important dans leurs efforts politiques. Buckingham a suggéré qu'une campagne en vue d'exiger des politiques provinciales d'alimentation et de nutrition, et en particulier des politiques respectant les besoins de base des hommes et les droits à l'alimentation est juste un exemple de ce qui est possible et opportun. De même, Buckingham a maintenu que les débats sur les droits de l'homme qui ont priorité sur les droits à la propriété et ceux du commerce dans les accords internationaux méritent de percer dans les débats publics autour des affaires commerciales. Mais il est vrai que si ce droit doit prendre de l'importance, a-t-il dit, les défenseurs doivent apprendre à protéger ce droit et à développer des mesures pour guider sa mise en place, incluant des procès qui contestent les politiques du Gouvernement qui ne respectent pas les obligations internationales auxquelles a pourtant souscrit le Canada.

## Conclusions :

Tout au long de la journée, l'atelier a donné lieu à plusieurs panels et a fourni à chacun l'occasion de participer aux débats. Mais, à ce point-ci, l'attention s'est tournée sur l'objectif majeur de cet atelier et des autres : la préparation d'une liste de recommandations pour les sessions plénières. Les recommandations ont été regroupées en trois catégories : les recommandations pour nous-mêmes (les partisans de la sécurité alimentaire), les recommandations pour le Gouvernement canadien, et les recommandations pour la délégation canadienne des ONG pour le prochain Sommet mondial de l'alimentation (SMA/CAA). En fin d'après-midi, il a semblé y avoir un accord commun sur ce qui suit :

Recommandations pour les partisans de la sécurité alimentaire représentés au congrès « **Travailler ensemble ...** » :

- X Promouvoir le droit à l'alimentation dans la tradition des droits indivisibles accompagnée d'une attention spéciale pour les besoins, les droits et les sensibilités des divers groupes supportant la sécurité alimentaire.
- X Maintenir des liens grâce à une liste de distribution électronique et des projets communs, comme les rencontres honorant la Journée mondiale de l'alimentation et comme les campagnes pour aller chercher l'appui des départements municipaux de santé publique et les directeurs de la santé publique dans le développement et la mise en œuvre de chartes comme celle de Toronto.

Recommandations au Gouvernement canadien et à sa délégation au SMA/CAA :

- X Développer une politique alimentaire détaillée et holistique à l'échelle gouvernementale (non pas fragmentaire ou par ministère).
- X Guider les besoins en sécurité alimentaire, passer en revue les normes d'assistance sociale au regard du droit à l'alimentation, imposer des normes minimales favorables au respect du droit à l'alimentation.
- X Soit exclure la sécurité alimentaire de toutes les négociations commerciales (comme il est fait pour la culture) ou protéger la sécurité alimentaire dans les accords commerciaux.

Recommandations pour la délégation canadienne des ONG au SMA/CAA :

- X Insister sur l'inclusion de dimensions culturelle, sociale et écologique - pas seulement physiologique et biologique - de la sécurité alimentaire et du droit à l'alimentation.
- X Établir des réseaux d'éducation mutuelle, de support et de solidarité au sein des ONG internationales sur des problèmes comme les besoins des femmes et ceux des Autochtones, les droits à la sécurité alimentaire et les moyens d'allier les besoins des producteurs alimentaires à ceux des consommateurs.

## 7.2 Atelier B. Une agriculture et des systèmes alimentaires durables

Modérateur : Rod MacRae, Centre d'études en sécurité alimentaire, Université Ryerson

---

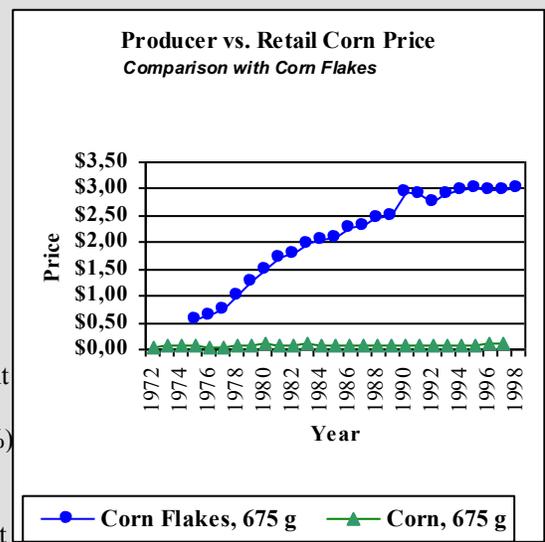
Cet atelier a été conçu pour livrer des recommandations concrètes qui s'appuieraient sur celles contenues dans le Plan d'action du Canada sur la sécurité alimentaire. Les questions posées incluent : Qu'est qui doit se passer pour faire de ce Plan d'action une réalité ? Qu'est-ce qui a été oublié dans le Plan d'action qui pourrait être favorable à des systèmes agricoles et

alimentaires durables ? Quelles sont dix initiatives concrètes pouvant être implantées par les gouvernements et la société civile qui pourraient réellement faire avancer l'adoption d'une agriculture durable au Canada ? Et qu'est ce qui doit être fait pour les faire avancer ?

Quatre panélistes ont mené la séance, chacun identifiant trois initiatives concrètes de politiques et programmes impliquant le Gouvernement et la société civile qu'ils croient pouvoir faire avancer l'adoption de systèmes durables. Nombre de ces initiatives étaient basées sur des succès actuels, d'autres n'ont jusqu'à maintenant jamais été essayées. En présentant chacun leurs trois initiatives, ils ont fourni une brève mais riche vue d'ensemble, seulement partiellement rendue dans les résumés ci-dessous, des conditions à la base du problème et ce qui peut être résolu par la prise en compte de leurs propositions.

### L'élargissement du fossé entre les prix des producteurs et ceux de la vente au détail

Un élargissement du fossé entre les prix de vente des producteurs et ceux des détaillants se produit pour certains aliments, notamment ceux de la culture céréalière (e.g., maïs, blé). Deux considérations majeures sont exprimées à travers cette tendance. La première est que les fermiers gagnent de moins en moins d'argent pour leurs denrées, proportionnellement au prix moyen de vente au détail. Ceci peut-être vu comme une menace aux revenus des producteurs. Ce qui est illustré dans le graphique à droite est une comparaison entre le prix de vente moyen du maïs effectué par les fermiers et celui du prix au détail des Corn Flakes. Bien que le prix au détail des Corn Flakes ait considérablement augmenté (451%) de 1975 à 1998, le prix obtenu par les fermiers pour le maïs a seulement légèrement augmenté (143%) durant la même période. La deuxième considération est que les consommateurs payent des prix beaucoup trop élevés pour certains types d'aliments (i.e., traités/transformés) relativement au prix initial de vente des fermiers. Par exemple, le prix au détail de 675g de Corn Flakes en 1998 (\$3.03) est 3030% plus cher que le prix de vente des fermiers pour 675g de maïs (\$0.10). Il est évident qu'une telle différence entre le coût de production des aliments et le prix que les consommateurs payent par la suite, est insensée.



Source : Martz D., Moellenbeck, W. (2000) *The Family Farm in Question : Compare the Share Revisited*.

<http://www.stpeters.sk.ca/crse/prod01.htm>

Abra Brynne, animatrice au sein de *Action for Food Security in BC*, était particulièrement préoccupée par la lutte que représente le maintien des fermes viables et le maintien des communautés rurales, particulièrement dans certaines régions du pays perçues par les décideurs comme étant en dehors du courant principal de l'agriculture et du commerce alimentaire mondial. Elle a raconté l'histoire de personnes importantes de sa communauté qui apportent une contribution clé à la communauté mais qui sont pénalisées par les systèmes qui ne reconnaissent pas leur valeur. Elle a souligné les défis de l'établissement d'un marché alimentaire local et de la mise en place de nouvelles structures ainsi que des nouveaux rapports pour la protection de l'alimentation locale. Les fermiers doivent s'impliquer, pense-t-elle, avec les consommateurs dans le but de les aider à construire une meilleure compréhension de l'agriculture et de

l'alimentation. A Nous devons redresser le manque de valeur que les gens confèrent à l'alimentation ≡.

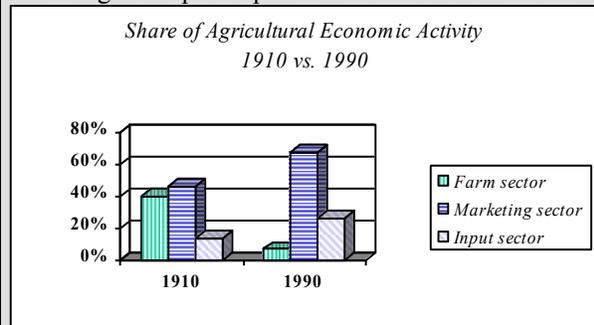
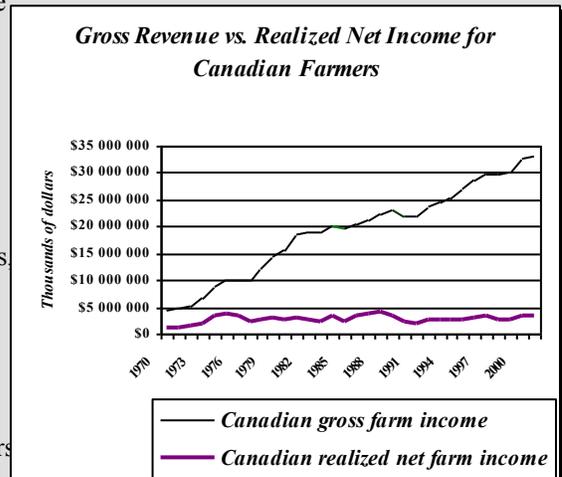
### Réduction de la marge de profits obtenue par les fermiers

Le revenu brut des opérations agricoles a augmenté de 300% depuis 1975<sup>1</sup> (graphique de droite). Cependant à la même période, le « revenu net » réalisé par les fermiers a réellement diminué pour arriver au niveau de ceux de la crise. Qu'est ce qui est arrivé à la part des revenus destinée

aux fermiers ? Depuis 1910, les secteurs intermédiaires et commerciaux se sont accaparés une partie des revenus destinés aux fermiers. Comme illustré sur le graphique ci-dessous (3), la part des fermiers dans les activités économiques agricoles était de 40% en 1910. Cependant, depuis cette période, cette part a été réduite à 7% (en 1990).

Les secteurs intermédiaires (i.e., les compagnies qui approvisionnent les fermiers en graines, fertilisants, machines etc.) ont pratiquement doublé leur part (14%-26%) durant la même période. Les prix croissants dans ce secteur, expliquent une partie significative de la hausse de cette part de marché, ce qui semble être dû au fait qu'un petit nombre de compagnies contrôlent ce marché (2). Ceci est la source d'une faible compétition, et donne lieu au fait que les fermiers n'ont pas de choix et doivent payer les prix les plus élevés

typiques d'un marché de style monopolistique. En conséquence, les secteurs intermédiaires récoltent des gains significatifs aux dépens des fermiers. Le secteur commercial a également augmenté significativement sa part qui est passée de 46% à 67% depuis 1910. La dominance émergente combinée de ces deux secteurs a créé un déséquilibre dans la distribution de la richesse au sein du système économique agricole. Le déclin dramatique des marges de profit pour les fermiers a donné lieu à un système alimentaire dans lequel les petites fermes



ne sont plus capables de gagner suffisamment de revenu. la tentative de garder un niveau de vie adéquat les n'ont pas seulement été forcés d'augmenter leurs niveaux de production, mais ont aussi été contraints fréquemment de trouver d'autres sources de revenu.

1. National Farmers Union (2001) Record High Fertilizer and Diesel Fuel Prices and Their Relation to the Farm Income Crisis, National Farmer Union Submission to the Annual Minister of Agriculture Meeting.

[http://www.wtwatch.org/library/admin/uploadfiles/RecordHigh\\_Fertilizer\\_and\\_Diesel\\_Fuel\\_Prices\\_.htm](http://www.wtwatch.org/library/admin/uploadfiles/RecordHigh_Fertilizer_and_Diesel_Fuel_Prices_.htm)

2. Qualman, D. (2001) The Farm Crisis and Corporate Power.

3. Clancy, S.A. Gardner J.C., C.E., Biondini, M.E., Johnson, G.K. (1993) Farming practices for a sustainable agriculture in North Dakota: NorthWest Area Foundation in co-operation with the North Dakota State University, Carrington Research Extension Center, Carrington, ND; p4,5

Source: Statistics Canada, Agriculture Economic Statistics, Cat 21-603E

Celia Guilford a fait écho de certaines de ces préoccupations. Elle et son mari possèdent une ferme biologique d'un acre au Manitoba et sont également touchés par l'échec de la politique gouvernementale sur le développement agricole et rural. Elle a décrit les changements qui ont eu lieu au sein de sa communauté durant les 15 dernières années - la diminution du nombre de fermiers, la baisse des services offerts à la communauté et la désertion rurale - et qui ont

entraîné une baisse des prix et un soutien inapproprié de l'agriculture. « Si nous voulons la sécurité alimentaire, nous devons avoir des fermiers... Il n'y a de assez de gens qui interviennent pour nous donner les moyens de cultiver ». Son travail aux niveaux domestique et international avec le *Organic Food Council of Manitoba* et le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) l'a aidée à identifier les occasions et les alliances nécessaires pour arriver à faire changer les choses. « Les fermiers n'ont aucun poids politique. Nous avons besoin de l'aide des citoyens...pour obtenir un appui du Gouvernement relativement à la politique de développement rural. »

Rupert Jannasch, directeur actuel de la *Resource Efficient Agricultural Production (REAP)* au Québec, et qui a été un membre actif durant de nombreuses années du mouvement en faveur d'une agriculture durable dans les Maritimes, a décrit les contradictions des politiques du Gouvernement en ce qui concerne la durabilité. « Actuellement Ottawa et le provincial sont très préoccupés par les exportations... aussi longtemps qu'il y aura un profit économique à exporter des porcs en Chine et de les rapporter de Thaïlande... nous le ferons. Ceci est extrêmement risqué. » Il s'est demandé comment une telle approche pouvait aboutir à la durabilité de l'environnement et à la sécurité alimentaire. Il s'inquiète également pour la prochaine génération de fermiers. Selon ses vues, trop peu de ressources sont investies pour amener les jeunes vers l'agriculture, en dépit de l'enthousiasme visible répandu parmi eux. « Nous devons trouver un moyen d'offrir quelque chose aux étudiants leur permettant de s'impliquer d'une façon ou d'une autre ».

Hart Haidn, fermier biologique depuis longtemps et transformateur dans *Peace Region* en Colombie Britannique et maintenant la figure centrale au sein du *Canadian Center for Sustainable Agriculture in Saskatoon*, a expliqué les différentes barrières institutionnelles et psychologiques au changement. Il a décrit la crainte énorme du changement qui existe au sein de ceux qui investissent dans le statu quo agricole. Il a observé une ouverture naissante au sein des institutions agricoles qui le rend optimiste, mais cette opportunité doit être saisie par des organisations de la société civile. « Les forces de résistance au changement sont incroyablement puissantes... nous devons garder ça à l'esprit... sans une action collective nous n'arriverons à rien... nous avons besoin d'une alliance de toutes les personnes qui ont un intérêt pour la sécurité alimentaire ».

Les propositions offertes par les invités ont stimulé un large débat. Après avoir passé de nombreuses heures à identifier les actions possibles permettant l'établissement de systèmes alimentaires et agricoles durables, les propositions ont été organisées en grandes catégories ou thèmes et des petits groupes ont été désignés pour examiner chacune d'elles plus en détail. Les propositions ont été ensuite organisées dans chaque catégorie selon qu'elles étaient requises pour Rome ou pour le

#### **L'industrie de l'agriculture biologique au Canada**

Les produits biologiques sont des aliments produits sans l'utilisation de produits chimiques, de pesticides synthétiques, de l'irradiation et du génie génétique. Actuellement, il y a approximativement 2000 fermes biologiques au Canada, lesquelles couvrent une superficie estimée à 405,000 acres (165,000 hectares). En 1999, les chiffres de Statistique Canada ont indiqué que 4.9% des fermes maraîchères étaient producteurs d'aliments strictement biologiques. La plupart de ces produits biologiques sont exportés, particulièrement aux marchés américains, européens et japonais. Le secteur du biologique a montré les signes d'une croissance rapide au Canada. On anticipe des ventes au détail pouvant s'élever à 3.1 milliards de dollars d'ici 2005 (0.7 milliards de dollars en 1997) et acquérir 10% des parts du marché au détail d'ici 2010.

Source : Agriculture et Agro-alimentaire Canada *All about Canada's Organic Industry, Fact Sheet.*

[http://www.agr.ca/cb/factsheets/2industry\\_e.html](http://www.agr.ca/cb/factsheets/2industry_e.html)

Gouvernement fédéral. Toutes les contradictions ou similitudes entre les recommandations des différents sous-groupes ont été résolues. Un sous-groupe a développé une proposition détaillée pour l'établissement d'un réseau national pour la sécurité alimentaire.

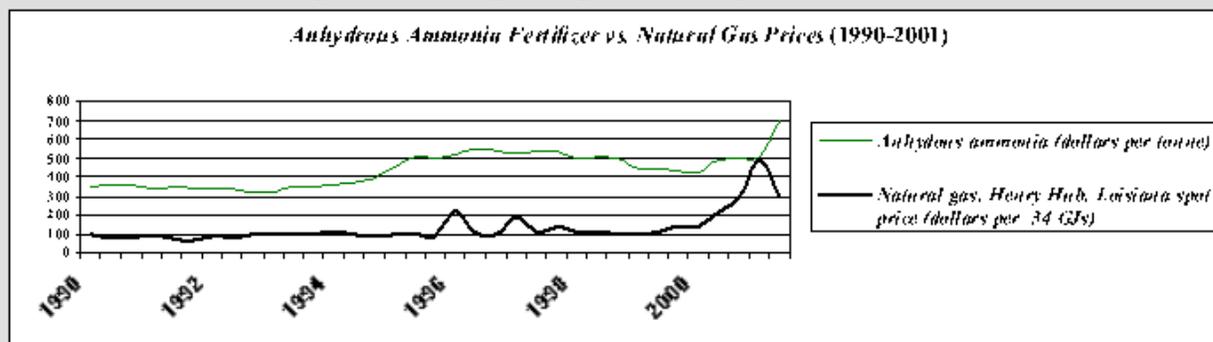
## Thème 1 : Aide aux fermiers et transfert intergénérationnel

### Requête pour Rome :

1. Les graines représentent une ressource pour la planète et l'espèce humaine ; il est nécessaire de conserver ces variétés traditionnelles telles que nous en avons hérité et il est essentiel de maintenir l'intégrité des banques de graines mondiales et de les garder dans le domaine public.

### Conséquence sur les fermiers de la hausse du prix du carburant

Certains exemples récents d'augmentation des coûts de production ont été reliés à l'augmentation du prix des carburants. La hausse des prix du pétrole (i.e. diesel) ne fait pas seulement augmenter les coûts d'opération des machines et des transports pour les fermiers, mais fait également monter le coût d'usage des fertilisants azotés. En effet, l'augmentation du prix du gaz naturel, un composé qui entre dans la production des fertilisants azotés, est rapidement suivie par l'augmentation du prix des fertilisants.



Source : National Farmer Union (2001). Record High Fertilizer and Diesel Prices and Their relation to the Farm Income Crisis : National Farmers Union Submission to the Annual Ministers of Agriculture Meeting.

### Requêtes au Gouvernement fédéral :

2. Pour chaque dollar que le Gouvernement fédéral dépensera pour la biotechnologie R&D, il devra être dépensé un dollar pour soutenir les formes de systèmes agricoles de productions alimentaires écologiques comme : la culture biologique et bio-dynamique, les initiatives locales de « protection de la nourriture », l'agriculture soutenue par la communauté, l'agriculture urbaine ainsi que les organisations, les services de formation continue et la recherche associés à ce qui précède.
3. Souligner les effets néfastes du «principe de l'aliment bon marché» et son impact délétère sur les revenus des fermiers et des pêcheurs par une série de mesures incluant une surcharge ou un impôt différé sur des produits spécifiques avec une fiscalité destinée aux programmes de revenu agricole et à la pêche; cela pourrait inclure une taxe sur la « nourriture

camelote », avec des ajustements fiscaux destinés aux programmes de revenu agricole et de la pêche pour la santé et l'environnement.

4. À partir de la méthodologie de l'internalisation de tous les coûts (environnementaux, sociaux, économiques), effectuer des analyses comparatives des différentes technologies agricoles, des méthodes et des systèmes en théorie et en pratique. La société civile pourrait effectuer ce travail en bénéficiant d'un support approprié des universités et, en consultation avec le Gouvernement fédéral, e.g., AAC, des spécialistes en gestion de commerce et Statistique Canada.
5. Implanter un programme rural de protection de l'environnement basé sur un modèle utilisé dans l'Union européenne dans lequel les fermiers sont reconnus comme des administrateurs de la terre et sont payés pour fournir des services écologiques. D'après l'OMC, de tels programmes sont « une lutte pour le vert ».
6. Augmenter l'intérêt du consommateur et faire des efforts pour éduquer le public sur le coût réel des aliments -ce qu'est la nourriture, d'où elle vient et quels sont les prix réels. Le Gouvernement fédéral fournirait une aide financière et la société civile ferait le travail.
7. Services de formation continue - concevoir des programmes pour assister les organisations de fermiers et leur ferme dans la transition vers une agriculture écologique et une production alimentaire durable, incluant les éléments suivants : apprentissages, « mentorat », cours et recherches sur la ferme concernant les semences appropriées et les réserves.
8. Nécessité d'une législation fédérale pour créer un cadre permettant l'implantation au niveau provincial d'une administration des terres agricoles en fidéicomis, des banques de terres, des mesures de titularisation alternée. Ceci permet des options telle que l'agriculture soutenue par la communauté et rend plus facile l'entrée des jeunes/nouveaux arrivants dans le domaine de l'agriculture.
9. Mettre sur pied des programmes de «mentorat» pour tous les fermiers - les plus vieux et les plus jeunes, urbains et ruraux ; les anciens servant de professeurs.
10. La jeunesse en agriculture et son développement - Démonstrations et formations dans le milieu urbain, avec comme mentors des fermiers des régions rurales ; pourraient utiliser comme outils les jardins d'écoles, les jardins sur les toits et les programmes comme « *Linking Land and Futur Farmer* » (C-B), lequel fait se rencontrer des personnes ayant des terres non cultivées et des fermiers à la recherche d'une terre.
11. Former les jeunes sur l'agriculture dans les écoles techniques, les collèges, les universités, par de brefs cursus incluant une large variété de méthodes - lier la formation et l'enseignement de capacités pratiques dans le domaine du travail à la ferme B ceci requiert une aide fédérale sous la forme de bourses ou par le biais du Programme d'embauche Canada.
12. Comme la gestion des réserves est démantelée, préserver les principes d'équité et développer des modèles de structures alternatifs pour essayer de rétablir la stabilité du marché et de résoudre les problèmes liés à l'utilisation des terres ; globalement, développer un concept plus large pour égaliser l'offre et la demande alimentaires.

13. S'assurer que l'innocuité de la nourriture et les standards de qualité sont adéquatement « mesurés » à petite échelle, aux niveaux de la famille et des opérations des fermes locales, et prendre avantage des ressources de la communauté (e.g., obtenir des produits locaux ou effectuer des tests de sol localement)-ce qui gardera ou créera des emplois dans la communauté.
14. La vulnérabilité des populations humaines et animales a été accentuée par l'interdépendance mondiale du système alimentaire. La fièvre aphteuse, la maladie de la vache folle, la résistance grandissante des bactéries, les résidus toxiques et la présence dans les produits alimentaires d'antibiotiques et d'hormones de croissance ont soulevé des inquiétudes quant à la condition de vie des animaux et la sûreté des aliments destinés aux hommes. Les ressources fédérales du gouvernement représentées par Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments doivent user de précautions et prévoir des dispositions en se servant de la recherche directe et appliquée pour assurer un contrôle préventif, réduire les risques et diminuer les inquiétudes du public concernant la sûreté de la nourriture.

#### **Requêtes à la société civile :**

15. Effectuer un inventaire national des programmes, cours, activités, formations qui sont actuellement en cours et qui peuvent servir de ressources pour tous les partenaires de la société civile.
  16. Impliquer toutes les instances concernées, en particulier les Premières Nations, dans la planification et dans le processus de décision concernant la gestion des terres publiques et des ressources (par exemple : poissons, eau).
- 

## **Thème 2 : Support au développement rural**

### **Requête pour Rome :**

1. Réformes agraires - Appliquer au niveau du Canada l'approche recommandée par le SMA concernant le développement international :
  - X Infrastructure ;
  - X Moyens de production ;
  - X Reconnaître la nécessité pour les fermiers de se nourrir, de nourrir leurs communautés, leur pays, et après d'exporter (versus « le Canada nourrit le monde »)
  - X Se concentrer sur la durabilité des ressources futures (économat, comptabilité de tous les coûts).

### **Requêtes au Gouvernement fédéral**

2. Trouver des stratégies de financement pour soutenir le développement d'entreprises rurales dans les communautés rurales - par des cercles de prêts, associations coopératives d'épargnes et de crédits, investissements basés sur la communauté, troc ou d'autres options. Le gouvernement doit fournir des capitaux de démarrage puis les laisser continuer seuls.
3. Créer un véhicule de partage des savoirs et pratiques historiques indigènes ayant trait à l'alimentation.



### Thème 3 : Agriculture urbaine

#### Requêtes pour les gouvernements fédéral, provincial et municipal :

1. Faire de la recherche et éduquer tous les citoyens sur les avantages d'une agriculture urbaine :
  - X Identifier les sources de production alimentaire et les facteurs de risque si les cultures échouent ;
  - X Développer localement une production bio-régionale ;
  - X Développer des jardins communautaires.
2. Identifier les répartitions par zones fédérales, provinciales, locales et autres règlements ou arrêtés municipaux qui gênent le développement de l'agriculture urbaine :
  - X Développer un plan d'action pour réduire les barrières ;
3. Promouvoir un circuit fermé des systèmes de production urbains en réclamant ou se servant :
  - X des espaces abandonnés ;
  - X de composts (avec rebus urbains) ;
  - X des toits/serres ;
 et en encourageant :
  - X les fermes urbaines intensives ;
  - X et les petites entités de production (cuisines incubatrices).

#### Les jardins sur les toits

Les jardins sur les toits sont devenus un sujet d'intérêt dans les discussions sur l'agriculture urbaine. Les individus et les organismes reconnaissent qu'au-delà des avantages déjà bien établis du jardinage, il y a des bénéfices économiques additionnels qui découlent de l'utilisation de ces jardins sur les toits. Par exemple, un avantage communément cité est que le feuillage et le sol ont des propriétés isolantes considérables, lesquelles aident à garder les bâtiments aussi bien chauds en hiver (réduction des coûts d'énergie estimée à 10-20%)(1) que froids en été. De plus, la réduction des fluctuations de température du toit réduit les phénomènes d'expansion et de contraction, ce qui ultimement, augmente la durée de vie de la paroi du toit. La protection contre les rayons ultraviolets et celle des usures additionnelles sont d'autres avantages notables. Les jardins sur les toits peuvent aussi améliorer l'esthétique des établissements en améliorant leur apparence. Le jardinage sur les toits peut sembler être une nouveauté. Cependant, lorsque l'on regarde les initiatives de quelques autres pays il devient évident que l'extension de cette pratique est tout à fait possible. Par exemple, dans certaines régions d'Allemagne la loi exige que de nouveaux bâtiments industriels aient des toits verts. Dans les villes suisses, les espaces verts dissimulés par la construction de nouveaux bâtiments doivent être transférés sur les toits de ces bâtiments. Ceci représente une occasion pour le Canada d'apprendre de ces exemples et de créer sa propre manière de faire du jardinage sur les toits qui aura des bénéfices sur l'environnement, la société, la santé et l'économie.

#### Sources :

- (1) Walker, N. (2000) *Burnaby Mountain Development Report, Urban Agriculture*.  
[http://www.sfu.ca/bmcp/geog4492000fall/pub\\_html/green/garden.html](http://www.sfu.ca/bmcp/geog4492000fall/pub_html/green/garden.html)
- (2) Meletis Z. Webster, B. (1999) *An Overview and History of Rooftop Gardening*.  
<http://www.felix.geog.mcgill.ca/other/environ/1998/group5/g5irp1.html>

#### **Thème 4 : Propositions pour la mise en place d'un réseau national de la société civile**

Nous avons besoin de créer une alliance pour élargir nos bases et favoriser le développement de nouvelles politiques en matière de sécurité alimentaire. Nous allons créer un réseau national pour la démocratisation de l'alimentation pour traiter des points suivants : l'insécurité alimentaire, la nutrition et la santé, l'agriculture durable, la pêche durable, la revitalisation rurale et le commerce équitable.

Le réseau se ralliera à des organisations de réseaux semblables pour les aider à adopter, dans le cas où cela s'avère approprié, des initiatives en sécurité alimentaire dans leur travail. Nous souhaitons également intégrer l'ordre du jour du citoyen par l'élargissement de la base et l'amélioration des actions. Le réseau fournira des informations et des ressources pour contribuer à la mise en œuvre de telles actions. Ce faisant, nous rejoindrons les organisations similaires et formerons des groupes de réseaux nationaux fournissant des alternatives à la concentration des corporations, la mondialisation et le libre échange. Le but est de renforcer la démocratie en utilisant notre savoir et nos ressources plus efficacement, en évitant de dupliquer nos efforts et en coordonnant nos ressources et notre expertise.

Le réseau proposé reposerait sur une communication électronique et une structure par comités pour discuter du développement de politiques de réseaux, des procédés et des activités, tout en menant des actions opportunes et en partageant et en développant l'information (e.g., indicateurs ; inventaire national des actions et des activités en cours).

Tout comme le réseau des systèmes alimentaires de Colombie Britannique (BC Food Systems Network), les membres du réseau, autant les organisations que les individus, pourront adopter les actions qui leur conviennent. Le réseau proposé devrait prévoir les ressources nécessaires pour un réseautage à l'échelle mondiale.

#### **Besoins des comités :**

- X Développer la structure des comités ;
- X Préparer des recommandations pour les représentants de la société civile à Rome, en tenant compte des recommandations de la base ;
- X Organiser et préparer des levées de fonds pour le prochain événement.

#### **Procédé :**

- X Les organisations présentes à ce congrès s'engagent à être membres de ce réseau ;
- X Par l'intermédiaire du réseau nous allons développer nos buts et objectifs ;
- X Le réseau va collecter des informations des organisations membres sur qui nous sommes, ce que nous faisons, nos succès, quelle alternative nous offrons, ce que nous pouvons apporter aux autres organisations grâce au réseau, la recherche, l'information, l'accès aux médias et les ressources humaines ;
- X Nous inscrivons nos réseaux au sein de nos communautés.

L'Université Ryerson se charge de collecter les informations et préparer une demande de financement. Partenaires possibles : le Centre canadien pour les alternatives politiques, le Conseil des canadiens, les Premières Nations, organismes environnementaux (WWF, Greenpeace), les organisations de santé/nutrition, l'Association canadienne des économistes écologiques, les syndicats.

### 7.3. Atelier C. La santé communautaire et les communautés en santé

Modérateurs : **Cathleen Kneen**, *BC Food Systems Network*  
et **Vida Stevens**, Santé publique, Toronto

Cet atelier a porté sur des questions telles que celles-ci :

- X Quels sont les déterminants de la sécurité alimentaire ?
- X Comment pouvons nous créer des liens ou des ponts pouvant relier la communauté et la santé publique ?
- X Comment pouvons nous créer des organisations efficaces en matière de politique alimentaire ?
- X Quelles sont les priorités et quelles attitudes devons-nous adopter pour restructurer le système alimentaire ?
- X Promotion de l'accès à une nourriture saine et nutritive - incluant la promotion de l'allaitement maternel et des méthodes alternatives d'accès à l'alimentation ;
- X Sûreté des aliments - en terme d'aliments de la biotechnologie ;
- X Méthodes d'acquisition traditionnelle de nourriture des peuples autochtones ;
- X La paix comme précurseur de la sécurité alimentaire - en termes d'abus sur les enfants et de la violence contre les femmes.

#### ***The Good Food Box***

Le programme «*The Good Food Box*» a été initié par FoodShare (un organisme de lutte contre la faim, de Toronto) pour essayer de développer des solutions plus complètes au problème d'insécurité alimentaire dans les villes. Le programme opère essentiellement comme un large club d'achat centralisé, ne faisant pas de profits et qui distribue des fruits et des légumes frais à des personnes le plus souvent socio-économiquement démunies. Généralement, la nourriture est vendue à un prix de 30 à 50 % inférieur à celui retrouvé dans un supermarché typique. Ce programme est en mesure d'acheter les aliments directement aux fermiers étant donné son pouvoir d'achat considérable grâce à un nombre important d'utilisateurs. Les chiffres actuels montrent qu'approximativement 4000 boîtes de « bons aliments » de produits frais sont distribuées chaque mois dans le secteur de Toronto. Jusqu'ici, les bénéfices de ce programme ont été nombreux ; ils incluent :

- X L'amélioration de l'accès à l'alimentation pour la population à faible revenu
- X La promotion de l'alimentation saine
- X Le soutien aux fermiers locaux
- X Un encouragement pour une agriculture durable
- X La promotion du développement communautaire

Le succès du programme «*The Good Food Box*» est reflété par le développement de 20-30 programmes partout au Canada qui ont pris comme modèle sa conception et ses objectifs. De plus en plus d'autres programmes *The Good Food Box* sont actuellement en émergence.

Source : FoodShare. *The Good Food Box*.

<http://www.foodshare.net/gfbox.htm>

L'atelier a commencé par un tour de table dans le but de faire l'inventaire de tous les programmes et/ou questions possibles. Il a été mené par quatre personnes qui ont donné une idée des déterminants de la sécurité alimentaire à partir de leur travail : Marcie Fofonoff (*Healthy Communities*), Chetwynd, C-B, a parlé de la santé des communautés dans une communauté nordique; Laura Berman, *FoodShare*, Toronto, a parlé de l'agriculture urbaine en ce qui concerne l'accès à l'alimentation ; Ellen Desjardins, du département de santé communautaire de la municipalité régionale de Waterloo a

décrit le développement de « *Food Links* », une approche systémique de la sécurité alimentaire ; Barbara Flaherty (*Saugeen First Nation Good Food Box*), *Health Unit*, a parlé du programme « *Good Food Box* ». Une vaste discussion a suivi.

### Principes de base :

Au niveau international, le Canada utilise une approche de l'alimentation basée sur l'écosystème (programmes du CRDI), tenant compte des facteurs sociaux, économiques et politiques. Ce travail international est transdisciplinaire, il utilise une analyse par genre et est basé sur la participation de la communauté. Ces principes doivent être appliqués également au Canada : notre mot d'ordre est : « Chez nous comme à Rome. »

Les initiatives de la communauté dépendent de :

- X Le soutien financier des programmes communautaires - à long terme et non par projet ;
- X La promotion d'une production et d'une consommation accrue de fruits et de légumes.
- X L'étendue de l'Initiative « Amis des Bébés », en soutien à l'allaitement maternel ;
- X Une infrastructure, incluant la terre, l'eau, la transformation, la vente - aussi bien au niveau urbain qu'au niveau rural. L'infrastructure des communautés des Premières Nations a besoin d'inclure l'accès à la terre, la trappe, un traité de droits, une aide gouvernementale pour les programmes, les réseaux, la compétence et des ressources éducatives ;
- X La recherche sur des méthodes de production et de transformation alimentaire appropriées et durables pour le marché local ou régional, la recherche sur des indicateurs de sécurité alimentaire avec la participation de la communauté ;
- X L'inclusion de la pêche, la chasse et autres méthodes traditionnelles sont des éléments cruciaux de la sécurité alimentaire : les communautés des Premières Nations vivant dans le Nord ne peuvent pas avoir de production agricole. Le développement de la pêche, la désinfection de l'eau destinée à la consommation, la réduction des coûts des aliments et l'action sur la contamination des aliments traditionnels « du pays » en sont des exemples.

### Recommandations larges :

1. Nous demandons que le Gouvernement assure à tous les niveaux (local, national, international) des fonds adéquats et soutienne les groupes de lutte pour la sécurité alimentaire et les politiques alimentaires bénéficiant d'une participation importante de la société civile ;
2. L'engagement du Gouvernement concernant le Plan d'action pour la sécurité alimentaire doit être transparent. Nous notons que la société civile n'a pas été consultée en ce qui a trait aux indicateurs de la sécurité alimentaire. **Une fiche rapport sur la sécurité alimentaire**, rendant compte de l'état d'insécurité alimentaire et des progrès réalisés suite aux initiatives en matière de sécurité alimentaire, devrait être publiée tous les deux ans avec l'entière participation de la société civile et diffusée à tous les secteurs concernés ;
3. La sécurité alimentaire communautaire doit être reconnue comme **un déterminant de la santé**. La politique gouvernementale doit donc prendre en compte les déterminants de la santé capables d'affecter la sécurité alimentaire, notamment : un logement et un chauffage abordables ; l'approvisionnement en eau et son assainissement ; un revenu adéquat ; des moyens de transport et l'absence de violence ;

4. Cela signifie aussi que le Gouvernement doit :
  - X Assurer un accès facile à une nourriture saine et culturellement appropriée pour tous à tous les moments de la vie, incluant :
    - X Pour les enfants en bas âge : l'adoption obligatoire de la résolution (N° 54.2) de l'Organisation mondiale sur la santé (OMS) sur la nutrition des bébés et des jeunes enfants et sur l'allaitement ;
    - X Des programmes universels sur la nutrition du bébé et de l'enfant ;
    - X Protection de l'alimentation indigène et traditionnelle et des aptitudes médicinales ;
    - X L'engagement financier pour l'éducation et le développement des aptitudes pour favoriser une alimentation saine.
  - X Augmenter les fonds pour les programmes de promotion de la santé (cf. la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé, 1986) , reconnaissance de l'association entre l'insécurité alimentaire/sous-nutrition avec une incidence accrue de maladies et de coûts de soins de santé, accompagnées de difficultés liées à l'apprentissage, la productivité et l'employabilité ;
  - X Utiliser une approche de la santé basée sur l'écosystème pour évaluer les méfaits liés à l'agriculture industrielle.
  - X Reconnaître que la forte consommation d'aliments hautement transformés, à faible valeur nutritive et d'aliments vides de calories (nourriture camelote) est un penchant problématique et nécessite l'application de la stratégie de Santé Canada utilisée pour le tabac, telle l'interdiction de faire de la publicité sur ces aliments « hautement transformés et à faible valeur nutritive » aux enfants de 12 ans et moins ;
5. La nourriture doit être produite d'une façon responsable, qui respecte l'environnement et qui protège la biodiversité ; on doit éliminer les produits chimiques toxiques ainsi que les OGM et favoriser des techniques durables et biologiques ;
6. Assurer l'accès à la terre, à l'eau et à une infrastructure pour les systèmes alimentaires communautaires (incluant aussi bien l'agriculture urbaine et périurbaine que rurale et celle de régions reculées). Les besoins d'infrastructure incluent le transport, l'entreposage, le traitement, la vente, l'éducation, l'information et la formation. Ce système doit fournir un juste retour aux producteurs ;
7. Les besoins de la communauté tels que des emplois locaux, un contrôle sur la prise de décision concernant la gestion des ressources, et le manque de sécurité des aliments résultant des procédés industriels doivent être discutés en mettant l'accent sur les systèmes alimentaires locaux.

## Les jardins communautaires

Les jardins communautaires au Canada ont vécu des vagues sporadiques de popularité au cours du siècle dernier. Les tendances récentes ont montré que l'intérêt pour le développement des jardins dans nos espaces communautaires s'est ranimé. La raison de ceci est qu'il y a eu un élargissement de l'appréciation des multiples bénéfices que peuvent fournir les jardins communautaires. Par exemple, ils contribuent à :

- X Fournir de la nourriture saine à faible coût (c'est à dire moins chère que celle des jardins conventionnels)
- X Habilitier les citoyens locaux et également fournir des occasions d'interactions sociales et éducatives
- X Encourager et faciliter le développement de liens au sein de la communauté
- X Réduire les températures de la ville durant les mois chauds (antagoniste des brouillards de fumée)
- X Améliorer la qualité de l'air en réduisant les effets de serre
- X Encourager l'activité physique (favoriser un mode de vie santé)
- X Rendre les paysages urbains plus sains
- X Améliorer la valeur de la terre.

Le nombre de jardins communautaires dans plusieurs grandes villes canadiennes est en augmentation, mais les programmes les plus coordonnés en sont encore au premier stade de développement. Le programme des jardins communautaires de Montréal, l'un des premiers en Amérique du Nord, constitue une exception. Cela s'explique par le fait que ce programme est bien organisé et qu'il bénéficie d'un soutien municipal considérable. La ville de Montréal est fière d'avoir actuellement 72 sites de jardins (6400 terrains). Étant donné son avance, le programme de Montréal peut servir de modèle pour les autres initiatives d'établissement de jardins communautaires ailleurs au Canada.

Fairholm J. (1999) *Urban Agriculture and Food Security Initiatives in Canada : A Survey of Canadian NGO*.

[http://www.idrc.ca/cfp/rep25\\_e.html](http://www.idrc.ca/cfp/rep25_e.html)

## Recommandations plus spécifiques :

### Nous invitons le Gouvernement fédéral à :

1. Créer un corps fédéral interministériel sur la politique alimentaire et la sécurité alimentaire pour développer et implanter une politique alimentaire nationale avec l'aide de tous les secteurs du gouvernement. Travailler avec le réseau sur la sécurité alimentaire de la société civile et s'assurer que celui-ci soit consulté avant que toute législation ne soit votée ;
2. Développer des systèmes de partage de l'information et de liaison sur les différentes expériences en matière de sécurité alimentaire au niveau mondial ;
3. Détourner la concentration de la recherche et de l'argent actuellement sur la biotechnologie vers une production alimentaire durable en partenariat avec les producteurs et les communautés locales. Le Gouvernement canadien devrait allouer au moins autant d'argent pour cet effort qu'il n'en a dépensé pour la biotechnologie et le génie génétique. Reconnaître que le commerce libéralisé ne contribue pas à favoriser la sécurité alimentaire. Mettre en place des accords internationaux qui instituent en priorité la protection de la biodiversité plutôt que le commerce et les droits de propriété intellectuelle ;
4. Prendre des mesures immédiates pour assurer l'accès à une quantité adéquate d'eau potable pour tous ;
5. Impliquer les jeunes dans la délibération autour des politiques et porter une attention particulière à leurs questions, incluant celles portant sur le lien entre la santé de l'individu et la santé de la planète ;
6. Les étudiants diplômés dans le domaine de la sécurité alimentaire ont le sens de l'engagement et des aptitudes à faire valoir, mais ils n'ont pas d'emplois. Un programme

pilote pour les travailleurs dans le domaine de la sécurité alimentaire est nécessaire ; il pourrait être financé par Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada et le CRDI, lequel inclut également des travaux pratiques/internats et des stages de coopération pour les étudiants.

## 7.4 Atelier D. L'aide à l'étranger et le commerce international

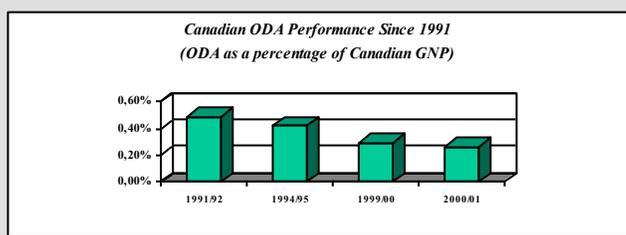
Modérateur : **Stuart Clark**, conseiller analyste senior, Canadian Foodgrains Bank et délégué canadien de la société civile au SMA/CAA

### Introduction

Cet atelier a été rajouté à l'ordre du jour du congrès pour permettre de préparer les données de la société civile canadienne au A Sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après (SMA/CAA) qui devait avoir lieu en novembre 2001. Cet atelier a porté sur l'impact de la politique étrangère canadienne (notamment le secteur de la corporation internationale et de la politique du commerce agricole international) sur la sécurité alimentaire. Ces secteurs ont été sélectionnés parce qu'ils coïncident avec le travail qui a été fait par le groupe des ONG canadiennes sur les politiques en matière de sécurité alimentaire, un large réseau de onze organisations canadiennes d'agriculture et de développement international collaborant au suivi des engagements du Plan d'action du Canada sur la sécurité alimentaire.

### Déclin de l'aide internationale

L'Aide publique au développement du Canada (APD) a été en déclin depuis le début des années 1990 (voir le graphique ci-dessous). Bien que seulement une petite portion de cette aide soit directement reliée aux initiatives en matière de sécurité alimentaire, plusieurs composantes de cette aide peuvent aussi contribuer indirectement à la réduction de l'insécurité alimentaire dans les pays récipiendaires. Cette tendance à la baisse a suscité des inquiétudes particulièrement en ce qui concerne l'engagement canadien de 1998 qui était d'augmenter l'APD à 0.7% du PNB d'ici l'année 2000. Le niveau de 2000 à 0.26% du PNB est bien en deçà de l'objectif.



Source : *Renewing Canadian Aid* : Excerpt from an in common and CciC Sheet. <http://www.results-resultats.ca/en/actions/background.htm>

Les thèmes couverts ont été :

- X Les budgets de la coopération internationale canadienne consacrés aux thèmes récurrents de la sécurité alimentaire – l'alimentation, l'agriculture et la nutrition - ont été coupés dramatiquement durant ces dernières décennies, beaucoup plus rapidement que pour toutes les autres aides à l'étranger.
- X L'ACDI subit une réorientation majeure de son travail comme institution principale de l'aide canadienne à l'étranger. La sécurité alimentaire ne fait pas partie de ses thèmes prioritaires

(bien qu'elle puisse être une partie mineure du thème portant sur la santé et la nutrition) et n'est pas non plus considérée comme une partie explicite durant les discussions de l'ACDI sur l'efficacité de l'aide.

- X Le Canada est un membre actif dans les négociations sur le commerce agricole au sein de l'organisation mondiale du commerce et de l'accord de libre échange des Amériques mais il n'a toujours pas de politique officielle sur les besoins particuliers des pays en développement.

Ces problèmes ont soulevé de sérieuses questions quant à l'engagement du Canada au SMA et quant à notre propre plan d'action pour la sécurité alimentaire.

---

## Sommaire des présentations

### Aide alimentaire mondiale –**Diane Spearman**, directrice, service de politique, Programme alimentaire mondial (PAM), Rome

---

- X L'aide alimentaire est de plus en plus dirigée vers les situations d'urgence plutôt qu'utilisée pour promouvoir des solutions durables à la faim chronique. Durant les années 1990, plus de 75% de l'aide alimentaire fournie par le PAM ont été dirigés vers les endroits où régnaient des situations de conflit, de crises économiques et de désastres naturels.
- X Toutes les urgences n'ont pas suscité l'attention de façon égale. Il y a eu de sérieuses difficultés à trouver des ressources pour rencontrer les besoins en Iraq et dans le sud du Soudan.
- X De plus en plus d'urgences «du jour» prennent la place des urgences «d'hier» dans la bataille de réduction des ressources de l'aide alimentaire de sorte que très peu de fonds sont alloués à la réhabilitation post-urgence.
- X Les efforts internationaux pour assurer des niveaux de disponibilité de l'aide alimentaire adéquats et fiables n'ont pas rencontré beaucoup de succès. La convention sur l'aide alimentaire a effectivement réduit les engagements internationaux. De nouveaux engagements ont été promis pour aller à la rencontre des besoins des pays les moins développés et les objectifs d'importation nette de nourriture dans les pays en voie de développement engagés dans la libéralisation du commerce n'ont pas été rencontrés.
- X La mise en avant de certains types d'aide alimentaire comme instruments de promotion de l'exportation est maintenant une menace pour toute la structure d'aide alimentaire internationale servant à satisfaire les besoins humains.

### Réponses internationales du Canada au SMA - **Bill Graham**, président Comité parlementaire sur les affaires étrangères et le commerce international

---

- X La politique internationale joue un rôle important dans la faim. Les conflits ont induit la faim en Macédoine, en Sierra Leone, dans le sud du Soudan et en Iraq.
- X Le Canada a trop rapidement épuisé les ressources pour répondre à ces dernières et à d'autres situations d'urgence.
- X Il y a un problème d'«incohérence» entre le commerce canadien et la politique d'aide. Le premier cherche à développer le marché des denrées agricoles canadiennes tandis que le

deuxième a cherché historiquement à aider les pays en voie de développement à améliorer leur production.

- X Durant la Journée mondiale de l'alimentation 2000, les représentants de la société civile au Comité permanent sur les Affaires étrangères, l'agriculture et le développement international ont mis en avant le fait que les règles commerciales, pour limiter les échanges à moins de 15% de la production agricole, ont un impact sur plus de 80 % de la population (i.e., les agriculteurs) dans nombre de pays en voie de développement.
- X L'agriculture est l'aspect du commerce international le plus controversé. De même au Canada, de nombreuses organisations agricoles (Union nationale des fermiers) encouragent la réduction des exportations tandis que d'autres organisations agricoles réclament l'augmentation de l'accès au marché étranger (la Fédération canadienne d'agriculture). Les guerres commerciales comme celle de la banane ont abouti à des oppositions entre les grosses compagnies et les nations de petits producteurs.

### Cohérence entre la politique étrangère et la sécurité alimentaire Dominique Caouette, InterPares

- X Il y a une crise mondiale continue pour les fermes familiales qui est due à l'introduction de coûts élevés et grandissants, à la baisse du prix des denrées et à l'augmentation de la concentration des compagnies dans les secteurs alimentaires et agricoles. En même temps la capacité de l'ordre public à traiter ce problème a été réduite par la déréglementation et la baisse des capacités des États.
- X Au Canada la politique de sécurité alimentaire est sérieusement divisée : le domestique contre l'international, le commerce contre l'aide à l'étranger, la rhétorique contre l'action
- X L'ACDI ne semble pas avoir une approche cohérente de la sécurité alimentaire.

Stratégie à long terme de l'ACDI	Priorités de l'ACDI en matière de développement social	Directives corporatives de l'ACDI pour l'agriculture, l'alimentation et la nutrition
<ul style="list-style-type: none"> <li>X pilotée par la retouche du «consensus de Washington»*</li> <li>X aucune pertinence particulière pour le thème de la sécurité alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>X Seul le thème portant sur la santé et la nutrition inclut la sécurité alimentaire, où elle est «médicalisée»</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>X Influence relativement faible de l'ACDI</li> <li>X Incapable de contrer la baisse de 60 % de l'aide apportée à ce programme</li> </ul>

\* NDLR : Le consensus comporte 4 préceptes immuables : privatisation, dérégulation, stabilité macroéconomique et compressions budgétaires.

- X Nous devons recentrer la politique étrangère canadienne si on veut que la sécurité alimentaire fasse partie des priorités.
  - X Renverser la tendance à la baisse de l'aide (actuellement 0.24% - objectif international 0.7%) ;
  - X Soutenir l'engagement pour la sécurité alimentaire entre les congrès internationaux à haut profil ;
  - X S'assurer que le «développement et la sécurité alimentaire» obtiennent un plus haut profil dans les positions de négociation commerciale canadienne.

- X Solutions proposées
  - X Révision parlementaire de la politique étrangère du Canada ;
  - X Nommer un «auditeur de la sécurité alimentaire» pour évaluer la cohérence entre les politiques domestiques et internationales (aide et commerce) ;
  - X Adopter une «charte d'assistance au développement» fondée sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable et équitable.

### **L'Agence canadienne de développement international (ACDI)**

L'ACDI est la principale agence du Gouvernement fédéral responsable du programme d'Aide publique au développement du Canada (APD). L'objectif de cette agence est de « soutenir le développement durable en vue de réduire la pauvreté et contribuer à créer un monde plus sûr, plus juste et plus prospère (1). » L'APD concentrera ses ressources dans six volets prioritaires qui sont :

- X Les besoins humains fondamentaux ;
- X L'égalité des sexes ;
- X Les services d'infrastructure ;
- X Les droits de la personne, la démocratie et la saine gouvernance ;
- X L'essor du secteur privé ;
- X L'environnement.

Vingt-cinq pour cent des ressources attribuées au programme de l'APD) seront consacrés aux besoins fondamentaux ; ce volet comprend des stratégies en faveur de la sécurité alimentaire incluant l'aide alimentaire et la réduction de la malnutrition en micro-nutriments (1). Les ressources utilisées par l'ACDI en 1999-2000 pour l'APD ont été d'approximativement 1.7 milliards de dollars (2). Actuellement l'ACDI travaille en partenariat avec les pays en voie de développement, les organisations et agences internationales et canadiennes, les institutions et les entreprises pour le soutien des programmes d'aide publique dans plus de 100 pays.

#### Plan d'action de l'ACDI en matière de santé et de nutrition (3)

Ce plan d'action est consacré aux plans de l'ACDI visant l'atteinte des objectifs internationaux concernant la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement par l'intermédiaire de ses politiques et travaux de programmation, et décrit comment le doublement des fonds proposés pour la santé et la nutrition de 305 millions de dollars par an d'ici 2004-05 sera intelligemment dépensé. Plus particulièrement, le plan est basé sur le principe que la réduction de la pauvreté, le soutien des pays en voie de développement sont les meilleures façons de les mener à leur propre développement : promouvoir l'égalité des genres, sauvegarder l'environnement, travailler dans tous les secteurs.

Construit sur ces principes, le Plan d'action propose une approche intégrée sur trois fronts pour la programmation à venir en matière de santé, de nutrition, d'eau et d'installations sanitaires. Cette approche :

- X se concentre sur les besoins prioritaires des personnes pauvres et défavorisées ;
- X tente de renforcer les systèmes de santé nationaux pour mieux servir les pauvres ; et
- X travaille pour promouvoir des politiques publiques éclairées qui rencontrent davantage les droits des pauvres concernant la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement.

Sources :

ACDI. Performance Report, March 31, 1998 [http://www.agr.ca/review/eperformance\\_info.pdf](http://www.agr.ca/review/eperformance_info.pdf)

ACDI. Financial Control Over Projects. <http://www.oag-bug.gc.ca/domino/reports.nsf/html/9928ce.html>

ACDI. Supporting developing countries as they lead their own development

[http://www.acdi-cida.gc.ca/cida\\_ind.nsf/f1b522f51afeefda8525697d005c33/](http://www.acdi-cida.gc.ca/cida_ind.nsf/f1b522f51afeefda8525697d005c33/)

### **La sécurité alimentaire à l'ACDI**

**Bill Singleton, Directeur, les politiques économiques, ACDI**

- X Il n'y a pas de «champion» en matière de sécurité alimentaire dans la haute direction de l'ACDI. La sécurité alimentaire ne gagnera probablement pas d'importance à l'ACDI à court terme.

- X Quelques projets ont eu à mettre l'accent sur la sécurité alimentaire (e.g., l'approche générale dans le secteur du Ghana pour le développement agricole et la sécurité alimentaire)
- X Le courant actuel tente de permettre aux gouvernements des pays en voie de développement d'établir la thématique des priorités sur lesquelles doit se baser l'aide canadienne. L'aide canadienne sera surtout programmée en accord avec celle des autres pays de l'OCDE.
- X Au sein de l'ACDI, on croit que la clé des pays en voie de développement sur le plan commercial est l'accès au marché des pays développés et non pas la protection de la sécurité alimentaire dans leurs propres marchés.

La sécurité alimentaire et la nutrition, **Carolyn MacDonald**,  
dirigeante de l'équipe de nutrition, Vision mondiale du Canada (VMC)

---

- X La VMC a répondu à la pression de l'ACDI voulant qu'elle montre des résultats mesurables dans les programmes de sécurité alimentaire par l'intermédiaire de sa programmation en matière de nutrition au Malawi.
- X Le projet s'est concentré sur la fortification des régimes ou la supplémentation, sur l'éducation en matière de santé et sur la diversification du régime pour contrer l'anémie, le goitre et le retard de croissance. Les fonds pour la diversification du régime étaient très sévèrement limités.
- X Des résultats mesurables ont été atteints. Le retard de croissance a diminué à 40.4% chez les moins de 5 ans. Également, baisse de la prévalence du goitre et de l'anémie.
- X Les indicateurs de succès B des messages cohérents, des approches multiples pour augmenter la prise alimentaire et la disponibilité biologique.
- X Moyens d'amélioration B mettre l'accent de façon plus importante sur la diversification du régime ; fortification des aliments à l'échelle du village ; inclure des stratégies de réduction de la pauvreté dans la programmation en nutrition.
- X Il y a une puissante synergie entre l'amélioration globale de la sécurité alimentaire et la satisfaction des besoins alimentaires spécifiques.

Est-ce que le développement de l'agriculture peut améliorer la sécurité alimentaire

**Farhad Mazhar**, UBINIG, Bangladesh

---

- X Des inquiétudes ont été exprimées à propos de la notion selon laquelle une agriculture moderne est nécessaire pour répondre aux déficits alimentaires du Bangladesh. Même maintenant le Bangladesh est habituellement proche de l'autosuffisance alimentaire. L'insécurité alimentaire est le résultat d'une mauvaise distribution de la nourriture et d'une gestion inadéquate de la diversité biologique.
- X 17-20% des ménages du Bangladesh (les plus pauvres) sont dépendants de récoltes sauvages, soit pour les vendre, soit pour les consommer. L'introduction de la monoculture va détruire ce type de vie.
- X La limite entre les aliments cultivés et les aliments sauvages est étroite et dynamique.
- X La nourriture ne devrait pas être réduite à un simple élément de consommation puisqu'elle est très importante aux niveaux culturel et social.

- X Ce que nous reprochons au Droit à l'alimentation est qu'il ne protège pas le droit de produire de la nourriture ni de choisir la méthode de production.

### **Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**

Le CRDI est une société d'État canadienne créée en 1970 par une loi du Parlement pour aider les pays en voie de développement à trouver des solutions à long terme aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux qui les affligent. Le CRDI a pour objectif d'initier, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres, en vue du progrès économique et social de ces régions. Divers programmes du CRDI touchent à différents aspects de la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement ; parmi ces programmes :

« L'Initiative agriculture urbaine » (*Cities Feeding People*) appuie la recherche en faveur du développement visant à éliminer les obstacles et à renforcer les possibilités d'intervention dans le domaine de l'agriculture urbaine afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, la création de revenus, l'hygiène publique ainsi que la gestion des déchets et des sols.

« Le programme pour l'utilisation durable de la biodiversité » vise à permettre aux populations locales d'acquérir les compétences nécessaires pour s'assurer la protection et l'usage durable de la biodiversité et des savoirs qui l'accompagnent, et leur faciliter l'accès à ces ressources. Il soutient les populations locales et met l'accent sur la recherche qui facilite l'usage durable de la biodiversité. Il favorise aussi l'élaboration de politiques sur la biodiversité qui soient appropriées et équitables.

« Le programme Écosystèmes et santé humaine » (Écosanté) a pour but de définir des interventions qui permettront une meilleure gestion des écosystèmes en vue d'améliorer la santé et le bien-être des êtres humains tout en préservant ou en améliorant la santé des écosystèmes dans leur ensemble.

« L'Initiative pour les micro-nutriments » soutient les programmes de nutrition dans les pays en voie de développement en vue d'augmenter l'accès des personnes aux micro-nutriments essentiels et rehausser leur santé et leur bien-être, avec le concours des agences de développement, des gouvernements, des ONG, des centres de recherches et de l'industrie alimentaire.

Source : <http://www.idrc.ca>

### **Commerce et pauvreté/faim, une association pas facile**

**Wendy Phillips/Gauri Sreenivasan**

Conseil canadien pour la coopération internationale

- 
- X Les sources de la faim sont complexes. Les accords commerciaux ont des bons et mauvais effets sur ce problème.
- X Le commerce favorise la croissance et, avec des dispositions appropriées, il peut aussi réduire la faim et la pauvreté.
- X Le Canada s'est engagé dans les objectifs du SMA et a vu la libéralisation du commerce agricole comme étant un facteur positif par définition. Pourtant la FAO et d'autres rapportent que le principal effet de la libéralisation du commerce agricole par l'OMC a été d'augmenter l'insécurité alimentaire.
- X Il y a différents moyens de s'assurer que les ententes commerciales maximisent les bénéfices pour ceux qui sont pauvres ou qui ont faim ; le défi est d'obtenir ces changements dans les ententes actuelles.

### Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, **Wendy Cymbal**, AAC

---

- X Cymbal soutient la notion selon laquelle le commerce n'est pas une fin en soi mais doit servir des buts plus larges. L'objectif est que le commerce apporte des bénéfices à tout le monde.
- X Le commerce encourage la production locale en soutenant les secteurs dotés d'un avantage comparatif.
- X Le Canada a répondu à l'engagement No 4 du SMA en encourageant la surveillance de l'impact de la libéralisation du commerce agricole.
- X Le Canada a répondu à la Décision de Marrakech en augmentant ses engagements à la Convention de l'aide alimentaire.
- X Des niveaux excessifs de soutien domestique empêchent les pays en voie de développement non-subsidiés de profiter de leur avantage comparatif.

### Les engagements du Canada envers la sécurité alimentaire sont-ils en train de trébucher ? **Marion Meyer**, *Mennonite Central Committee Canada*

---

- X L'engagement No 3 du Plan d'action du Canada relate les droits à la propriété intellectuelle (DPI) et traite des engagements du Canada à la Convention sur la biodiversité et *The International Undertaking on Plant Genetic Resources for Agriculture* (l'effort international portant sur les ressources génétiques des plantes cultivées), mais ne fait pas référence à l'article 27.3 (b) portant sur le *WTO Trade Related Intellectual Properties Agreement* (l'Accord international sur la propriété intellectuelle liée au commerce de l'OMC-APIRC).
- X L'APIRC a dû être révisé à fin de l'année 1999. Tous les pays devaient mettre en pratique un accord semblable à celui de la législation américaine ou leur propre version («sui generis») d'ici le 1er janvier 2000.
- X L'intérêt que porte le Comité central de Mennonite (MCC) au problème de l'APIRC lorsqu'il est lié à la sécurité alimentaire est basé sur l'inquiétude que suscite l'accès aux ressources et à la technologie et comment ils réduisent l'accès aux semences et «*germplasm*» lesquels devraient être la propriété de l'humanité et sont essentiels au maintien de la sécurité alimentaire.
- X Les résultats de la recherche du MCC en Inde, au Bangladesh, au Kenya, en Éthiopie et au Brésil ont été cités. L'inquiétude sur l'APIRC a augmenté dans tous ces pays à propos notamment de l'impact des DPI sur les pratiques culturelles et celui de la monoculture sur la biodiversité.

## Compte-rendu des groupes de discussion

### Contexte et occasions

- X « Le Sommet mondial de l'alimentation/cinq ans après » (SMA/CAA) représente une excellente occasion d'améliorer le profil de la sécurité alimentaire.
- X Se concentrer sur les actions à propos desquelles le Gouvernement fédéral a une

responsabilité ; comparer les engagements canadiens aux actions.

- X Mobiliser les ressources et la volonté politique.
- X La quatrième rencontre ministérielle de l'OMC au Qatar représente une autre occasion importante de lier les discussions du SMA/CAA à celles de l'OMC.
- X En mai 2002 aura lieu « le Sommet de la Terre - dix ans après » qui représente une autre opportunité car il sera centré sur l'agriculture durable.
- X Il est maintenant important de mettre l'accent sur le lien entre les contextes domestiques et internationaux entourant les problèmes de sécurité alimentaire. L'impact social de la mondialisation est en train de devenir de plus en plus clair et est similaire pour le Canada et les pays en voie de développement : croissance de la pauvreté, augmentation de l'insécurité alimentaire, disparition des fermes familiales, les OGM, la dérégulation, la privatisation des services sociaux, etc.
- X Les accords commerciaux internationaux minent la sécurité alimentaire, la sûreté des aliments et les fermes familiales aux niveaux du Canada et de l'international.

### **Commerce international, aide à l'étranger et Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire**

- X Le Plan d'action du Canada se concentre trop sur le commerce comme étant la solution et pas assez sur le rôle de l'aide. Nous devrions plutôt encourager la production locale, le soutien à une agriculture durable, le transfert de l'expertise, les voies rurales, etc.
- X Le Plan d'action du Canada est faible, parce qu'il n'y a pas de mécanismes solides pour pousser et guider son implantation.
- X Comme l'a suggéré Farhad, il serait peut-être préférable de voir l'agriculture d'une autre façon et ne pas seulement argumenter en faveur de l'augmentation de l'aide ; pouvons-nous retracer les pratiques indigènes qui ont réussi à faire perdurer les cultures sans avoir nécessairement recours au commerce et qui ont été perdues pendant la Révolution verte ? Il faut reconnaître que ce sont des technologies qui fonctionnent.
- X La diversité agricole est plus durable que la monoculture ; les aliments produits localement ont de nombreux aspects positifs, la nourriture ne doit pas être réduite à sa simple valeur marchande, elle n'appartient pas à l'OMC. Le commerce de la nourriture devrait être basé sur des priorités qui reflètent la valeur de l'alimentation pour ce qu'elle est, pas simplement comme une denrée économique. Nous devons développer des organisations de commerce et des règles éthiques autour de l'alimentation.
- X Nous devons intégrer le souci de la souveraineté alimentaire (la liberté de prendre des décisions locales concernant l'approvisionnement alimentaire) dans nos débats portant sur le commerce et la politique alimentaire agricole.
- X Les peuples des pays en voie de développement s'inquiètent du fait que si seuls des accords commerciaux en faveur de la croissance économique sont signés, peu de volonté sera accordée à la protection des producteurs locaux. Par exemple, s'ils produisent du blé à haut coût, seront-ils capables de maintenir des tarifs permettant de protéger les producteurs locaux ?
- X Recommandations :
  - X Les pays en voie de développement devraient être capables de protéger leurs cultures alimentaires traditionnelles et principales des pirateries biologiques et de la compétition injuste créée par les producteurs étrangers subventionnés ;
  - X nous devrions préconiser l'accès plus équitable aux marchés les plus riches (l'Union

- européenne a annoncé qu'il n'y aurait pas de taxes douanières pour les pays en voie de développement, exception faite des produits agricoles !) ;
- X l'ACDI devrait réviser les engagements et actions sur l'aide à l'étranger établis dans le Plan d'action et le rendre disponible à la société civile ;
  - X l'action de l'ACDI sur la nutrition sans un intérêt particulier pour la sécurité alimentaire représente une vision très limitée du développement durable. L'ACDI a été établi pour effectuer l'éradication de la pauvreté et la sécurité alimentaire en est un élément critique et cela devrait être clairement énoncé ;
  - X soutenir la production rurale locale en faveur d'une consommation locale dans les pays en voie de développement en termes de formation en l'agriculture, de semences, de l'appropriation de terres, de l'irrigation et de réforme agraire. En même temps, utiliser le travail local, le savoir local et les matériaux d'une manière durable.
  - X Idées pour faire avancer la question de l'insécurité alimentaire au sein de l'ACDI :
    - X Identifier les « champions » de la sécurité alimentaire aux niveaux politique et bureaucratique ;
    - X accroître les niveaux de l'APD, en particulier la programmation de la sécurité alimentaire ;
    - X placer la sécurité alimentaire au centre du Plan d'action pour la santé et la nutrition ;
    - X développer des indicateurs de sécurité alimentaire ;
    - X l'accent sur les meilleures pratiques nécessite d'être équilibré par une approche de la base au sommet (*bottom-up approach*).
  - X Mettre l'accent sur l'accès à la terre, sur l'eau et les ressources génétiques pour obtenir de la nourriture. Fréquemment une trop grande importance donnée à l'exportation limite l'accès à ces ressources (en même temps, nous devons faire attention à ne pas faire de généralisations, le Ghana pourrait représenter un cas réussi de modèle d'exportation favorable)
  - X L'aide alimentaire d'urgence est nécessaire mais doit être mieux ciblée. Elle représente aussi une façon onéreuse de fournir de l'aide ; au Canada, 90% de l'aide alimentaire est liée.
    - X Recommandation : Nous devrions voir de plus près à délier l'aide alimentaire.
  - X Il est nécessaire de regarder quels sont les aliments les plus appropriés pour aider les gens à atteindre leur potentiel de croissance optimal (peut-être que la nourriture locale traditionnelle est la mieux adaptée). Est-ce que les grandes compagnies sapent les producteurs locaux en modifiant les goûts alimentaires ? Est-ce qu'ils répondent à la demande locale ?
  - X Est-ce que toutes les bio-technologies sont mauvaises ? La technologie peut être utilisée pour améliorer la santé (par exemple, les cultures résistantes à la sécheresse). La Révolution verte n'a pas été entièrement mauvaise ou entièrement bonne. Elle a aidé à nourrir 3 milliards de gens supplémentaires.
    - X Recommandation : le Gouvernement canadien devrait apporter des fonds à la recherche publique sur l'agriculture domestique et à l'étranger pour permettre un accès plus équitable aux ressources et éviter de se concentrer simplement sur la recherche de plus grand profits.

**Canada : agriculture, fermes familiales, volonté politique et cohérence :**

- X Comment sont influencés les fermiers canadiens par les marchés internationaux et comment cela affecte la sécurité alimentaire et la stabilité locale ? Par exemple en Saskatchewan, ils ne peuvent coexister. Ce que vous voyez, ce sont des fermes géantes produisant pour l'exportation ; les marchés internationaux changent la vie rurale. On ne peut pas rivaliser

avec ces fermes énormes. Les fermiers sont ainsi réduits à quitter la leur pour migrer vers les villes où ils finissent par souffrir d'insécurité alimentaire.

- X Comment peut-on concilier ce qui arrive dans le milieu rural et l'augmentation du nombre de gens qui souffrent d'insécurité alimentaire dans les villes ?
- X Nous sommes dans une situation où l'agriculture canadienne est très instable, d'importantes compagnies font des affaires avec l'agriculture et obtiennent d'énormes profits tandis que d'autres fermiers font au mieux de petits gains ou perdent leur ferme. En même temps, il y a une érosion des filets de sécurité et des soutiens au revenu.
- X Un comité permanent sur la sécurité alimentaire pourrait prendre la forme d'un forum où les canadiens pourraient parler de la sécurité alimentaire. Ce comité devrait être responsable devant le parlement et il aurait besoin d'engager la société civile sur ce problème.
- X Le comité interministériel actuel, avec la participation des OSC, n'a pas grande influence, c'est un forum pour seulement débattre et analyser.
- X Relier les élections à la sécurité alimentaire, c'est faire de la sécurité alimentaire une question électorale.

## 8. Compte rendu des ateliers (9h00-10h30)

Session présidée par : **Cecilia Rocha**,  
École de nutrition, Université Ryerson

---

Les représentants de chaque atelier se sont rencontrés samedi soir pour examiner ce qu'il en était de chaque atelier, pour identifier les complémentarités, les contradictions et les thèmes qui se chevauchent, et identifier des orientations stratégiques communes. Des documents préliminaires ont été distribués aux participants le dimanche matin en vue de les préparer pour la séance plénière (Annexe C). Ces documents constituaient une première tentative d'identification des plus grandes tendances qui ont émergé des sessions du samedi, incluant des principes, quelques-unes des recommandations générales et certaines propositions concernant la manière dont pourrait être mis sur pied un réseau national sur la sécurité alimentaire. Le module n'a pas inclus tous les détails des recommandations parce qu'il n'aurait pas été possible de tout intégrer dans un module cohérent avec le peu de temps qui nous était alloué. Les organisateurs ont proposé que l'intégration de plus de détails soit la responsabilité des éditeurs du compte rendu du congrès, basé sur les commentaires fournis dans la session du dimanche matin. Étant donné que la plupart des participants au congrès ne représentent pas officiellement leurs organisations, il est clair qu'aucune approbation formelle concernant les recommandations du congrès ne peut être offerte pour l'instant. Les organisateurs ont proposé que les participants apportent à leur organisation une ébauche du compte rendu du congrès afin de permettre une interaction ; au sortir de cette interaction, ils pourraient être capables d'établir un rapport plus formel qui reflètera le travail du congrès.

Les participants ont pu commenter les documents distribués et ce qui suit représente les principaux thèmes qui ont émergé de leurs commentaires :

### **Opposition aux OGM :**

- X Ne pas voir l'augmentation des fonds pour la recherche sur les OGM comme étant une recommandation de ce congrès.

- X L'agriculture durable en Alberta implique la biotechnologie et l'utilisation importante de produits chimiques, c'est pourquoi nous devons y ajouter le mot «non toxique» ; nous devons dire «stop» au soutien gouvernemental au génie génétique.
- X Soyons clairs, nous sommes contre le génie génétique, par opposition à la biotechnologie seulement.
- X Nous devrions susciter l'augmentation de la recherche qui n'est pas centrée sur la biotechnologie.

**Le droit à l'alimentation :**

- X Nous devons ajouter, dans ce que nous appelons «le droit à l'alimentation», un communiqué officiel de «valeur» dans la section des principes fondamentaux ; le langage du «comité italien pour le forum des ONG», lequel a été distribué par certains membres expose clairement notre position sur ce point.

**La production orientée vers l'exportation :**

- X Nous n'avons pas assez discuté de la façon de défier les pratiques de production destinées à l'exportation et dépendantes d'une monoculture chimique. Nous devons chercher un moyen de nous allier aux autres groupes (c'est-à-dire les groupes environnementaux).

**L'importance des fermiers pour la sécurité alimentaire :**

- X Nous n'avons pas assez insisté sur l'importance des fermiers dans le domaine de la sécurité alimentaire - les fermiers ont le sentiment que les gens de la ville les colonisent.

**Les pêcheries durables :**

- X S'il vous plaît, faites des pêcheries durables une question stratégique pour la sécurité alimentaire.

**Représentation dans les futures rencontres du Réseau :**

- X Nous voulons élargir la représentativité par la présence de groupes marginaux, tels que les pauvres, les minorités visibles, etc.
- X Nous voulons que la représentation reflète les réalités des communautés qui cultivent la terre au Canada.

**Énoncer des communiqués solides pour Rome :**

- X Un communiqué de la société civile canadienne et américaine représentera un message plus solide à Rome.
- X La communauté des ONG au Canada est quelque peu différente de celle des Etats-Unis, nous devons formuler de façon indépendante notre position nationale à Rome.

## **9. Clôture des séances plénières (11h00-12h30)**

Session présidée par : **Cecilia Rocha**,  
École de nutrition, Université Ryerson

---

La dernière session du congrès a été conçue pour identifier les manières de créer un réseau national sur la sécurité alimentaire. Les membres du panel ont présenté différents points de vue sur des modèles d'organisation.

Mise en réseau de la société civile en Asie du sud

## **Farhad Mazhar, UBINIG, Dhaka, Bangladesh**

---

Farhad Mazhar a ouvert la session en soulignant avec force l'importance de considérer l'alimentation sous toutes ses dimensions et d'organiser les gens autour de ces thèmes. « L'alimentation relève de l'éthique. », a-t-il déclaré, « ce n'est pas une question de production ». Il a mis l'accent sur le fait que la nourriture doit être acclimatée (*localized*) et sur le fait que l'agriculture n'est pas une usine ni un supermarché. Il croit que nous devons rapporter à l'alimentation sa dimension spirituelle.

De plus, la culture agraire est une culture viable, importante et nécessaire. Nous devons nous battre contre la monoculture qui n'est pas seulement présente dans le domaine de l'agriculture, mais dans tous les aspects de la société. « Nous devons apprécier notre vie. Nous ne sommes pas ici simplement en tant que consommateurs, producteurs, ou juste là pour gagner de l'argent... nous voulons produire notre propre nourriture et apprécier ce qu'est la nourriture... nous avons perdu ce plaisir. »

Il a terminé avec un appel demandant de ranimer les consciences, de renforcer les liens entre les fermiers, de redonner aux producteurs l'honneur et la dignité qui leurs sont dus. Faisons converger les intérêts des agriculteurs du Nord et du Sud, a-t-il dit. Créons une alliance mondiale entre les fermiers.

### De vieux amis, des nouvelles tactiques

#### **Brewster Kneen, *The Ram Horns et BC Biotech Circle*, Sorrento, C-B**

---

Brewster Kneen a concentré ses remarques sur les succès des organisations contre la biotechnologie. « Tout le problème de la biotechnologie vient du fait que la politique qui s'y rapporte n'a jamais été formée démocratiquement ... nous croyons que c'est un problème majeur d'ordre public et qui appartient au domaine du public. »

Il y a sept ans, a-t-il déclaré, plusieurs d'entre nous avons essayé de bloquer le développement politique en faveur de la biotechnologie au sein de l'industrie en Ontario. Nous avons organisé un groupe appelé « Biojest » (un groupe très diversifié de personnes et d'organisations) et nous avons été capables de faire perdre de la vitesse à l'industrie biotechnique en les empêchant d'obtenir ce qu'elle voulait du gouvernement pendant six années. Le problème de l'utilisation des hormones de croissance a fait ressortir l'activisme en faveur de la politique alimentaire au Canada dans les années 1990 et a montré ce que nous pouvions faire lorsque nous avons un objectif commun réellement clair. Il y avait peu de structures formelles durant la campagne ; diverses organisations jouaient différents rôles, et il n'y avait pas de revendications en faveur d'une position uniforme contre les hormones de croissance. Cela a permis une opposition fournie mais très largement spontanée contre les hormones de croissance qui s'est répandue dans de nombreux secteurs, auparavant rarement impliqués dans le domaine de l'agriculture, incluant la santé publique, des organisations d'aînés, des écoles et des gouvernements municipaux urbains. Leur travail a empêché le Gouvernement et l'industrie d'être capables d'isoler l'opposition. Au lieu de cela le problème est devenu une responsabilité politique.

Kneen croit que ce genre d'organisations peut continuer à rencontrer des succès. « La dictature de Monsanto sur le blé transgénique a réussi en unifiant les cultivateurs de blé de l'aile droite de l'Ouest canadien ; l'Union des fermiers et tous ceux entre les deux sont contre, et nous pouvons remarquer que le Gouvernement est encore en train de les soutenir. Comme les hormones de

croissance bovines, le blé transgénique et l'étiquetage des aliments transgéniques peuvent devenir une responsabilité politique. »

## Leçons du dernier SMA - Maintenir la pression sur le Gouvernement **Sue Cox, Daily Bread Food Bank, Toronto**

---

Sue Cox a fourni une vue d'ensemble des efforts dont a fait preuve la société civile pour influencer la rédaction du Plan d'action du Canada sur la sécurité alimentaire. Les banques alimentaires se sont impliquées relativement tôt et elles ont trouvé le processus très frustrant. Elles avaient essayé de convaincre le Gouvernement qu'un revenu inadéquat était le plus souvent la cause majeure d'insécurité alimentaire au Canada. Leurs commentaires n'a eu qu'un petit impact sur ce qui a été retenu dans le document final, selon madame Cox.

Elle a conclu son propos en disant : « continuons à tenir le Gouvernement responsable en lui mettant la pression. Allons de l'avant avec espoir, avec des engagements nouveaux, mais ne croyons pas que ce sur quoi nous sommes d'accord aujourd'hui sera si facile à obtenir. »

## Bâtir un mouvement national pour la sécurité alimentaire **Debbie Field, FoodShare, Toronto**

---

« Nous sommes un mouvement social », a déclaré Debbie Field avec conviction. Les gens sont lassés de la façon dont le gouvernement ignore nos problèmes. Des millions de personnes ont un gouvernement qui ne comble pas leurs besoins concernant l'alimentation.

Elle a encouragé les participants à adopter l'analogie de l'équipe de soccer - tout le monde ne joue pas à la même position, personne d'entre nous ne peut marquer un but tout seul et nous devons plutôt travailler ensemble comme une équipe. Selon son point de vue, nous obtenons des changements sociaux lorsque quelque part un consensus s'établit parmi 60 à 75% de la population. Le mouvement féministe est un exemple qui a réussi. Nous voulons changer la politique et nous voulons changer la nature de l'alimentation au Canada. Nous pouvons reconnaître l'étendue des alliés potentiels en sachant que « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ».

## Continuons de parler, continuons d'écouter **Mustafa Koc, Centre d'études en sécurité alimentaire, Université Ryerson**

---

Koc a réitéré la nécessité de continuer le dialogue entre les représentants de la société civile aux niveaux national et international. Dans une économie mondialisée, « la société civile est la clé de la création d'un mécanisme de contrôle et d'équilibre, de la protection des droits des marginalisés et de la protection des politiques appropriées répondant aux besoins locaux. »

Il faut faire attention de ne pas adopter une approche qui rejette uniquement sur l'industrie et les gouvernements la responsabilité des problèmes que rencontre le système alimentaire. Koc a déclaré que « ce que le Gouvernement et l'industrie font est réellement le reflet de notre système de valeurs. » Les OSC ont un rôle clé à jouer dans la remise en question des valeurs dominantes entourant les droits fondamentaux et les stratégies de développement économique.

Soulignant la nature fragmentaire des agences travaillant pour la sécurité alimentaire aux niveaux fédéral, provincial et local, Koc a soutenu la nécessité d'avoir une politique alimentaire compréhensive et un ministère de l'alimentation œuvrant à l'atteinte des objectifs établis dans le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire.

Koc a conclu que les universités devraient aussi travailler, avec les OSC en fournissant des

infrastructures de recherche et de formation nécessaires, et en créant une plate-forme pour permettre le dialogue entre les gouvernements, l'industrie et la société civile.

### Questions soulevées suite aux présentations :

Centralité de la question du revenu :

X Nous devons être sûrs que la sécurité du revenu est considérée comme centrale durant tout le processus

Destruction des pêcheries :

X Le type dominant d'agriculture a des impacts immédiats et destructeurs sur l'industrie des pêches ; c'est l'état actuel d'une économie en recrudescence dont on peut observer les effets sur la terre qui détruit l'environnement marin.

Sur la disparition des fermiers :

X La vie des fermes familiales a radicalement changé - Nous avons l'impression qu'il y a un mouvement qui tente d'éliminer les fermiers et de les forcer à quitter les terres ; l'agriculture n'est pas seulement un commerce mais c'est un mode de vie ;

X Nous sommes très inquiets de l'accessibilité aux semences. Nous avons peur de sa perte avec la biotechnologie ;

X L'insécurité alimentaire n'est pas juste un problème urbain. Certaines fermes familiales commencent à souffrir de la faim et à avoir recours aux banques alimentaires en Ontario.

Sur les prochaines étapes :

X Nous devons rentrer chez nous et nous organiser. Nous avons besoin d'être forts localement afin de pouvoir construire une solidarité mondiale. Nous devons continuer à parler et raconter les histoires... les suicides de fermiers au Canada sont en augmentation... nous devons porter cette souffrance et en tirer l'impulsion nécessaire pour agir ;

X Plus il y a d'agriculture urbaine, plus il y a de citoyens urbains qui comprennent et soutiennent les fermiers.

X Il est nécessaire de développer un énoncé de mission, l'objectif d'un réseau national. Je suggère de « construire un mouvement qui éduque, mobilise, sert, et regroupe une base populaire diverse et large qui fera la promotion des structures de sécurité alimentaire démocratiques, basées sur la communauté et l'autosuffisance. »

## 10. Résolution

---

Proposée par : David Rhin

Secondée par : Don Kossick

---

Les participants du congrès décident qu'il est nécessaire de créer un réseau national canadien pour la sécurité alimentaire et que le comité d'organisation a le mandat temporaire d'explorer des façons de le mettre sur pied et de favoriser une adhésion large, au niveau national.

Approuvée unanimement

## 11. Appel de Cathy Campbell

---

Le congrès s'est terminé avec un appel du révérend Cathy Campbell qui a été une source d'inspiration pour la plupart d'entre nous en tant que professeure, organisatrice communautaire et en tant que citoyenne modèle :

Je vous invite tous à observer un moment de silence ; pour nous rappeler les voix, les histoires, et les commentaires qui ont été entendus ; pour regarder la pièce, voir et se rappeler chaque personne rassemblée et considérer tout ce qui s'est passé comme sacré ; honneur à tout ce qui a été partagé, créé et rêvé comme un présent : chéri et spécial.

## Recommandations préliminaires des congressistes

---

Le congrès « **Travailler ensemble...** » a été conçu pour fournir des propositions d'actions prioritaires au Gouvernement fédéral et au SMA/CAA qui aura lieu à Rome. Dans ce résumé, nous avons synthétisé les divers enjeux soulevés par les nombreux participants. Le résumé est destiné à circuler parmi tous les réseaux de sécurité alimentaire pour susciter des réactions. Le comité du congrès consent à essayer d'incorporer toutes ces réactions dans le document final, lequel pourra alors refléter réellement la société civile en se basant sur un échantillon plus large que celui représenté par les 150 personnes qui ont assisté au congrès à Toronto. Dans ce sens, et tel que déjà soumis dans ce rapport, les propositions représentent des recommandations préliminaires. Elles sont organisées selon le niveau ou corps de mise en place principal (délégués à Rome ; Gouvernement fédéral ; société civile) et contiennent des sous-catégories basées sur les principaux thèmes des ateliers.

---

### Préambule

La sécurité alimentaire requiert qu'une quantité adéquate de nourriture saine, nutritive et culturellement acceptable soit accessible à tous d'une façon digne et abordable ; que les producteurs obtiennent une juste rétribution de leur travail et que les méthodes de production soutiennent l'environnement. Ces éléments de base requièrent fondamentalement une nouvelle orientation des systèmes alimentaires canadiens et mondiaux d'alimentation et de promotion de la santé.

Au dernier Sommet mondial de l'alimentation qui a eu lieu en 1996 à Rome, l'engagement a été pris de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim, d'ici 2015, au plus tard. Actuellement, le nombre de personnes vivant une situation de faim permanente est estimé à plus de 800 millions. Même si cet engagement est considéré par la FAO elle-même comme ne pouvant pas être atteint, elle se prépare à accueillir un nouveau Sommet mondial de l'alimentation (session de novembre 2001 remise à juin 2002) pour évaluer les cinq dernières années. Cet échec d'une réduction significative de la faim signale l'inadéquation des politiques actuelles appliquées par de nombreuses institutions et gouvernements servant à garantir le droit à l'alimentation. Si de sérieuses actions ne sont pas prises, nous nous dirigerons vers une crise majeure de la sécurité alimentaire - autant dans le Nord que dans le Sud.

---

### **Principes guidant les actions sur la sécurité alimentaire :**

Nous soutenons que les systèmes de sécurité alimentaire doivent honorer les principes suivants :

1. Le droit à l'alimentation est englobant et indissociable des autres droits. L'accès à un régime nutritif et bon pour la santé est un droit humain fondamental. Il fait partie intégrante des droits de travailler, d'avoir un revenu adéquat et d'avoir un logement. La sécurité financière et les moyens de répondre aux nécessités de base sont centraux pour assurer la sécurité alimentaire.
  2. Il doit y avoir un mécanisme de protection démocratique des conditions qui rendent ces droits possibles
  3. Nous avons le droit de protéger la souveraineté de notre sécurité alimentaire et ceci a priorité sur le droit du marché (libre échange).
  4. Le droit à l'alimentation doit être conçu en termes d'accès à l'alimentation, d'aptitude à produire de la nourriture, lequel requiert la protection de l'environnement pour les générations futures. Pour les peuples autochtones qui désirent maintenir des régimes traditionnels basés sur des habitats environnementalement sûres, ceci est particulièrement important.
  5. La sécurité alimentaire pourra seulement être atteinte lorsque tous les groupes au sein de la société seront informés, habilités et autorisés à participer au développement des politiques.
- 

### **Recommandations en vue du Sommet mondial de l'alimentation /CAA à Rome**

#### **Aux ONG canadiennes déléguées :**

1. Insister sur l'inclusion des dimensions culturelles, sociales et écologiques - pas seulement physiologiques et biologiques - de la sécurité alimentaire et du droit à l'alimentation.
2. Établir des réseaux d'éducation mutuelle, de support et de solidarité entre les ONG internationales pour parvenir à la sécurité alimentaire. Exiger une action nationale et internationale pour la réalisation des objectifs reconnus durant le SMA en 1996, comme l'ébauche du code de conduite internationale pour les droits de l'homme à une nourriture adéquate (FIAN international) et le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire.
3. Les graines sont une ressource pour la planète et l'espèce humaine. Prendre des mesures pour s'assurer que les variétés traditionnelles sont conservées et que l'intégrité des banques de graines mondiales est maintenue et gardée dans le domaine public.
4. Appliquer ici au Canada, l'approche recommandée pour le développement rural international dans le document du SMA pour effectuer des réformes agraires au niveau domestique. Ceci signifie qu'il faut fournir une infrastructure, assurer l'accès à des moyens de production, reconnaître la priorité des fermiers à se nourrir, à nourrir leurs communautés, leur pays et ensuite à exporter (en contradiction avec l'approche suivante « le Canada nourrit le monde ») et assurer la durabilité des ressources futures (économat, comptabilité de tous les coûts).
5. Soutenir les politiques qui encouragent la production locale pour la consommation locale.
6. La sécurité alimentaire au niveau mondial est reliée aussi aux revenus et aux problèmes financiers. Inclure d'autres acteurs clés multilatéraux et agences telles celles responsables et redevables pour la sécurité alimentaire pour étendre le processus du SMA au delà du mandat limité de la FAO.
7. Créer une fonction d'audit de la sécurité alimentaire au niveau national par l'intermédiaire d'une fiche rapport permettant de suivre l'état de l'insécurité alimentaire et le progrès des

initiatives en sécurité alimentaire tous les deux ans avec la participation de la société civile. Surveiller les besoins en sécurité alimentaire, réviser les critères d'assistance sociale provinciaux au regard du droit à l'alimentation.

---

### **Recommandations au Gouvernement canadien :**

1. Développer une politique alimentaire détaillée, holistique et à l'échelle gouvernementale (et non pas fragmentaire ou par ministère).
2. Identifier les rôles et les responsabilités des différents niveaux des gouvernements et leurs ministères, sur la sécurité alimentaire. Augmenter la coopération entre les agences pour coordonner une action pour alléger la faim et la pauvreté.
3. Appliquer des normes de base pour le respect du droits à l'alimentation.
4. Exempter la sécurité alimentaire de toutes les négociations commerciales (comme il est fait pour la culture) ou protéger la sécurité alimentaire dans les accords commerciaux
5. Augmenter la contribution du Canada à la sécurité alimentaire mondiale en :
  - X Faisant de la sécurité alimentaire le pilier des stratégies de réduction de la pauvreté et de développement durable de l'ACDI ;
  - X Augmentant la possibilité d'achat de nourriture pour l'aide alimentaire au niveau local ou régional, là où c'est nécessaire ;
  - X Permettant un accès sans taxes pour tous les produits des pays les moins développés ;
  - X Développant des systèmes de partage de l'information et de liaison sur les expériences en matière de sécurité alimentaire au niveau mondial ;
  - X En assurant des fonds et un support adéquats aux organisations vouées à la politique alimentaire à tous les niveaux (local, national, international) avec la participation entière de la société civile.
6. Reconnaissant la sécurité alimentaire communautaire comme un déterminant de la santé, la politique gouvernementale doit donc prendre en compte les déterminants de la santé capables d'affecter la sécurité alimentaire, notamment :
  - X un logement et un chauffage abordables ;
  - X l'approvisionnement en eau et son assainissement ;
  - X un revenu adéquat ;
  - X des moyens de transport ;
  - X l'absence de violence.
7. Assurer un accès facile à une nourriture saine et culturellement appropriée pour tous à tous les moments de la vie, incluant :
  - X Adoption obligatoire de la résolution de l'OMS sur la nutrition des bébés et des jeunes enfants et sur l'allaitement ;
  - X Développement de programmes universels sur la nutrition des bébés et des enfants ;
  - X Protection de l'alimentation indigène et traditionnelle et des aptitudes médicinales ;
  - X Engagement financier pour l'éducation et le développement des aptitudes pour favoriser une alimentation saine ;
  - X Augmenter les fonds pour les programmes de promotion de la santé (cf. la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé, 1986) ;
  - X Reconnaître l'association entre l'insécurité alimentaire/sous-nutrition avec une incidence accrue de maladies et de coûts de soins de santé, accompagnées de difficultés liées à l'apprentissage, la productivité et l'employabilité ;

- X Utiliser une approche de la santé basée sur l'écosystème pour évaluer les méfaits reliés à l'agriculture industrielle ;
  - X Reconnaître que la forte consommation d'aliments hautement transformés, à faible valeur nutritive et d'aliments vides de calories (nourriture camelote) est une tendance problématique et nécessite l'application de la stratégie de Santé Canada utilisée pour le tabac, telle l'interdiction de faire de la publicité sur ces aliments « hautement transformés et à faible valeur nutritive » aux enfants de 12 ans et moins. Orienter les efforts vers l'alimentation saine et la pratique d'activités physiques par le développement et le soutien d'un programme sur le poids/santé dans les établissements scolaires.
8. Créer un moyen de vérification de la sécurité alimentaire nationale à l'aide de l'établissement tous les deux ans, d'une fiche rapport faisant état de l'insécurité alimentaire et des progrès résultant des initiatives dans ce domaine, avec la pleine participation de la société civile ; Prévoir sa diffusion. Surveiller les besoins en sécurité alimentaire et revoir les critères d'assistance sociale provinciaux au regard du droit à l'alimentation (incluant les recommandations au SMA).
  9. Prendre des mesures immédiates pour assurer l'accès à une quantité adéquate d'eau potable pour tous les canadiens.
  10. Développer un programme pilote pour les travailleurs du domaine de la sécurité alimentaire, dont les fonds proviendraient de Santé Canada, DRHC et le CRDI, lequel inclut également des travaux pratiques ou des internats et des stages de coopération, et cela pour les étudiants qui veulent être capables de participer au développement de politiques.
  11. S'assurer que la nourriture soit produite et distribuée d'une façon responsable qui respecte l'environnement et protège la biodiversité ; on doit éliminer les produits chimiques toxiques et les OGM et favoriser des techniques durables et biologiques.
  12. Assurer l'accès à la terre, à l'eau et à une infrastructure pour les systèmes alimentaires communautaires (incluant aussi bien l'agriculture urbaine et périurbaine que rurale et celle dans les régions éloignées). Les besoins d'infrastructure incluent le transport, l'entreposage, le traitement, la vente, l'éducation, l'information et la formation. Les besoins de la communauté tels que des emplois locaux, un contrôle sur la prise de décision concernant la gestion des ressources, et le manque de sûreté de la nourriture résultant des procédés industriels doivent être discutés en mettant l'accent sur les systèmes alimentaires locaux.
  13. S'assurer que l'innocuité de la nourriture et les standards de qualité sont adéquatement « mesurés » à petite échelle, au niveau de la famille, des opérations des fermes locales. Prendre avantage des ressources de la communauté pour assurer l'innocuité des aliments et des services de qualité ; cela aiderait à garder ou à créer des emplois dans la communauté. (e.g., faire tester des produits ou des échantillons de sols localement).
  14. Pour chaque dollar que le Gouvernement fédéral dépensera pour la biotechnologie R&D, il devra être dépensé un dollar pour supporter les formes de systèmes agricoles de productions alimentaires écologiques, comme : la culture biologique et bio-dynamique ; les initiatives locales de « protection de l'alimentation » ; l'agriculture soutenue par la communauté; les organisations et l'agriculture urbaine, la formation continue, la recherche associés à ce qui précède.
  15. Souligner les effets néfastes du «principe de l'aliment bon marché» et son impact délétère sur les revenus des fermiers et des pêcheurs par une série de mesures incluant une surcharge ou un impôt différé sur des produits spécifiques avec une fiscalité destinée aux programmes de

revenu agricole et à la pêche; cela pourrait inclure une taxe sur la « nourriture camelote », avec des ajustements fiscaux destinés aux programmes de revenu agricole et de la pêche pour la santé et l'environnement.

16. Augmenter l'intérêt du consommateur et faire des efforts pour éduquer le public sur les ingrédients, leurs coûts réels et leurs pays d'origine. Soutenir des programmes d'éducation du public mis en place par la société civile.
17. A partir de la méthodologie de l'internalisation de tous les coûts (environnementaux, sociaux, économiques), effectuer des analyses comparatives des différentes technologies agricoles, des méthodes et des systèmes. La société civile effectuerait ce travail, en bénéficiant d'un support approprié des universités et en consultation avec le Gouvernement fédéral (e.g., : AAC, spécialistes en gestion de commerce ; Statistique Canada).
18. Implanter un programme rural de protection de l'environnement basé sur ceux de l'Union européenne dans lesquels les fermiers sont payés pour fournir des services écologiques, en reconnaissance de leur rôle en tant qu'administrateurs de la terre. D'après l'OMC, de tels programmes sont « une lutte pour le vert ».
19. Concevoir des services de formation pour assister les fermiers les organisations ferme et de pêche dans la transition vers une agriculture écologique et des techniques de production durables, incluant les éléments de programmes suivants : apprentissages, «mentorat», cours, et recherche appliquée.
20. Créer une législation fédérale pour développer un cadre permettant l'implantation au niveau provincial d'une administration des terres agricoles en fidéicomis, des banques de terres, des mesures alternées de titularisation dans le but de faciliter des options tel que l'agriculture soutenue par la communauté et rendre plus facile l'entrée des jeunes/nouveaux arrivants dans le domaine de l'agriculture.
21. Mettre sur pied des programmes de «mentorat» pour tous les fermiers - les plus vieux et les plus jeunes, urbains et ruraux ; les anciens servant de professeurs.
22. Encourager les démonstrations et formations en agriculture urbaine dans une configuration urbaine, avec comme mentors des fermiers des régions rurales. Utiliser comme outils les jardins d'écoles, les jardins sur les toits et les programmes comme la mise en liaison des terres et des futurs fermiers (e.g., programme en C-B), lequel fait se rencontrer des personnes ayant des terres non cultivées et des fermiers à la recherche d'une terre.
23. Inclure une formation des jeunes en agriculture dans les écoles techniques, les collèges, les universités. Inclure dans la formation l'enseignement d'habiletés pratiques dans le domaine du travail à la ferme. Ceci requiert un support fédéral.
24. Préserver les principes d'équité et développer des modèles de structures alternatifs pour essayer de rétablir la stabilité du marché et résoudre les problèmes liés à l'utilisation des terres ; globalement, développer un concept plus large pour égaliser l'offre et la demande alimentaires dans un secteur où la gestion des approvisionnements est démantelée.
25. La vulnérabilité des populations humaines et animales a été accentuée par l'interdépendance mondiale du système alimentaire. La fièvre aphteuse, la maladie de la vache folle, la résistance grandissante des bactéries, les résidus toxiques et la présence dans les produits alimentaires d'antibiotiques et d'hormones de croissance ont soulevé des inquiétudes quant à la condition de vie des animaux et la sûreté des aliments destinés aux hommes. Les ressources fédérales du gouvernement représentées par Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments doivent user de précautions et prévoir des dispositions en se servant

de la recherche directe et appliquée pour assurer un contrôle préventif, réduire les risques et diminuer les inquiétudes du public concernant la sûreté de la nourriture.

26. Implanter des stratégies de financement pour soutenir le développement d'entreprises rurales dans les communautés rurales - par des cercles de prêts, des coopératives d'épargne et de crédit, des investissements basés sur la communauté, le troc ou d'autres options. Le Gouvernement doit fournir des capitaux d'amorçage, puis lever les obstacles à l'implantation.
  27. Créer un véhicule de partage des savoirs et pratiques historiques indigènes ayant trait à l'alimentation.
  28. Rechercher et éduquer les citoyens sur les avantages d'une agriculture urbaine
    - X Identifier les sources de productions alimentaires et les facteurs de risque si les cultures échouent ;
    - X Développer localement une production bio-régionale ;
    - X Développer des jardins communautaires ;
    - X Identifier les zonages fédéraux, provinciaux, locaux et autres règlements/arrêtés municipaux qui gênent le développement de l'agriculture urbaine.
  29. Promouvoir un circuit fermé des systèmes de production urbains en réclamant ou se servant :
    - X des espaces abandonnés ;
    - X de composts (avec rebus urbains) ;
    - X des toits/serres ;
 et en encourageant :
    - X les fermes urbaines intensives ;
    - X et les petites entités de production (cuisines incubatrices).
  30. Réviser les règles d'étiquetage conformément aux droits des citoyens d'être pleinement informés au sujet de leur alimentation. Cela comprend l'élaboration de systèmes d'identification des aliments provenant des fermes respectueuses de l'environnement et l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés.
- 

**Aux défenseurs de la sécurité alimentaire représentés au congrès « Travailler ensemble... »:**

1. Promouvoir le droit à l'alimentation dans la tradition des droits humains indissociables en portant une attention spéciale aux besoins, aux droits et aux sensibilités des divers groupes soutenant la sécurité alimentaire.
2. Chaque organisation doit considérer l'approbation de la déclaration des ONG de 1996 (voir Annexe D).
3. Coordonner un événement remarquable ou une série d'événements pour qu'ils coïncident avec l'ouverture du Sommet mondial de l'alimentation à Rome, et publiciser les problèmes de l'insécurité alimentaire. Rendre possible l'intégration de ceux-ci durant les événements locaux tels La Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre.
4. Encourager les directeurs de la santé publique de toutes les municipalités ou régions à collaborer dans les déclarations sur l'alimentation et la sécurité alimentaire.
5. Effectuer un inventaire national des programmes, cours, activités, formations qui sont actuellement en cours qui pourra servir aux partenaires de la société civile.
6. Impliquer toutes les instances concernées (en particulier les Premières Nations) dans la planification et dans le processus de décision concernant la gestion des terres publiques, et des ressources (e.g., : les poissons, l'eau).
7. Travailler à créer une alliance pour l'élargissement de notre base afin d'aider le développement

Travailler ensemble :...

de nouvelles politiques en sécurité alimentaire, et de fournir des solutions à la concentration des corporations, à la mondialisation et à la libéralisation du commerce. L'objectif est de renforcer la démocratie en utilisant notre savoir et nos ressources plus efficacement, en évitant de dupliquer les efforts et en coordonnant nos capacités et expertises. Nous commencerons déjà à rassembler et à partager l'information par l'intermédiaire du réseau incluant les ressources que nous pouvons offrir telles la recherche, l'accès aux médias et les ressources humaines.



**NOUVEAU-BRUNSWICK**

Dan Weston	Fredericton Anti Poverty Organization
Marian Lucas Jefferies	Fredericton Diocese PWRDF
Carolyn Van Dine	New Brunswick Partners in Agriculture

**NOUVELLE-ÉCOSSE**

Patricia Williams	Nova Scotia Nutrition Council
-------------------	-------------------------------

**NUNAVUT**

Topsey Nakoyak	Kitikmeot Health and Social Services, Nunavut
----------------	---

**ONTARIO**

Fatuma Ahmed	Toronto Public Health
Jennifer Welsh	School of Nutrition, Ryerson University
Maria Yusuf	Toronto Public Health
Mustafa Koc	Department of Sociology, Ryerson University
Pam McConnell	Toronto City Hall Ward 28 Toronto Centre-Rosedale
Rick Ciccarelli	Urban Development Services and City Planning
Sheela Basur	Toronto City Hall
Beth Wilson	Canadian Association of Food Banks
Bob Frankford	Toronto Food Policy Council
Bridget King	FoodShare, Toronto
Chris Slosser	Daily Bread Food Bank
Cindy Johnston	LIFE*SPIN
Donald Buckingham	University of Ottawa, Faculty of Law, Common Law Section
Elaine Power	University of Toronto
Ellen Desjardins	Community Health Department, Regional Municipality of Waterloo
Jim Russell	Daily Bread Food Bank
Kathryn Scharf	FoodShare, Toronto
Loren Freid	North York Harvest Food Bank
Maryrose Reyes	Ontario Association of Food Banks
Wayne Roberts	Toronto Food Policy Council
Zoe Cormack Jones	Second Harvest
Angela Foresythe	Toronto Public Health (Peer Nutrition Program)
Bob Spencer	Ontario Association of Food Banks
Ewan Atto	Second Harvest
Gerda Wekerle	Faculty of Environmental Studies, York University
Mary Lou Morgan	Foodshare, Toronto
Rod MacRae	Centre for Studies in Food Security
Rosalind Hobart	Toronto Food Policy Council
Tasmin Rajotte	Ottawa Food Security Group
Tony Winson	University of Guelph
Victor Hetmanczuk	Daily Bread Food Bank
Anan Lololi	Afri-Can Foodbasket
Anne Balding	Community Development Council of Quinte

Annie Hui	Toronto Public Health
Ava Morgan	Toronto Public Health
Charna Gord	Toronto Public Health
Connie Uetrecht	Ontario Public Health Association
Deb Barndt	Faculty of Environmental Studies, York University
Fiona Knight	Ontario Food Security and Nutrition Network
Fred Hill	Indian and Northern Affairs Canada
Gale Elliott	OPHA Food Security Workgroup
Jean Michel Labatut	IDRC, Ecosystem Approaches to Human Health
Julia Faulkner	Ottawa Food Security Network
Kim McGibbon	Thunder Bay Health Unit, Thunder Bay Food Action Network
Laura Berman	Foodshare Toronto
Moe Garahan	Sandy Hill Community Health Centre
Nancy Cheng	South Riverdale Community Health Centre
Susan Shepherd	Ontario Public Health Association
Vida Stevens	Department of Public Health, City of Toronto
Jane Ross	Second Harvest
Carol Suschnigg	Department of Sociology, Laurentian University
Carolyn MacDonald	World Vision Canada
Cecilia Rocha	Ryerson University
Cindi Foreman	CUPW Local 612
Daryl Shandro	Sudbury Global Justice
David Rain	USC Canada
Debbie Field	FoodShare, Toronto
Dominique Caouette	InterPares
Dwayne Hodgson	Christian Reformed World Relief Committee (CRWRC)
Eileen Durand	Affaires multilatérales, Bureau des affaires internationales, Agriculture et Agroalimentaire Canada
Hon. Bill Graham	Gouvernement du Canada, Chambre des Communes
Kathy Nelson	Toronto Public Health Caribbean Diabetes Chapter
Lisa Burley	International Development Research Centre (IDRC)
Marsha McEachrane	Office of International Affairs, Ryerson University
Michael Trenholm	USC Canada
Ross Reid	Bureau des affaires internationales, Agriculture et Agroalimentaire Canada
Sosana Hau	Toronto Public Health
Sue Cox	Daily Bread Food Bank
Tina Conlon	Oxfam Canada
Wendy Cymbal	Agriculture et Agroalimentaire Canada
Wendy Phillips	World Vision Canada

## QUÉBEC

Blaise Koffi	KPONOUME, Food First Information and Action Network, Canada
Carlos Hoyos Tello	Food First Information and Action Network - Montréal
Chantal Thiboutot	Centraide du Grand Montréal

Marcel Cajelait	Ville de Montréal, Service des sports, des loisirs et du développement social, Section du développement social
Zev Tiesenbach	Peoples Potato
Lise Bertrand	Régie régionale de la santé et des services sociaux, Montréal Centre
Rupert Jannasch	Resource Efficient Agriculture Production (REAP) Canada
Delphine Marot	Eco-initiatives
Judith Lawn	Dialogos Educational Consultants Inc.
Martine Pageau	Ministère de la Santé et des Services Sociaux
Bill Singleton	Agence canadienne de développement international
Darquise Lalonde	Oxfam Québec
David Macdonald	School of Community and Public Affairs, Concordia University

### **SASKATCHEWAN**

Don Mitchell	Saskatchewan Food Security Network
Don Kossick	
Hart Haidn	Canadian Centre for Sustainable Agriculture
Kathleen Hangs	Food For All Coalition
Darrin Qualman	National Farmers Union
Michelle Beveridge	Oxfam Canada

### **TERRE-NEUVE**

Mildred Keefe	Labrador Metis Nation
Joanne Cag	Food Security Network of Newfoundland & Labrador
Maura Hanrahan	Faculty of Medicine, Memorial University
Annette Stapenhorst	Newfoundland and Labrador Food Security Network

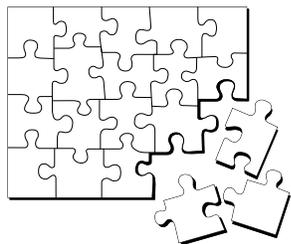
### **YUKON**

Michael Dougherty	Paz y Pan
-------------------	-----------

### **DÉLÉGUÉS INTERNATIONAUX**

Farhad Mazar	UBINIG, Dhaka, Bangladesh
Dianne Spearman	World Food Program
Richard A. Hoehn	Bread for the World Institute
Charles Riemenschneider	Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

## Annexe B : Invitation au Congrès



# Working Together: Civil Society Input for Food Security in Canada

June 15-17 2001, Ryerson Polytechnic University, Toronto

## Call for Participation

We invite you to take part in a Conference to be held at the Ryerson Polytechnic University on June 15-17, 2001. This Conference will be a first in Canada bringing representatives of civil society organizations and networks together to develop strategies for **Working Together** and increasing Canada's commitment to Food Security both domestically and internationally.

In November 2001 Canada will be participating in the «World Food Summit Five Years Later» (WFS-FYL), a meeting of heads of states to step up the pace of reducing hunger to meet the goal of halving the number of hungry people by 2015. The Working Together Conference will bring together Canadian civil society organizations that have been active since the World Food Summit (1996) to report on progress and draw up plans to meet Canada's goals on food security.

In its own right, this Conference will also be a first in Canada, bringing together representatives of various civil society organizations and networks from every province and territory to develop strategies for increasing Canada's commitment to Food Security both domestically and internationally. As recognized in Canada's Action Plan, food security implies access to adequate food and sufficient food supplies; and that poverty reduction, social justice and sustainable food systems are essential conditions.

As an invitation only event, the Conference will bring over 180 representatives of various Canadian food security organizations, food banks, social service agencies, farmers organizations, and representatives of various government agencies. Funding for the conference is provided by Agriculture and AgriFood Canada, Canadian International Development Agency, and the International Development Research Centre.

### **Objectives of the Conference:**

The conference is the key first element of this process, based on the list of goals summarized above. As the first stage of this process, the conference will :

- a) develop a working plan for a civil society based national action plan for food security and
- b) assess the contributions of the Canadian government on food security at home and abroad.
- c) make practical policy proposals to provincial and federal governments on achieving the goals of Canada's Action Plan for Food Security.

### **Conference Themes**

1. Right to Food and Social Justice
2. Sustainable Agriculture and Food Systems
3. Community Health and Food Security
4. Food Security in Canadian Foreign Policy (Aid and Trade)

### **Conference Outcomes**

1. Input from civil society organizations into the second progress report on Canada's Action Plan ;
2. better understanding of effective programs and policies ;
3. new programs and policies to implement in different regions of the country ;
4. a first draft of the annual report on state of food security in Canada reflecting input of the civil society organizations ;
5. discuss ways in which civil society organizations can cooperate for food security.

### **Organizing Committee:**

Karen Archibald, Child Hunger Education Project (CHEP), Saskatchewan  
Micheline Beaudry, Département des sciences des aliments et de nutrition, Université Laval, Québec  
Marjorie Benz, Executive Director, Edmonton Gleaners' Association, Edmonton, Alberta  
Marie Burge, Cooper Institute, Charlottetown, Prince-Edward Island  
Stuart Clark, Policy Manager, Canadian Foodgrains Bank, Manitoba  
Sue Cox, Executive Director Daily Bread Food Bank, Toronto, Ontario  
Elsie DeRoose, Nutrition Consultant, Dept. of Health and Social Services, Yellowknife, NT  
Debbie Field, Executive Director, FoodShare Toronto, Ontario  
Anne-Marie Hamelin, Centre de recherche de l'Hôpital Douglas, Université McGill, Montréal, Québec  
Carlos Hoyos, FIAN-Montréal, Québec  
Marian Lucas Jefferies, Assistant Coordinator for the Fredericton Diocesan, Nouveau-Brunswick  
Cathleen Kneen, Coordinator, The Community Based Food Policy Project, Sorrento, British-Colombia  
Mustafa Koc, Coordinator, Centre for Studies in Food Security, Ryerson University, Toronto, Ontario  
Francois Marchand, Executive Director, Moisson Basses-Laurentides, Blainville Québec  
Warner Naziel, Program Director, Office of the Wet'suwet'en, Smithers, British-Colombia  
David Northcott, Executive Coordinator Winnipeg Harvest, Winnipeg, Manitoba  
Darren Qualman, Secretary, National Farmer's Union (NFU), Saskatchewan  
Graham Riches, Director, School of Social Work and Family Studies, Univ. of British Columbia, Vancouver, BC  
Melody Roberts, Cancer Care Ontario, Toronto, Ontario  
Wayne Roberts, Coordinator, Toronto Food Policy Council  
Annette Stapenhorst, Newfoundland and Labrador Food Security Coalition  
Vida Stevens, Department of Public Health, City of Toronto, Ontario  
Dianne Swinemar, Executive Director, Metro Food Bank Society-Halifax Regional Municipality, Nova-Scotia  
Elizabeth Walker-Rowlands, Community Nutrition Consultant, Whitehorse, Yukon

For further information:

Please Contact:

Mustafa Koc

Centre for Studies in Food Security

Ryerson Polytechnic University

Toronto, Ontario

M5B 2K3

Phone: (416) 979 5000 ext. 6210

Fax: (416) 979 5273

e-mail: [mkoc@acs.ryerson.ca](mailto:mkoc@acs.ryerson.ca) web: [www.ryerson.ca/~foodsec](http://www.ryerson.ca/~foodsec)

## **Annexe C : Matériel écrit distribué aux participants de la session du dimanche matin**

### **CONFERENCE REPORT SUMMARY** 2001

Toronto, June 17,

#### **PREAMBLE**

Food security requires that adequate amounts of safe, nutritious, culturally acceptable food be accessible to all; that food producers be enabled to earn a fair return on their labour and that food production methods sustain the environment. These basic elements of food security require a fundamentally new direction for Canadian and world food systems.

*See Workshop D Report: International Aid and Trade*

#### **PRINCIPLES**

We believe systems of food security will honour the following rights and principles:

1. The right to food is all-encompassing and indivisible (includes rights to jobs, income, housing, etc.).

##### **HUMAN RIGHTS**

2. Human rights to food security and democratic protection of the conditions that make these rights possible (i.e. support for transition to local/organic production).

##### **DEMOCRATIC PROCESSES & ECONOMIC JUSTICE**

3. The rights of both producers and eaters of food can and must be linked; in turn, protection of the environment is critical to food security, especially for indigenous peoples who seek to maintain traditional diets based on environmentally secure habitats.

##### **ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY CULTURAL & BIOLOGICAL DIVERSITY**

4. Food security can only be achieved when all groups within civil society are empowered and enabled to participate in policy development.

##### **DEMOCRACY, EQUALITY & FULL PARTICIPATION IN SOCIETY**

#### **Therefore:**

To enact these principles and rights, we call on local, provincial, federal governments to work toward implementation of the following:

*See Workshop C Report: Community Health Workshop*

### **Workshop A : The Right to Food**

#### **Process**

- 1) Listserve
- 2) National Dramatic Event
- 3) Can we get the medical officers in each city to rally around major declarations around food?

**Purpose** - educate ourselves in broader movement and express solidarity with others around world versus influencing government

- 1) right all encompassing and indivisible
- 2) right to food security and sovereignty take priority over rights of the market (free trade)
- 3) right of producers and eaters together, includes environment (re aboriginal food)

We have the right to protect our sovereignty over our food security

## Workshop B : Sustainable Agriculture and Food Security

### Preamble

The mandate is to create an alliance for broadening our base to assist in the development of new politics in food security. Many other organizations and networks are working toward a Citizen's Agenda for a sustainable future. We wish to foster these initiatives by broadening the base and streamlining the actions.

### Action

We will create a national food democracy network, to address issues of

- ☐ Food security
- ☐ Nutrition and health
- ☐ Sustainable agriculture
- ☐ Sustainable fisheries
- ☐ Rural revitalization
- ☐ Fair trade

The network will provide information and resources to contribute to a comprehensive citizen's agenda.

We will join with like-minded organizations to build a national network of groups to provide alternatives to:

- ☐ Corporate concentration
- ☐ Globalization
- ☐ Free trade

The purpose is to strengthen democracy by utilizing our knowledge and resources more effectively, by avoiding duplication of efforts and by coordination of capacities and expertise.

### Process

1. The organizations present at this conference sign up as members of this network.
2. Through the network we will develop the goals and objectives of the network
3. The network collects from the member organizations information about
  - ☐ Who we are
  - ☐ What we do
  - ☐ Our successes
  - ☐ What alternatives do we offer
  - ☐ What can we offer other organizations through the network
    - ☐ Research
    - ☐ Information
    - ☐ Media access
    - ☐ Resource people (staff and associates)
4. We sign up our networks in our regions
5. Ryerson collects the information
6. Possible partners:
  - ☐ Centre for Policy Alternatives
  - ☐ Council of Canadians
  - ☐ First Nations
  - ☐ Enviro's (i.e. WWF, Greenpeace)
  - ☐ Health/nutrition organizations
  - ☐ Canadian Association of Ecological Economics
  - ☐ Unions
  - ☐ Farm organizations
  - ☐ Teacher's Federations

## **Workshop C : Community Health Workshop Summaries**

### **Process**

- 1) To ensure adequate funding and support for food policy organizations at every level (local, national, international) with full civil society participation.
- 2) A food security report card to monitor the state of food insecurity and the progress of food security initiatives every 2 years with full civil society participation and dissemination.
- 3) Narrative and qualitative community based research needs to be acceptable as legitimate as quantitative methodologies.

### **Health**

That community food security be recognized as a determinant of health, and that government policy therefore address the following determinants of health as they affect food security:

- ☐ Affordable housing and heating
- ☐ Water supply and sanitation
- ☐ Adequate income
- ☐ Transportation
- ☐ Freedom from violence

To ensure affordable access to health and culturally appropriate foods for everyone at all life stages, including:

- ☐ Mandatory adoption of the World Health Assembly (WHA) resolution (54.2) on infant and child nutrition
- ☐ Universal infant/child nutrition programs
- ☐ Protection of indigenous or country foods and traditional food and medicine skills

Increase the proportion of funding to health promotion programs recognizing the association between food insecurity/undernutrition and higher incidence of disease and health care costs, along with problems relating to learning ability, productivity and employability.

### **Food Supply**

Food must be produced in an environmentally responsible manner which protects biodiversity, eliminates toxic chemicals and GMOs and promotes sustainable and organic techniques.

Ensure access to land, water and infrastructure for community food systems (including urban and peri-urban agriculture as well as rural and remote). Infrastructure needs include transportation, storage, processing, marketing, education, information and training. This system must provide a fair return to the producer.

Community needs such as local employment, control over resource management decision making, and lack of food safety resulting from industrial processes can be addressed by emphasis on local food systems.

### **Global Information Sharing**

Develop systems of information sharing and networking on food security experiences globally.

## Annexe D : Appel à l'action et à la mobilisation au SMA/CAA

«Le débat sur la faim: l'occasion d'un pont entre Rome et Qatar»

Les OSC intéressés à participer devraient contacter les responsables régionaux listés à la fin.

### 1. Pourquoi devriez-vous venir ?

Le Sommet mondial de l'alimentation fait partie d'une série de processus internationaux visant à réduire de moitié la misère dans le monde d'ici 20 ans. Ces processus sont proclamés être le fait d'un nouveau consensus international. Cependant, est-ce davantage qu'un ensemble d'anciens remèdes ? La cure est basée sur la confiance en la libéralisation du marché, l'investissement privé et les technologies modernes comme le génie génétique et la production massive d'animaux dans un espace restreint. Ceci donne lieu à un système agricole de plus en plus industrialisé, lui-même la cause de certains manquements au niveau de la production d'aliments sains et de grande qualité. **Nous ne croyons pas ni en la cure, ni au consensus.** Aujourd'hui, pour un grand nombre de personnes vivant à travers le monde, le droit le plus fondamental, **le droit à l'alimentation, est nié.** La nourriture continue à être utilisée comme un outil politique. De plus, les inégalités entre les pays du Nord et du Sud et au sein de chaque pays ne font qu'augmenter.

**Le cœur du problème est que la majorité de ceux qui souffrent de la faim à travers le monde sont des personnes et des familles qui oeuvrent dans les domaines de la ferme et de la production alimentaire.** Le système actuel des politiques agricoles détruit la source de revenu de ces fermiers. Les gens commencent à souffrir de la faim quand ils n'ont plus ou sont en train de perdre leurs possibilités de produire de la nourriture. La destitution de la terre, les problèmes grandissant d'endettement des fermes, l'empoisonnement et les nouvelles maladies sont tous les aspects de ces difficultés de plus en plus importantes auxquelles font face les fermiers. Leurs enfants ne voient pas de futur dans l'agriculture, les cultures rurales sont en train de disparaître, et avec la perte de l'économie agricole locale et des méthodes de culture, l'agriculture devient instable socialement, culturellement et écologiquement. En outre, la migration des personnes de la campagne à la ville contribue à accroître le nombre déjà existant de personnes souffrant de la faim.

En 1996, des chefs d'États et des gouvernements se sont rassemblés à Rome à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation et ont mis en place un programme visant à apporter des remèdes et des changements. Des engagements importants, de faibles promesses et une liste de 182 actions furent établis pour apporter des changements à long terme afin de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici l'année 2015. Les ONG et les organisations de fermiers étaient déjà été très critiques, en 1996, lors de leur rassemblement parallèle. Maintenant, après cinq années, l'argument officiel réclame une plus grande volonté politique et davantage de ressources ... mais le problème vient du remède proposé lui-même. En plus, le processus du SMA/CAA est handicapé. Au même moment, **d'autres processus mondiaux liés au commerce et qui ne sont pas du tout en liaison avec le SMA mènent à l'augmentation de la faim et à l'endettement.** De surcroît, les intérêts pour la question de la faim et l'agriculture sont de plus en plus marginalisés autant dans les budgets d'aide du Nord que dans les politiques domestiques des pays en voie de développement.

Nous pensons que le SMA/CAA peut être **une étape positive** pour la réalisation des objectifs du SMA pourvu qu'il y ait un réel dialogue centré sur les questions clés sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Il y a beaucoup de chances pour que le SMA/CAA accueille le dialogue de véritables « multidépositaires » incluant **une forte participation de la société civile.** La bonne préparation de la société civile constitue une nouvelle opportunité qui est celle d'apporter une contribution positive au processus du SMA.

En même temps que les gouvernements se préparent pour la rencontre à Rome, ces mêmes gouvernements se préparent pour la **Quatrième rencontre ministérielle de l'OMC au Qatar** où, ils discuteront des nouvelles règles commerciales lesquels **auront pour effet d'augmenter** le nombre de **fermiers « inutiles »**. La recherche de producteurs au « plus faible coût » mènent déjà plusieurs fermiers du Nord et du Sud en dehors du système. De plus, le déversement de produits alimentaires bon marchés importés cause la destruction de leurs marchés locaux.

Plusieurs de ces fermiers « inutiles » présents dans les pays en voie de développement, par manque de sources de revenu alternatives durables, seront déplacés et feront partie, demain, de ceux qui augmenteront le nombre de personnes souffrant de la faim.

La conversion de la nourriture d'un principe fondamental pour la vie humaine en un produit purement commercial menace la base de plusieurs cultures. Les modèles actuels de libéralisation du commerce créent de l'insécurité alimentaire. Ils **ont un effet destructeur sur la souveraineté alimentaire** et sur la majorité de ceux qui font face à la faim et les pauvres des régions rurales. Ils sont des éléments clés à considérer dans tout effort sérieux de réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation.

**Nous convions** tous les ONG et OSC à travers le monde à nous rejoindre à **Rome pendant le Sommet mondial de l'alimentation/cinq ans après et avant la Quatrième réunion ministérielle de l'OMC en Qatar**. Ceci sera un moment déterminant sachant que la rencontre au Qatar peut détruire les accomplissements potentiels de Rome. Agissons maintenant et disons ensemble « **NON** » aux vieux remèdes, « **NON** » à la séparation des négociations commerciales et des intérêts envers le problème de la faim et « **OUI** » à la réclamation que la sécurité alimentaire soit une priorité mondiale à laquelle tous les processus internationaux doivent s'ajuster.

## 2. Qui lance cet appel ?

Nous sommes les représentants de 25 organisations non gouvernementales et organismes de la société civile (ONG/OSC) et de réseaux représentant les peuples indigènes, les femmes, des réseaux thématiques et régionaux, des organisations d'agriculteurs et des ONG s'occupant du développement, tous profondément engagés dans les questions de sécurité alimentaire et d'agriculture durable.

## 3. Objectifs

Les objectifs des initiatives prises par les ONG et OSC relatives au SMA/caa sont de :

- mobiliser l'opinion publique et la participation de tous en vue de démontrer le besoin de changements urgents dans le processus SMA/caa ;
- examiner les causes de la famine dans le monde d'aujourd'hui et déterminer les priorités stratégiques parmi les nombreuses activités recommandées dans le Plan d'action du SMA ainsi que les problèmes actuellement méconnus;
- passer en revue les mesures prises par les gouvernements et les organisations multilatérales, comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et les organismes internationaux d'aide au développement, en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action du SMA, et évaluer l'impact de leurs activités sur l'insécurité alimentaire ;
- évaluer les réalisations des ONG-OSC en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et présenter des études de cas se rapportant à des programmes de terrain efficaces et à des activités de promotion de politiques ;
- soumettre des propositions d'actions concrètes à la FAO et à ses Etats membres ainsi qu'à d'autres institutions internationales en vue d'atteindre les buts du SMA.

En 1996, les ONG/OSC ont formulé des principes et des concepts de sécurité alimentaire – tels que celui de la souveraineté alimentaire – qui commencent à être acceptés par certains organes de décision officiels. Aujourd'hui, notre but est d'aller plus loin et de présenter des expériences réussies et des propositions nouvelles.

## 4. Thèmes stratégiques

Nous avons identifié cinq thèmes stratégiques que nous jugeons déterminants pour atteindre la sécurité alimentaire mondiale :

- Droit à l'alimentation – en rapport avec les dispositions internationales (entre autres, commerciales) et les politiques sociales internes.
- Souveraineté alimentaire – le droit pour le peuple de chaque pays de fixer sa propre politique alimentaire.
- Modèles de production agricole – méthodes agro-écologiques et biologiques et autres alternatives durables du modèle industriel actuel, compte tenu en particulier de leurs conséquences sur la sécurité alimentaire.
- Accès aux ressources – terres, forêts, eau, crédit et ressources génétiques; réforme agraire et régime foncier.
- Démocratie et participation de la société civile – il est essentiel d'accroître les pouvoirs des communautés et de prendre des dispositions institutionnelles au niveau national en vue de renforcer leur capacité et leur légitimité. Il est également indispensable que les gouvernements reconnaissent pleinement leurs responsabilités et prennent des mesures efficaces en vue d'assurer la sécurité alimentaire pour tous. Les mécanismes internationaux existants devraient avoir pour but de soutenir les processus économiques, sociaux et politiques de démocratisation au niveau national plutôt que d'en encourager la marginalisation.

Une des questions les plus importantes portera sur la façon de protéger les moyens d'existence des pauvres des zones rurales et des peuples indigènes dans le contexte de la mondialisation, l'attention étant portée sur les problèmes de discrimination, en particulier selon les genres, les castes, les classes et les ethnies. (Des directives ont été préparées pour la présentation par la société civile d'études de cas destinées à illustrer une nouvelle vision tenant compte des cinq thèmes stratégiques énoncés ci-dessus).

## 5. Le processus de préparation

### À l'échelon national

Les ONG-OSC sont invités à :

- évaluer l'étendue de la faim (au niveau national et international) ;
- évaluer les engagements et les actions de leur gouvernement (études de cas) ;
- évaluer la coopération étrangère et autres interventions (études de cas) ;
- évaluer les engagements et les actions des ONG/OSC (études de cas) ;
- mettre en lumière le besoin d'action et proposer des politiques ;
- déployer des efforts pour renforcer la volonté politique et établir des propositions en fonction des préparations effectuées par le pays en vue de « Rio+10 »1.

A cet effet, ces organisations pourraient :

- mobiliser d'autres ONG-OSC ainsi que les conseils et les assemblées traditionnels ;
- organiser des réunions et des débats au niveau national ;
- organiser des consultations avec leurs gouvernements respectifs à propos de leurs préparations officielles pour le SMA /caa ;
- informer le public et les médias, etc.

### À l'échelon sous-régional et régional

Nous prévoyons d'entreprendre une synthèse régionale des expériences et des propositions nationales, en particulier de la contribution apportée par les réseaux thématiques régionaux. Elle serait étayée par un dialogue au niveau régional entre les OSC et les divers gouvernements. A cet effet, les bureaux de la FAO seraient invités à apporter leur concours.

Pour réaliser cet objectif, les ONG/OSC pourraient :

- organiser des réunions régionales
- organiser des conférences par Internet au niveau régional
- favoriser un dialogue stratégique entre les parties prenantes sur les problèmes essentiels.

### À l'échelon international

Avant l'événement.

La société civile devrait prendre toutes les mesures possibles pour entamer le processus de préparation en vue de la Déclaration préliminaire SMA/CAA. Une réunion préparatoire avec les ONG-OSC participant au Forum ONG-OSC se tiendra juste avant le début du SMA/CAA dans le but de consolider les contributions régionales destinées à mobiliser l'opinion public et à établir un dialogue ouvert avec les gouvernements et les autres parties prenantes.

Pendant l'événement.

Des dialogues stratégiques entre les ONG-OSC, les gouvernements et les représentants d'autres organisations internationales seront organisés à l'occasion du Forum ONG/OSC dans le cadre de la manifestation officielle du SMA/CAA.

Un Forum parallèle d'ONG/OSC offrira l'occasion aux groupes et aux organisations ne participant pas à la manifestation officielle d'examiner et de discuter l'ensemble des questions se rapportant à l'alimentation et à la famine, en particulier les négociations commerciales qui doivent se tenir immédiatement après au Qatar.

Les activités des ONG/OSC concernant le SMA/CAA se dérouleront en coordination avec d'autres initiatives destinées à assurer une large place aux questions concernant l'alimentation et l'agriculture lors du Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra en 2002 à Rio de Janeiro (Rio+10).

## 6. Structure et coordination

Les ONG/OSC qui constituent le Comité central de planification pour le SMA/CAA figurent ci-après.

Point focal international

Antonio Onorati, Coordinateur du Comité d'accueil des ONG (mc2535@mclink.it)

Coordinateur de la préparation des études de cas

Jean Marc Von der Weid, Comité CGIAR/NGO (aspta@ax.apc.org)

Points focaux régionaux

Afrique:

Ndiogou Fall, Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (fongs@telecomplus.sn)

and cncr@cncr.org), et Mercy Karanja, Kenya National Farmers Union (knfu@arcc.or.ke)

Asie-Pacifique:

Roel Ravanera, ANGO (angoc@angoc.ngo.ph), Biblap Halim, IMSE/SANFEC (bipimse@cal.vsnl.net.in) et Sarojeni Rengan, PAN (panap@panap.po.my)

Proche-Orient:

Comité palestinien de secours agricoles (pr@pal.arc.org) ; Burham Bencharif, AREA (area@wissal.dz)

Europe (UE et pays d'Europe centrale et orientale);

Daniel Van Der Steen, Comité de liaison de l'UE pour les ONG de développement (daniel.vandersteen@csa-be.org) et Annemarija Slabe, Fédération des agriculteurs biologiques de Slovénie (anamarija.slabe@attglobal.net)

Amérique latine

: Alberto Ercilio Broch, CONTAG (alberto@contag.org.br) ; Rosaura Rodriguez, Union estatal de organizaciones económicas y mujeres productoras de Guerrero (uestatal@hotmail.com) ; et Flavio Valente, Forum mondial sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle durables (fvalente@agora.org.br)

Amérique du Nord:

Stuart Clark, Co-président, Canadian Consultative Group on Food Security ((s\_clark@foodgrainsbank.ca)

Principaux points focaux par catégorie

Agriculteurs:

David King, FIPA (david.king@ifap.org) et Joao Viera/Paul Nicholson, Via Campesina (cpe@cpefarmers.org)

Communautés indigènes: Carol Kalafatic, International Indian Treaty Council (iitcny@mindspring.com)

Agriculture durable et sécurité alimentaire:

Linda Elswick, Groupe de travail sur l'agriculture et le développement rural durables ONG SAFS Caucus  
(ipsa@igc.org)

Syndicats:

Peter Hurst, IUF (peter.hurst@iuf.org)

Groupe ad hoc d'ONG internationales à Rom  
: Francesca Ronchi-Proja (basili.c@tiscalinet.it)

Organisations de jeunesse,

Marita Wiggerthale, MIJARC (Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique)  
(world@mijarc.org)

Points focaux thématiques

Droit à l'alimentation: Michael Windfuhr, FIAN International (windfuhr@fian.org)

Souveraineté alimentaire:

Paul Nicholson, La Via Campesina (pnicholson@ehne.org)

Modèles de production agricole:

Linda Elswick, Agriculture durable et sécurité alimentaire Caucus

Accès aux ressources génétiques:

GRAIN (henk@grain.org) RAFI (rafi@rafi.org)

Démocratie et société civile:

Elena Mancusi-Materi/Franck Amalric, Société pour le développement international, (elenam@sidint.org,  
francka@sidint.org)

---

Document joint à l'annexe : Déclaration du Forum des ONG en 1996 (texte intégral)

## **LE PROFIT POUR QUELQUES UNS OU L'ALIMENTATION POUR TOUS**

Souveraineté et sécurité alimentaires pour éliminer la globalisation de la faim. La déclaration du FORUM DES ONG adressée au Sommet Mondial de l'Alimentation par M.Jeanot Minla Mfou'ou, porte parole Rome, Italie, 17 Novembre 1996

A travers l'Afrique positive et optimiste que je représente et ma modeste personne venant du Cameroun, la société civile internationale (ONG, Organisations paysannes et indigènes des consommateurs et autres organisations populaires ) voudrait d'une seule voix exprimer son point de vue.

Nous représentons plus de 1200 Organisations de 80 pays de toutes les régions du monde entier.

Nous voulons faire entendre la voix de sans voix que sont plus d'un milliard de personnes affamées, malnourries et sous alimentées dont la majorité sont des enfants, des jeunes et des femmes. A travers plusieurs concertations locales, nationales, régionales, voire mondiales nous avons pris conscience et affirmé notre solidarité.

Notre conviction et notre vision collectives tirées de notre connaissance des réalités de terrain nous amènent à affirmer que la sécurité alimentaire est possible.

Nous regrettons de n'avoir droit qu'à très peu de temps, apparemment moins de 5 minutes, pour partager cette conviction avec vous.

Nous voulons d'entrée de jeu affirmer un certain nombre de principes qui sous-tendent notre conviction :

- le droit à l'alimentation est un droit fondamental de l'homme indiscutable.
- tout être humain a le droit d'avoir accès à tout moment à une nourriture saine et suffisante et dans laquelle il se reconnaît, lui permettant de mener une vie active et digne

- aucune personne quelle qu'elle soit, quels que soient les moyens dont elle dispose et à quelque niveau qu'elle soit n'a le droit d'utiliser l'alimentation ou la famine comme arme politique.

Par conséquent l'accès à l'alimentation ne doit être refusé à qui que se soit pour des raisons politiques, économiques religieuses ou autres.

Nous dénonçons donc solennellement tout embargo économique et autres sanctions internationales actuelles qui pour nous sont incompatibles avec la sécurité alimentaire qui doivent purement et simplement être abandonnés.

Pour arriver effectivement et non en théorie à la sécurité alimentaire pour tous nous proposons un nouveau modèle de développement qui remet en cause l'actuel.

Contrairement aux politiques et pratiques d'aujourd'hui qui privilégient la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une minorité mettant ainsi en péril non seulement la sécurité alimentaire mais aussi la diversité culturelle et les écosystèmes qui rendent pourtant la vie meilleure sur la planète.

Nous proposons un modèle basé sur la décentralisation des moyens et des pouvoirs, la participation et une bonne répartition des richesses.

Ce modèle ne peut être réalisable et réalisé effectivement que si les mesures suivantes sont prises par qui de droit :

- l'élaboration et la mise en application des politiques internationales pour vaincre la pauvreté et qui consistent entre autre à garantir des moyens d'existence durables, des possibilités d'emploi pour tous, une distribution équitable des revenus en vue de permettre aux plus démunis et marginalisés de nos sociétés d'avoir accès non seulement à une bonne nourriture, mais aussi aux ressources indispensables pour une agriculture durable.
- la mise en oeuvre de la réforme agraire pour protéger les terres des petits producteurs lorsqu'ils en ont ou leur permettre d'y avoir accès.
- la mise en oeuvre d'un processus de développement global ou intégré dans une démarche participative et qui prend en compte tous les aspects de la vie des hommes et des femmes nécessaires qui forment un tout indivisible.

Cela passe obligatoirement par un soutien technique, financier ( subventions et crédits adaptés), le renforcement des capacités ainsi qu'un accès direct aux marchés pour les organisations paysannes et indigènes tout en mettant un accent particulier sur une agriculture urbaine saine et durable.

- la garantie pour les femmes qui jouent un rôle très important en matière de sécurité alimentaire du droit aux ressources nécessaires pour la production ainsi qu'un égal accès à l'utilisation/valorisation et amélioration de leur savoir faire.
- la réorientation des ressources en faveur des producteurs et des systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux.

Ces ressources devraient provenir entre autre d'une annulation pure et simple de la dette et dans le pire des cas son allègement, ainsi que d'une amélioration des systèmes de coopération internationale existants et une mobilisation de ressources nouvelles par les pays riches qui doivent respecter leurs engagements de consacrer au moins 0,7% du PIB à la coopération au développement.

- la suspension immédiate des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la BM et qui se sont plutôt transformés en programmes accélérés vers le suicide. En outre les futures reformes économique et autres plans de développement devraient être formulés avec la participation active de la vraie société civile.
- le remplacement des modèles d'agriculture et systèmes de production alimentaire basés sur des ressources non renouvelables ou qui détruisent l'environnement par des systèmes agro-écologiques.
- la réorientation ou redéfinition de la recherche agricole à tous les niveaux, national, régional et international, la formation et autres services à l'agriculture pour intégrer le paradigme agro-écologique qui prend en compte les connaissances et expériences des petits producteurs.
- la prévention et la réduction de l'impact de la sécheresse et de la désertification pour assurer et faciliter l'accès et la gestion durables de l'eau ainsi que la récupération, la conservation et la gestion durables du couvert végétal.
- l'adoption des politiques et pratiques de production agricole biologique indispensables pour éliminer et

réduire l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques en agriculture.

- la prise en compte des coûts sociaux et écologiques dans l'agriculture industrielle pour éviter une concurrence déloyale à l'égard de l'agriculture durable.
- la reconnaissance de l'importance des ressources génétiques pour la sécurité alimentaire afin d'éviter qu'elles ne fassent l'objet de propriété intellectuelle. Les droits des petits agriculteurs, des communautés et des peuples indigènes doivent être définis par eux-mêmes au niveau national et international.
- la garantie du droit à l'alimentation pour tous par le droit international pour s'assurer que la **souveraineté alimentaire** prime effectivement sur les politiques macro-économiques et la libéralisation commerciale. Les aliments ne peuvent en aucun cas être considérés uniquement comme des marchandises car il faut tenir compte de toute leur dimension sociale et culturelle.
- la souveraineté alimentaire doit être reconnue à chaque nation et à chaque peuple qui doit utiliser tous les moyens à sa disposition pour atteindre le niveau de suffisance et la qualité nutritive appropriés sans souffrir d'un quelconque type de représailles. Le marché, national et international, ne résoudra pas et ne pourra jamais résoudre à lui seul l'équation très difficile de la sécurité alimentaire. Au contraire il peut la renforcer dans certains cas comme celui du Mexique aujourd'hui. Les accords de l'Uruguay Round doivent donc être revus en conséquence et nous, en tant que société civile, sommes disposés à y contribuer.
- la latitude doit être reconnue à chaque peuple et à chaque pays de développer son agriculture qui remplit des fonctions multiples, économiques, sociales et culturelles pour éviter d'éliminer de la planète les petits agriculteurs comme cela est déjà le cas dans les pays dits développés.
- la participation des organisations populaires et des ONG doit être renforcée et encouragée à tous les niveaux. Le droit à la libre association doit être garanti principalement pour les petits producteurs, les consommateurs, les femmes, les indigènes et les jeunes.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous, organisations de la société civile, nous engageons solennellement à assurer le suivi du Sommet mondial de l'alimentation, en surveillant en particulier les engagements pris par les Etats, et en participant activement à la campagne sur l'alimentation pour tous. Nous nous engageons à nous mobiliser pour que soient élaborés, adoptés et appliqués:

- un code de conduite qui régit les activités de ceux qui sont impliqués dans la réalisation du droit à l'alimentation pour tous, institutions nationales et internationales, ainsi que les grosses machines que sont les multinationales dont je vous laisse le soin d'apprécier les effets.
- une convention globale sur la sécurité alimentaire ayant valeur de traité international pour appuyer les gouvernements dans l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de sécurité alimentaire et pour créer un réseau international de réserves alimentaires locales, nationales et régionales. Cette convention devra être ratifiée par tous les Etats qui déclarent oeuvrer pour l'alimentation durable pour tous et avoir ainsi une primauté sur d'autres accords tel celui sur l'Organisation mondiale du commerce.

En plus de cet instrument, la campagne "l'alimentation pour tous" devient le fondement d'une mobilisation effective de tous les acteurs aux niveaux local, national et international qui doivent joindre leurs efforts pour assurer le droit de tous à l'alimentation. Nous demandons également l'élargissement du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale pour qu'y soient inclus tous les acteurs de la société civile.

Enfin, pour nous, la faim et la malnutrition sont essentiellement une question de justice et la résultante des modèles de développement en vigueur. Si nous ne faisons rien au-delà des discours pour prouver que le droit de tout être humain à une nourriture bonne et suffisante, donc à la vie, passe avant la recherche du profit qui guide le monde aujourd'hui, l'histoire jugera sévèrement ceux qui s'y opposent.

Notre message est simple "QUEREMOS UNA TIERRA PARA VIVIR EN PAZ"/"LES PAYS PAUVRES ONT LE DROIT DE SE NOURRIR EUX-MEMES".

Une motion des ONG africaines qui ont amorcé le processus de création d'un collectif sur la sécurité alimentaire et le développement durable au cours du Forum est également en circulation. En vous remerciant de votre attention, je vous prie, au nom du Forum des ONG de bien vouloir inclure notre déclaration dans le document final du Sommet.

## Annexe E : Quelques références pertinentes à la sécurité alimentaire,

## rédigées par les participants

- Barbolet, H., et al. 1998. *Farm Folk City Folk: Celebrating Local Food*. Douglas & McIntyre, Vancouver.
- Barndt, D, ed, 1999. *Women Working the NAFTA Food Chain: Women, Food and Globalization*, Second Story Press, Toronto.
- Buckingham, D. 1998. Food rights and food fights: a preliminary legal analysis of the results of the World Food Summit. *Canadian Journal of Development Studies*, 19:210-236.
- Campbell, C. et al. 1988. The role of nutrition professionals in the hunger debate. *Journal of the Canadian Dietetic Association*, 49:230-235.
- Campbell, C. 1991. Food security from the consumer's perspective: an agenda for the 1990s. *Journal of the Canadian Dietetic Association*, 52:83-88.
- Canadian Association of Food Banks. 2000. HungerCount 2000: a surplus of hunger. Canadian Association of Food Banks, Toronto.
- Delisle H. et A.M. Hamelin (Ed.). 1997. *L'action communautaire et les politiques pour la sécurité alimentaire: une question sociale et de santé*. Les cahiers scientifiques # 91. Édition Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal. 120 pages.
- FarmFolk/CityFolk. 2000. Brief regarding an Agri-Food Policy for British Columbia.
- Field, D. and Mendiratta, A. 1999. *Food 2002; What would it take for everyone in Ontario to have access to affordable, nutritious food by the year 2002?* FoodShare Toronto.
- Hamelin A.M., M. Beaudry and J.P. Habicht. 2002. Characterization of Household Food Insecurity in Québec: Food and Feelings. *Social Science & Medicine* 54; 1: 119-132.
- Hamelin, A.M., J.P. Habicht and M. Beaudry. 1999. Food Insecurity: Consequences for the Household and Broader Social Implications. *Journal of Nutrition* 129: 525S-528S.
- Hamelin A.M., M. Beaudry and J.P. Habicht. 1998. *La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire*. in The Quest for Food Security in the Twenty-First Century. *Canadian Journal of Development Studies* XIX: 277-306, Special Issue.
- Hanrahan, M. 2000. *Brooms, Buckets and Komatiks: the Problem of Food and Water Access in Black Tickle, Labrador*. Memorial University of Newfoundland, St. John's.
- Hanrahan, M. and M. Ewtushik (in negotiation) Annotated Bibliography of Food, Foodways and Nutrition in Newfoundland and Labrador.
- Kalina, L. 1993. *Building Food Security in Canada: A Community Guide for Action on Hunger*, Kamloops FoodShare,
- Kneen, B. 1999. *Farmageddon: food and the culture of biotechnology*. New Society, Gabriola Island, BC, Canada.
- Kneen, B. 1993. *From Land To Mouth*, Second Helping, NC Press, Toronto.
- Kneen, B. and Kneen, C. *The Ram's Horn* (periodical), Sorrento, BRITISH-COLOMBIA.
- Koc, M., R. McRae, L. Mougeot, & J. Welsh eds. 2000. *Armer les villes contre la faim: Systèmes alimentaires urbains durables*. Ottawa: Centre de Recherches pour le Développement International), pp. 260.
- Koc M. and K. Dahlberg (Ed.), 1999, Special Issue: Restructuring of Food Systems, *Agriculture and Human Values*, Vol 16, No: 2.
- Koc, M. et al. (eds.). 1999. *For Hunger-proof Cities: Sustainable Urban Food Systems*. International Development Research Centre and the Ryerson Centre for Studies in Food Security. Ottawa.
- Mitchell, D. 1975. *The Politics of Food*. Toronto: Lorimer.
- Nova Scotia Nutrition Council, 1993. Foods offered in schools : report of a survey of school food provision practices in Nova Scotia. Halifax.

- Power, E. et al. 1996. Food security: CDA members identify strategies for change. *Journal of the Canadian Dietetic Association*. 57:162-167.
- Power, E. 1998. Canadian dietitians' understanding of food security. *Journal of Nutrition Education* 30:45-49.
- Qualman, D. 2001. The Farm Crisis and Corporate Power. *Canadian Centre for Policy Alternatives*, Ottawa.
- Riches, G. (ed.). 1997. *First World Hunger: food security and welfare politics*. Macmillan, London.
- Roberts, W. et al. 1999. *Real Food for a Change*. Random House of Canada, Toronto.
- Rocha, C. 1999. A Success Story in Food Security Policy: the case of Belo Horizonte, Brazil. Ryerson Polytechnical University, Toronto.
- Rojas, A. and M.A. Altieri. 1999. Ecological impacts of Chile's neoliberal policies, with special emphasis on agro-ecosystems. *Environment, Development and Sustainability* 1:55-72.
- Task Force on Food and Hunger. 2001. *The Growing City: Phase II Report on Food and Hunger in the City of Toronto*. City of Toronto, Toronto.
- Toronto Food Policy Council. 1997. If the health care system believed you are what you eat: strategies to integrate our food and health systems. Toronto Food Policy Council Discussion Paper #3, TFPC, Toronto.
- Toronto Food Policy Council. 1995. Stories of micro food enterprises and implications for economic development. Toronto Food Policy Council Discussion Paper # 5, TFPC, Toronto.
- Toronto Food Policy Council. 1995. Setting a new direction: changing the Canadian agricultural policy making system. Toronto Food Policy Council Discussion Paper # 4, TFPC, Toronto.
- Toronto Food Policy Council. 1994. Reducing urban hunger in Ontario: policy responses to support the transition from food charity to food security. Toronto Food Policy Council Discussion Paper #1, TFPC, Toronto. October.
- Toronto Food Policy Council. 1994. Health, wealth and the environment: the impacts of the CUSTA, GATT and NAFTA on Canadian food security. Toronto Food Policy Council Discussion Paper #2, TFPC, Toronto. September.
- Wekerle, Gerda R. and Vincenzo Pietropaolo. *Growing Cultures*. Exhibit on Immigrants' Gardens at Heritage Gallery, Royal Ontario Museum, Toronto, May 2000 to January 2002.
- Wekerle, Gerda R. 2000. "Multicultural gardens: changing the landscape of the city", in Proceedings, International Symposium on Urban Agriculture and Horticulture: the Linkage with Urban Planning, Berlin, 07-09 July 2000, Humboldt University of Berlin, Faculty of Agriculture and Horticulture. CD-ROM.
- Wekerle, Gerda R. 2001 (forthcoming). "Planning for Urban Agriculture in Suburban Development", 1(4), *Urban Agriculture Magazine*, RUAFA.
- Welsh, J. and R.J. MacRae. 1998. Food citizenship and community food security: lessons from Toronto, Canada. *Canadian Journal of Development Studies* 19 (special issue):238-255.
- Winson, A. 1993. *The Intimate Commodity: food and the development of the agro-industrial complex in Canada*. Garamond Press, Toronto.

## **Annexe F : Liste des encadrés**

1. Le Sommet mondial de l'alimentation
2. L'insécurité alimentaire dans les ménages canadiens
3. Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire
4. Tendances à la hausse de l'utilisation des banques alimentaires au Canada
5. L'insécurité alimentaire au sein des populations autochtones
6. Le déclin de la population agricole au Canada
7. L'alimentation et le fléchissement du nombre des morues du Nord
8. Revenu disponible et alimentation
9. Les organisations de politique alimentaire
10. Canada – Tendances du commerce agroalimentaire mondial depuis 1991
11. L'élargissement du fossé entre les prix des producteurs et ceux de la vente au détail
12. Réduction de la marge de profits obtenue par les fermiers
13. L'industrie de l'agriculture biologique au Canada
14. Conséquence sur les fermiers de la hausse du prix du carburant
15. Les jardins sur les toits
16. The Good Food Box
17. Les jardins communautaires
18. Déclin de l'aide internationale
19. L'Agence canadienne de développement international (ACDI)
20. Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

## Annexe G : Liste des acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ACBA	Association canadienne des banques alimentaires
ACDI	Agence canadienne de développement international
APD	Aide publique au développement du Canada
APIRC	Accord international sur la propriété intellectuelle reliée au commerce
BM	Banque mondiale
CPA	Commission populaire sur l'alimentation
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DPI	Droits sur la propriété intellectuelle
DRHC	Développement des ressources humaines Canada
ENSP	Enquête nationale sur la santé de la population
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIAN	Food First Information and Action Network
FMI	Fonds mondial international
GCM	Groupe consultatif mixte
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPA	Organisation de politique alimentaire
OSC	Organisme de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial de l'ONU
PERA	Production efficace de ressources agricoles
PNB	Produit national brut
R&D	Recherche et développement
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SMA/CAA	Sommet mondial de l'alimentation - cinq ans après
SUCO	Service universitaire canadien outre-mer
VMC	Vision mondiale du Canada
WWF	Fonds mondial pour la nature

